

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

A Rethondes, en forêt de Compiègne, dans le wagon même où Foch en 1918 avait dicté ses conditions au grand état-major allemand, les plénipotentiaires français signent l'armistice. « Les conditions auxquelles nous avons dû souscrire sont sévères... Du moins l'honneur est sauf », dit Pétain. « La France livrée, la France pillée, la France asservie », répond De Gaulle.

« V OUS devinez où je suis. Dans le wagon ! », s'exclama au téléphone le chef de la délégation française chargée de signer l'armistice, le général Huntziger, dès qu'il eut en ligne le général Weygand, nouveau ministre de la défense nationale, qui, de Bordeaux, compatissait : « Mon pauvre ami ! » Il était 20 h 30, le 21 juin.

Dans la nuit du 16 au 17, on le sait, le nouveau gouvernement avait demandé à Madrid d'intervenir le plus rapidement possible auprès du gouvernement allemand afin de demander la fin des combats, et [de] s'informer sur les conditions de la paix. La réponse allemande était attendue avec anxiété, car on voulait mettre un terme à la débâcle, couper court, également, aux projets, agités ici et là, d'une continuation de la guerre dans l'Empire, pour stabiliser un gouvernement encore vulnérable, malgré la popularité de Philippe Pétain. « Il se créait, écrit François Charles-Roux, secrétaire général du Quai d'Orsay, une psychose d'armistice. » Encore fallait-il que l'adversaire n'imposât aucune clause déshonorante.

HITLER, lui, voulait d'abord prendre des gages territoriaux, et avait donné l'ordre de « poursuivre l'ennemi avec le maximum de mordants ». Mais il comprit qu'en traînant trop il faisait le jeu des adversaires de l'armistice et déstabilisait le gouvernement de Bordeaux. Or il désirait vivement « obtenir, au cours des négociations, qu'un gouvernement français continue à fonctionner en territoire français. Cela serait de beaucoup préférable à la situation créée par un refus du gouvernement français d'accepter les propositions allemandes et sa fuite à l'étranger, à Londres, d'où il continuerait la guerre ». C'est ce qu'il avait déclaré à Mussolini, le 18 juin, au Führerhaus de Munich. Il amenda donc les plans de l'état-major pour rendre l'armistice acceptable : il se garda d'annoncer une quelconque annexion territoriale, n'exigea aucun territoire colonial et réclama seulement un désarmement de la flotte de guerre, car, disait-il, il fallait « avant tout empêcher la flotte française d'atteindre l'Angleterre » ; il préférait la voir neutralisée dans des ports espagnols, mais « ce serait aussi une bonne solution si la flotte française se sabordait ».

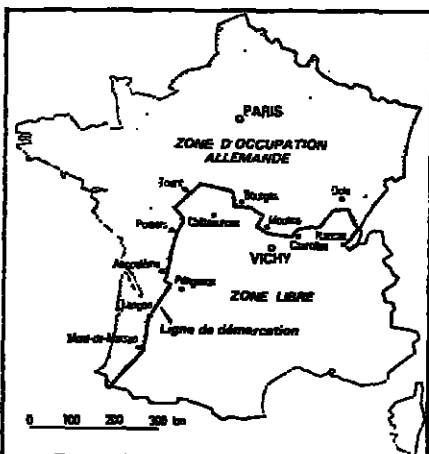
Restait une tierce puissance, l'Italie, qui entendait bien ne pas jouer les seconds rôles. L'Italie, avait écrit Mussolini dans une note confidentielle du 31 mars 1940, ne pouvait « demeurer neutre toute la guerre, sans démissionner de son rôle, sans se disqualifier et se réduire au niveau d'une Suisse multipliée par dix ». Elle avait fini par entrer en guerre, le 10 juin, mais sans gloire. Lors de l'entrevue de Munich, le Duce s'était pourtant montré fort gourmand, réclamant notamment une zone d'occupation italienne entre Alpes et Rhône (comme ce sera le cas en novembre 1942), plus trois têtes de pont (Lyon, Valence, Avignon), plus la Corse, la Tunisie et quelques bases stratégiques en Algérie. Hitler demeura intraitable : les Italiens ne pourraient occuper que les territoires qu'ils auraient conquis. Dans les Alpes, 450 000 hommes, opposés à 185 000 Français, passèrent donc à l'offensive. Mais en vain : ils grignotèrent quelques kilomètres de montagne, et la moitié de Menton.

Les plénipotentiaires français (Weygand, tout comme Chautemps, avait été exempté de la corvée) n'avaient qu'une vue bien imparfaite de ces enjeux ; en quittant Bordeaux le 20 juin à 14 h 30, ils ne savaient même pas où ils devaient exactement se rendre. Après avoir traversé les lignes allemandes près de Tours, et passé la nuit à Paris, la délégation, réduite par les Allemands à quatre membres (Huntziger, qui la présida ; Léon Noël, ancien ambassadeur de France à Varsovie ; le général d'aviation Bergeret et le vice-amiral Le Luc), se retrouvait, le lendemain, en forêt de

Compiègne, à Rethondes. Il y avait là le wagon 2419D de la Compagnie internationale des wagons-lits, transformé jadis par Foch en wagon-bureau, qui avait été remis à la place exacte qu'il occupait le 8 novembre 1918, lorsque Weygand, alors chef d'état-major de Foch, avait dicté ses conditions au grand état-major allemand. On avait, évidemment, recouvert d'un grand drapeau à croix gammée le monument portant l'aigle allemand brisé et l'inscription bien connue : « Ici succomba le criminel orgueil de l'Empire allemand vaincu par les peuples libres qu'il voulait asservir. »

A 15 h 30, les quatre Français passèrent devant les hommes en noir de la garde du Führer, et montèrent dans le wagon : les Allemands avaient déjà pris place dans ce qu'on dénommait pompeusement la « salle de conférence » ; même si le nombre des Français avait été réduit, on était un peu à l'étroit, car personne ne voulait manquer l'instant : il y avait, outre Hitler, Goering et Hess, Ribbentrop, le colonel-général Keitel et l'amiral Raeder ; le ministre-plénipotentiaire Paul Schmidt devait servir d'interprète. Hitler, d'un geste, invita les Français à s'asseoir, en face, à des places marquées par un petit carton timbré de l'aigle du Reich. La cérémonie d'expiation pouvait commencer. Keitel, sur un ton rogue, après un coup de chapeau à la « résistance héroïque » d'un « adversaire aussi brave », récapitula vingt ans de rancunes accumulées : il accusa les Français de « violations de la parole donnée », de « parjures » et, bien entendu, d'avoir déclaré la guerre « sans raison ». A la fin du sermon, Hitler tendit à la délégation française un exemplaire de la convention d'armistice, se leva sans mot dire et quitta le wagon, suivi des autres dignitaires allemands, à l'exception de Keitel.

Les plénipotentiaires français protestèrent alors contre ce qu'ils considéraient, à tous égards, comme un diktat ; ils s'efforcèrent d'obtenir des précisions, notamment sur les conditions de la paix à venir ; et ils déclarèrent fermement que, si les Italiens ajoutaient encore des obligations exorbitantes, les soldats français se battraient jusqu'au dernier.



Keitel, sur un ton cassant, et Jodl, son chef d'état-major, de façon plus courtoise, répondirent que ce n'était pas le lieu de parler conditions de paix et qu'ils n'étaient là que pour apporter des « éclaircissements », puisque les « principes de l'accord seraient maintenus invariables ». Ils finirent par admettre que Huntziger en réfère à Bordeaux. Le contact téléphonique avait été établi à 21 h 30, et les militaires allemands se retirèrent — par discrétion, dirent-ils ; mais Schmidt interceptait la conversation grâce aux tables d'écoute branchées sur le téléphone installé dans la cuisine du wagon, qui décidément servait à tout.

Tandis que les plénipotentiaires regagnaient Paris, les ministres français se réunirent par trois fois pour se faire une opinion sur la convention d'armistice qui venait de leur être dictée. Fuit d'entre eux, semble-t-il, éurent de sérieuses réserves. Mais Pétain et Weygand, qui avaient pris la négociation en main, firent admettre que les « conditions étaient dures, mais pas déshonorantes ». Ils chargèrent Huntziger d'obtenir qua-

tre modifications : la flotte serait désarmée dans les bases d'Afrique du Nord (et non dans ses ports d'attache) ; les avions seraient seulement désarmés ; les ressortissants allemands réfugiés en France ne seraient pas livrés ; le tracé de la ligne de démarcation serait modifié, notamment pour intégrer Paris en zone non occupée. Quand la négociation reprit le lendemain, 22 juin, à Rethondes, Keitel admit que les avions pourraient ne pas être livrés : il accepta que le Reich se contentât de réclamer parmi les réfugiés politiques les seuls « incitateurs à la guerre » (ce qui, à vrai dire, revenait à jouer sur les mots) ; pour les modalités de désarmement de la flotte, et sur la possibilité que le gouvernement français s'installe à Paris, il laissa entrevoir quelque espoir ; et il promit que le Reich tiendrait compte du « sort des populations » et se montrerait compréhensif quand il fixerait le chiffre des forces du « maintien de l'ordre ».

C'était plutôt mince, et Keitel lança un ultimatum expirant à 18 h 30 : un ultime conseil des ministres, réuni à la hâte, sans qu'on pût toucher le président de la République, donna « ordre » à la délégation française de signer. Après la signature, Huntziger et Keitel échangèrent les paroles dont les militaires raffolent dans ces circonstances : le général français déclarait : « Vous êtes un soldat, et vous savez quelle dure épreuve est pour un soldat ce que je viens de faire. Il faut que dans l'avenir nous puissions, nous, militaires français, n'avoir pas à nous repentir du geste que je viens de faire » et le colonel-général allemand, plus sobre : « Il est honorable, pour un vainqueur, d'honorer son vaincu. » Et on se leva pour saluer la mémoire des morts.

22 juin 1940

XVIII - Rethondes : le wagon, l'armistice

LES plénipotentiaires français devaient encore négocier avec les Italiens. Les chasseurs de la Luftwaffe les escortèrent du Bourget à Rome. Ils furent bien reçus, et les pourparlers qui se tinrent villa Incisa, via Cassia, se déroulèrent de façon relativement amène, en l'absence, il est vrai, du Duce, humilié de constater que ses troupes étaient incapables d'élargir militairement le périmètre de leur zone d'occupation. Le 24 juin, à 19 h 35, l'armistice franco-italien était signé. Le 25, à 0 h 35, il devenait effectif sur tous les fronts français.

La convention d'armistice comportait en premier lieu des clauses militaires auxquelles les Français pouvaient s'attendre : cessation immédiate des hostilités ; toutes les forces armées françaises seront « désarmées » et « démobilisées » (à l'exception des forces nécessaires au maintien de l'ordre) ; le Reich pourrait exiger de lui que soient livrés les chars, les pièces d'artillerie, les engins antichars, les armes individuelles (mais il pourrait renoncer à la livraison des avions de combat) ; en zone non occupée, des missions de contrôle veilleraient à la réalité du désarmement. Un soin tout particulier avait été apporté à la rédaction de l'article 8, qui concernait la flotte de guerre : elle serait désarmée (en principe dans les ports d'attache du temps de paix), et le Reich déclarait « solennellement » qu'il ne l'utiliserait pas pendant la guerre et qu'il ne formulait aucune revendication à son égard, lors de la conclusion de la paix. D'autres clauses étaient beaucoup plus préoccupantes. L'article 2 transformait les trois cinquièmes de l'Hexagone, où étaient concentrées la quasi-totalité des sources d'énergie et des régions industrielles, en une zone occupée par la Wehrmacht (voir la carte de la ligne de démarcation).

Le gage territorial était démesuré. Et la coupure n'était pas simplement militaire, elle était également économique (l'occupant contrôlant les transferts de marchandises ou de valeurs) et tout autant politique : dans la zone occupée, le Reich allait exercer « tous les droits de la puissance occupante ». Précisons encore qu'aux termes de l'article 20 les prisonniers de guerre le resteront « jusqu'à conclusion de la paix ».



Hitler quitte Compiègne. On a pris soin de dissimuler sous un drapeau nazi le monument portant la célèbre inscription : « Ici succomba le criminel orgueil de l'Empire allemand vaincu par les peuples libres qu'il voulait asservir. »

C'était transformer un million et demi de captifs en véritables otages politiques.

Le 25 juin, Philippe Pétain se livrait, auprès des Français, à un exercice de rhétorique serré : « Les conditions auxquelles nous avons dû souscrire sont sévères [...]. Du moins l'honneur est-il sauf [...]. » Le lendemain, Charles de Gaulle dénonçait « la France livrée, la France pillée, la France asservie... ».

Le débat devait se prolonger tout au long de l'Occupation, et bien au-delà. Armistice de moindre mal, voire de salut, diront les uns ; armistice de trahison, rétroqueront les autres. Et ce sera l'une des charges retenues contre le chef de l'Etat français à l'ouverture de son procès, en 1945. Bon nombre de ces analyses ont été élaborées à la lumière de ce qui est advenu par la suite : c'est, pour les historiens, un mode de raisonnement spéculatif. Il faut s'en tenir à juin 40. Aux yeux de Hitler, l'armistice était une étape transitoire qui permettait à la Wehrmacht de préparer en toute quiétude l'invasion de la Grande-Bretagne : c'est pourquoi il désirait qu'un gouvernement légal demeure en France et puisse honorer sa signature ; ce qui impliquait, on le sait, de ménager relativement — et temporairement — le vaincu.

Quant aux stratégies du gouvernement français, ils ont été guidés à la fois par une obsession, par une certitude et par une conviction. Ils étaient obsédés par l'idée qu'ils se faisaient de l'honneur, confondant celui de l'armée et celui de la nation. Ils étaient certains que le Reich avait gagné la partie et qu'après la défaite inéluctable de la Grande-Bretagne (« Avant trois semaines, affirmait Weygand, très sûr de lui, l'Angleterre aura le cou tordu comme un poulet. ») la paix serait allemande. Il est donc impossible, comme certains l'ont prétendu, que l'armistice ait été une pause machiavélique pour piéger Hitler. Enfin, ils étaient convaincus que le salut viendrait non de canons extérieurs, au demeurant fantasmagiques, mais d'un redressement intérieur, d'une révolution culturelle, dont l'armistice était le pré-lude nécessaire. Ajoutons que, contrairement aux affirmations de certains thuriféraires de Vichy, l'armistice facilitait les desseins de Hitler contre une Grande-Bretagne tragiquement seule.

par
Jean-Pierre Azéma

Lorsque le secrétaire général du Quai d'Orsay déclara, le 21 au soir, que les conditions imposées par le Reich contraignaient au départ pour l'Afrique, Philippe Pétain le coupa sèchement d'un « Encore ! » sans réplique. A ses yeux, la page était tournée. Et elle l'était, sans conteste. Car l'armistice est bien la coupure politique décisive qui engage les Français des deux zones, pour les quatre années à venir : dès que la Wehrmacht aura perdu la bataille d'Angleterre, les vingt-quatre articles seront le cadre juridique de toute l'Occupation. Et, comme leur carcan se révélera très rigide, il faudra à nouveau négocier : la poignée de main de Montoire est fille de Rethondes. C'est une coupure aussi pour tous ceux qui, à Londres comme en France, tiendront l'armistice, dès le premier jour, pour nul et non avenu, et seront de ce fait des résistants en puissance. Enfin, l'armistice ancre définitivement le nouveau régime ; la démission de Paul Reynaud est son acte de naissance ; Rethondes, son acte de baptême.

SELON toute vraisemblance, la grande majorité des Français et des Français ont ressenti du soulagement, beaucoup de soulagement, à cette signature. Ils l'acceptaient d'autant plus aisément que Pétain la couvrait de son autorité. Le général Huntziger, avant de prendre congé de Weygand au téléphone, tint à lui faire part de son trouble : « Mon général... oui... enfin... Vous me comprenez, vous. » Il lui fut répondu : « Oui, je vous comprends. »

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES
► Eberhard Jäckel, *La France dans l'Europe de Hitler*, Paris, Fayard, 1988, 653 p.
Michel Lounay, *L'Armistice de 1940*, PUF, 1972, 95 p.

Demain :
Mers-el-Kébir :
un drame passionnel

La crise des otages

Israël considère la Croix-Rouge — et non l'ONU — comme la meilleure filière pour négocier

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Réflexe de prudence ou présentation tactique : à ce stade de l'affaire des otages, les Israéliens expliquent avec insistance qu'il n'y a pas encore de négociation à proprement parler avec le Hezbollah ou tout autre partenaire libanais. Il s'agit plutôt d'une phase de « contact » à plusieurs niveaux, non de pourparlers directs ou indirects, avec ceux qui détiennent une quinzaine d'otages occidentaux et trois soldats israéliens au Liban et seraient susceptibles de les échanger contre le cheikh Obeid, le responsable du Hezbollah enlevé le 28 juillet dernier par un commando de l'Etat hébreu.

L'heure est encore à la recherche d'un ou de plusieurs médiateurs acceptables pour tous, et au « positionnement » des parties directement intéressées avant que s'établisse un éventuel marchandage. Après avoir reçu M. Marshall Goulding, envoyé spécial de l'ONU, le ministre israélien de la défense,

M. Itzhak Rabin, a ainsi souligné, mardi 8 août, qu'« Israël considère la Croix-Rouge — et non l'ONU — comme la meilleure filière pour négocier ». Le ministre a aussi répondu au Hezbollah, qui affirme ne pas vouloir négocier avant la libération du cheikh Obeid, en soulignant qu'Israël, pour sa part, n'entretrait dans aucune négociation avant d'avoir été informé sur la situation de ses trois soldats disparus au sud du Liban depuis plusieurs années. « Tant que nous ne saurons pas qui est vivant et qui ne l'est pas, nous n'entrons dans aucune discussion détaillée », a dit M. Rabin.

Le spécialiste des affaires diplomatiques militaires du respecté quotidien Haaretz, M. Ze'ev Schiff, écrit mardi qu'on en était toujours dans la « phase préliminaire » d'un processus pouvant mener à une négociation. « Les négociations pour l'échange des prisonniers n'ont pas encore commencé et, jusqu'à présent, Israël n'a pas reçu une seule demande formelle — directe ou indirecte — concernant le « prix » que le Hezbollah réclamerait pour la libération de tous les otages, y compris les Israéliens », poursuit Haaretz. Le quotidien ajoute : « Il n'y a pas encore de lettres pour servir à la transmission des messages. (...) Toutes les informations récentes sur les conditions posées par le Hezbollah ou les divers groupes de ravisseurs doivent être considérées comme des ballons d'essai et ne sont pas prises au sérieux par Israël ».

C'est une opinion que l'on peut entendre dans les milieux officiels israéliens. Le gouvernement n'en vient pas moins d'annoncer que le fleuve de déclarations et de commentaires ministériels, souvent parfaitement contradictoires, sur l'affaire des otages pouvait être mis à l'écart au processus en cours et qu'il

fallait dorénavant s'en tenir au silence. En principe, les seuls commentaires autorisés seront ceux des trois principaux ministres concernés et qui gèrent directement le dossier : le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, et son collègue des affaires étrangères, M. Moshe Arens.

L'incursion d'un soldat jordanien

Venant de Beyrouth, où il a rencontré des chefs de Hezbollah puis de Damas, M. Goulding, secrétaire général adjoint de l'ONU, était d'ailleurs arrivé à Jérusalem en reprochant publiquement et sévèrement aux dirigeants israéliens d'être beaucoup trop bavards sur l'affaire des otages. Tout en assurant qu'il n'exerçait aucune mission de médiation, il a rendu compte à M. Rabin, au vice-ministre des affaires étrangères Netanyah et à l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, M. William Brown, des entretiens qu'il avait eus au Liban et en Syrie. Puis, s'adressant à la presse, M. Goulding a tenu des propos qui n'ont pas dû susciter l'enthousiasme de ses hôtes. Certes, « il y a maintenant des possibilités accrues pour un échange des otages », a dit M. Goulding. Mais il a aussitôt ajouté que « cela était principalement dû aux circonstances internationales » et que « l'enlèvement du cheikh Obeid n'avait certainement pas aidé ».

Les dirigeants israéliens avancent une opinion évidemment contraire et qui est devenue la « ligne » officielle de l'Etat hébreu dans cette affaire : c'est bel et bien l'enlèvement du cheikh Obeid, dit M. Rabin, qui a « réveillé le monde » et fourni l'occasion d'une possibilité de règlement de la crise des otages — même si l'environnement international

était favorable, avec, notamment, l'arrivée au pouvoir en Iran du « pragmatique » Hachémi Rafsandjani.

Cependant, les autorités ont démenté certaines informations laissant entendre que l'infiltration, suivie d'une brève prise d'otage, qui a eu lieu mardi à la frontière israélo-jordanienne avait un lien quelconque avec l'enlèvement du cheikh Obeid. L'opération a apparemment été le fait d'un déserteur de l'armée jordanienne qui a franchi la frontière à la mi-juin, en uniforme et avec son arme, dans la région désolée de la Arava. Il s'est retrouvé dans une palmeraie du kibboutz Lotan, à une cinquantaine de kilomètres au nord de la ville d'Eilat sur la mer Rouge.

Selon le récit des porte-parole militaires et de plusieurs témoins, l'homme a ouvert le feu sur trois jeunes femmes du kibboutz qui se trouvaient là. L'une d'entre elles a pris la fuite, une autre — une volontaire américaine — a été légèrement blessée au cou et la troisième — une militaire israélienne — a été prise en otage et conduite dans un hangar voisin.

Après quelques heures de négociation pour amener l'homme à se rendre, une unité spéciale de l'armée est intervenue : le soldat jordanien a été tué par un tireur d'élite et la jeune femme libérée. Le général Matan Vilnai, commandant en chef du secteur sud, présent sur les lieux, a déclaré que « l'homme n'avait formulé aucune revendication particulière, semblait un peu dérangé et ne pas avoir d'objectif précis ». Il a demandé un Coran et hurlé en anglais qu'il entendait « venger son frère ». Certaines rumeurs avaient d'abord suggéré que le déserteur avait voulu monter une opération pour obtenir la libération du cheikh Obeid.

ALAIN FRACHON.

Le cinquième congrès du Fath donne carte blanche à M. Arafat pour poursuivre ses initiatives de paix

TUNIS
de notre correspondant

Au terme de six jours de débats quelquefois houleux, le cinquième congrès du Fath a approuvé, à une très large majorité, l'action politique et diplomatique menée par M. Yasser Arafat depuis la réunion, en novembre dernier, à Alger, du Conseil national palestinien. Même s'il s'est entendu reprocher d'avoir trop donné trop vite, M. Arafat a tout lieu d'être satisfait de ces assises. Ses amis du Fath lui laissent carte blanche pour poursuivre ses initiatives de paix. Encore faudra-t-il qu'elles aboutissent sans trop tarder à quelques progrès, lui ont-ils fait comprendre.

Toutefois, aucune impatience ni aucune réticence ne s'exprime dans la résolution politique finale rendue publique mardi 8 août. Mais celle-ci évite de se référer à plusieurs des prises de position les plus hardies du président de l'OLP, telle, par exemple, la renonciation au terrorisme (à Genève, en décembre), ou à la caducité de la charte de l'OLP (en mai, à Paris). En revanche, le texte insiste sur la nécessité de « poursuivre intensivement l'action militaire et toutes les formes de lutte pour mettre fin à l'occupation israélienne du territoire palestinien et assurer le droit du peuple palestinien à la liberté et à l'indépendance ». C'est là sans doute une satisfaction donnée aux plus radicaux des congressistes, qui ont beaucoup insisté durant les travaux sur cet aspect, en recommandant de poursuivre les attaques contre Israël à partir du Liban sud. M. Arafat ne rejette certes pas l'option militaire, mais, en l'état actuel, il paraît souhaiter qu'elle ne prenne pas le pas sur sa démarche politique ni ne l'entrave.

Dans leur dialogue avec l'OLP, les Américains ont toujours dit l'importance qu'ils attachaient à la cessation des attaques contre Israël, et, à l'évidence, ils n'apprécieront pas la prise de position du Fath, même si elle n'est pas exempte de quelques ambiguïtés. Mais ils

auront aussi noté l'approbation implicite de la poursuite de ce dialogue engagé depuis le 16 décembre. Dans sa résolution, le Fath s'adresse en effet à Washington en lui demandant, « pour que le dialogue aboutisse à des résultats positifs », de reconnaître aux Palestiniens le droit à l'autodétermination et à un Etat indépendant, d'abandonner sa « politique d'alignement » sur Israël et son « soutien illimité » à l'Etat hébreu, de se prononcer en faveur d'une conférence internationale de paix et d'annuler les lois et réglementations américaines « hostiles à l'OLP ». Autant de revendications qui ont déjà été formulées et dont le rappel signifie pour le moins que le dialogue n'est pas rompu.

Les positions clés de l'OLP exprimées durant ces derniers mois sont reprises dans le texte publié par le Fath. Elles vont de la proclamation du droit à un Etat indépendant avec Jérusalem pour capitale et à celui du « droit au retour », au rejet du plan Shamir et à la dénonciation de la répression dans les territoires occupés, en passant par l'engagement à respecter les résolutions de la charte et les principes des Nations unies. L'accent est mis aussi sur l'« intensification de l'intifada, qui a pour but de mettre fin à l'occupation israélienne ».

Le Fath a, en outre, décidé de créer un comité spécial au sein de son conseil révolutionnaire afin de « faire face à l'immigration sioniste en Palestine ». Ce comité aura pour mission d'« agir sur les plans culturel, médiatique et politique afin d'empêcher l'arrivée des immigrants juifs en Palestine ».

Autre preuve de confiance donnée à Arafat : le congrès l'a élu mardi président du comité central du Fath. Depuis qu'il a fondé le mouvement en 1965, M. Arafat siégeait au sein de cet exécutif au même titre que les autres membres. Désormais, il aura la charge de présider les réunions et de superviser les activités du comité central, qui a été élargi de quinze à vingt et un membres.

MICHEL DEURÉ.

Washington refuse de lier la question des avoirs iraniens à celle des otages

Le gouvernement américain a refusé, mardi 8 août, de lier la question des avoirs iraniens bloqués aux Etats-Unis et celle de la libération des otages américains détenus au Liban. « Nous ne sommes pas désireux de lier la question des avoirs iraniens à celle des otages », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Martin Fitzwater. Un tel marchandage reviendrait à « payer une rançon » pour les otages, solution que les Etats-Unis ont toujours rejetée, a-t-il souligné.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a pour sa part indiqué que la question des avoirs iraniens se trouvait devant le tribunal d'arbitrage Etats-Unis-Iran établi lors de la libération des otages de l'ambassade américaine à Téhéran en 1981, en vertu de l'accord d'Alger qui avait mis fin à la crise. Siégeant à La Haye, il est chargé de débrouiller l'écheveau compliqué des plaintes mutuelles pour gel d'avoirs, non-livraison de marchandises payées ou non-paiement de livraisons effectuées. Depuis sa formation, le tribunal, composé de neuf juges internationaux, a déjà permis de résoudre des litiges entre les deux pays portant sur plusieurs millions de dollars depuis la rupture de leurs relations diplomatiques en 1979.

Cette année-là, les Etats-Unis avaient décidé de bloquer les avoirs iraniens, dont plusieurs milliards de dollars pour le matériel militaire commandé et payé — mais non livré — par le chef d'Iran avant qu'il ne soit renversé. A cette somme, il faudrait ajouter le contentieux qui a suivi l'affaire de l'ambassade des Etats-Unis, et on estime généralement que, à la suite des règlements partiels intervenus depuis, le montant des avoirs iraniens bloqués avoisine les 3 ou 4 milliards de dollars. Les Iraniens, pour leur part, évaluent ce chiffre à 11 milliards de dollars.

Mardi, avant la mise au point de Washington sur cette affaire, le président iranien éni, M. Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, avait fait savoir qu'il accepterait une proposition américaine d'aider à la libération des otages si les Etats-Unis débloquent les avoirs iraniens. Selon le *Tehran Times*, proche du ministre iranien des affaires étrangères, une source proche de M. Rafsandjani avait fait état de cette proposition en commentant une information, publiée dimanche par le *Sunday Express*, et selon laquelle le président George Bush aurait offert à l'Iran de débloquent ses avoirs si Téhéran aidait à la libération des otages du Liban.

Cette source confirmait la véracité de cette information et affirmait que M. Rafsandjani avait accepté cette offre « sous conditions », soulignant les « doutes du peuple iranien envers l'administration américaine ». « Washington devrait annoncer officiellement de telles propositions », s'il souhaite réellement que l'Iran joue un rôle pour l'élargissement des otages, ajoutait le *Tehran Times*. Chant des hauts responsables anonymes de la Maison Blanche, le *Sunday Express* avait indiqué que l'offre de M. Bush avait été transmise par des canaux diplomatiques à M. Rafsandjani. — (AFP, Reuters, AP.)

Amériques

ÉTATS-UNIS : il y a quinze ans

Les derniers jours de Richard Nixon à la Maison Blanche

WASHINGTON
correspondance

Le 9 août 1974, Alexander Haig, alors secrétaire général de la Maison Blanche, tendit au président Nixon une feuille de papier en lui disant : « Il y a quelque chose que vous devez faire et, si vous ne le faites pas, tout ira mal... ». Par la présente la démission de nos fonctions de président des Etats-Unis. M. Nixon signe sans hésiter ce document iconique, destiné au secrétaire d'Etat.

La veille, le trente-septième président des Etats-Unis avait prononcé son trente-septième et ultime discours à la nation pour l'indormir de sa décision. Ainsi, quelque deux ans après l'effraction des bureaux du Parti démocrate, le scandale du Watergate arrivait à son dénouement dramatique. Pour la première fois, un président américain, menacé d'être condamné par le Sénat et d'être poursuivi en justice, était obligé de démissionner.

A dire vrai, dès le 23 juillet, Nixon se savait perdu. Les démocrates conservateurs du Sud et même ses amis républicains de la commission judiciaire de la Chambre le fuyaient. « Eh bien ! Al, c'est la fin de la présidence », téléphonait-il à Haig. Tout espoir d'éviter l'impeachment, c'est-à-dire la procédure menant à sa comparution devant le Sénat pour y être jugé, avait disparu.

Mais le coup de grâce fut donné par la Cour suprême, statuant à l'unanimité que les enregistrements de la Maison Blanche devaient être communiqués au procureur spécial Jaworski. « Le privilège de l'exécutif ne saurait prévaloir sur les exigences fondamentales de l'application des lois dans l'exercice équitable de la justice », signifiaient les juges. En d'autres termes, aucun Américain, pas même le président, n'est au-dessus des lois.

« Un cauchemar »

En fait, la décision de la Cour sonnait le glas de la présidence dite « impériale ». Nixon, en effet, avait invoqué le privilège de l'exécutif pour refuser de donner ses bandes enregistrements au procureur. On peut le comprendre. L'enregistrement du 23 juin 1972 était dévastateur. La conversation menée en termes vulgaires entre le chef de l'exécutif et ses adjoints établissait clairement que le président avait été, dès le début, au courant de l'effraction du Watergate et qu'il avait ensuite recommandé des mesures propres à étouffer l'affaire et à dissimuler la vérité.

Le 30 juillet, la commission de la Chambre approuvait la procédure d'impeachment. De son propre aveu, Nixon passa une mauvaise nuit, indécis sur ce qu'il devait faire. Démissionner

immédiatement c'était créer un précédent grave pour la présidence et abandonner ses amis. Mais accepter l'épreuve d'un procès de six mois au Sénat, c'était imposer au pays une présidence paralysée, compromettre les chances électorales de son parti. « Finir sa carrière en combattant », telle fut sa conclusion. De fait, il s'accrocha plus tard à l'espoir que le public et le Congrès ne réagiraient pas trop négativement à la publication de l'enregistrement du 23 juin 1972.

Mais, d'après ses Mémoires, il avait, dès le 1^{er} août, essayé de démissionner. Il faisait d'abord un informe à la famille. Sa fille, Tricia, qui avait pris l'avion de New-York sous les huées d'un groupe d'adversaires, ne comprenait pas que « Daddy » songe à démissionner. « Ce n'est pas possible... C'est un cauchemar ».

Il y a et patibulaire

Le 5 août, Nixon emmena toute sa famille sur le yacht présidentiel, le *Sequoia*, pour une promenade sur le Potomac, s'offrant ainsi quelques heures de détente pendant lesquelles tout le monde parla de tout et de rien, assés de l'essentiel.

De même, à la réunion du cabinet, Nixon parla surtout des problèmes de l'agriculture, de l'inflation, du budget, mais aborda tout de même le sujet qui préoccupait tous ses collaborateurs. Une fois de plus il affirma craindre que sa démission ne crée un précédent qui « entrainerait l'Amérique vers une forme parlementaire de gouvernement... ». Mais à Kissinger il confirma son intention de s'en aller. Le secrétaire d'Etat l'approuva, en soulignant que la politique étrangère américaine souffrirait d'un long procès. Le 7 août, les pointages confirmèrent qu'au Sénat le président était très loin de pouvoir obtenir le tiers des voix, ce qui aurait bloqué une condamnation.

Le mercredi 8 août, Nixon prépare son discours d'adieu à la nation. Puis c'est le dernier repas de famille à la Maison Blanche. La photographie officielle est convoquée pour une dernière photo du groupe familial. « Allons, souriez », dit-il en pleurs. Julie éclate en sanglots.

Plus tard, dans la soirée, il convoque Kissinger. Les deux hommes boivent un verre de cognac, puis Nixon invite son secrétaire d'Etat à l'accompagner dans la Lincoln Room. Il invite alors Kissinger à prior silencieusement, et les deux hommes s'agenouillent... Dans ses Mémoires, Kissinger semble s'avoir gardé qu'un vague souvenir de cette scène absurde.

Le récit que donnent les journalistes Woodward et Bernstein dans leur livre *Final Day* est encore plus saisissant. D'après eux, le président

en larmes frappe le tapis de son poing en criant : « Qu'est-ce que j'ai fait... Qu'est-ce qui est arrivé... ». Kissinger le relève, essaie de réconforter l'homme racroquevillé sur le tapis comme un enfant. L'homme se relève ensuite et boit une nouvelle rasade. Plus tard, disent-ils, il appela Kissinger au téléphone ; il est ivre, incohérent, pathétique... « Henry, ne dites jamais à personne que j'ai pleuré ».

Dans ses Mémoires, Nixon reconnaît avoir pleuré, mais seulement au moment où il faisait ses adieux aux membres de son cabinet le 8 août au matin. Mais le portrait qu'en font les journalistes correspond bien aux impressions pessimistes d'Alexander Haig et de M. Cox, gendre de Nixon, craignant tous deux un suicide, s'inquiétant de son état de santé mental. « Le président parle aux portraits des anciens présidents accrochés aux murs », aurait déclaré M. Cox.

Nixon devait vivre un grand moment d'émotion le matin du 9 août quand il s'adressa au personnel de la Maison Blanche. Les larmes coulaient le long des visages quand il évoqua le mémoire de son père, un homme pauvre, et surtout de sa mère, une sainte. Il se surpassa dans un discours venant du cœur où il cita Theodore Roosevelt, qui, parlant de la mort de sa femme, avait écrit : « La lumière a disparu à jamais de ma vie... » et il faut avoir subi des échecs, des déceptions et éprouvé de la tristesse, ajouta-t-il, pour arriver à une certaine grandeur. C'est seulement quand on a été dans la plus profonde vallée qu'on peut savoir combien il est magnifique d'être sur la plus haute montagne.

« Bonne chance », déclara-t-il à Gerald Ford, son successeur, avant de se diriger vers l'hélicoptère avec sa famille. Pat, sa femme, ne prononça pas un mot. Elle ferma les yeux, s'accrochant à des mains amies. Dernier à s'embarquer, Richard Nixon se retourna, retrouvant son sourire et sa superbe, et fit son grand geste traditionnel : les deux bras bien levés, les doigts des deux mains formant le signe V de la victoire.

Dans son journal, Tricia Nixon se déclarait contre la démission qui, à son avis, ne devait rien résoudre. « Daddy continuera d'être harassé par des litiges, des procès... », Nixon lui-même, évoquant la possibilité d'être emprisonné, commentait : « Les meilleurs écrits de l'histoire ont été faits en prison. Songez à Lénine et à Gandhi ».

En fait, il bénéficia du pardon de son successeur. Aujourd'hui, quinze ans après sa disgrâce, Nixon envisage un nouveau voyage en Chine, un nouveau livre. Il a toutes ses entrées à la Maison Blanche, il est consulté, il joue le rôle de l'homme d'Etat sage et âgé, donnant des avis et des conseils appréciés.

HENRI PIERRE.

PÉROU

L'armée a lancé une vaste offensive contre le principal bastion du Sentier lumineux

LIMA
de notre correspondant

L'armée a lancé une vaste offensive pour reprendre le contrôle de la vallée andine tropicale du Haut-Huallaga, capitale de la coca et du trafic de cocaïne, dans laquelle le Sentier lumineux (PCPSL) a installé son principal bastion. En quatre mois — c'est-à-dire depuis que cette région est formellement passée sous contrôle militaire — les communiqués officiels annoncent l'élimination de près de cinq cents « délinquants subversifs », selon la terminologie classique. Cent dix d'entre eux ont été abattus en quarante-huit heures seulement durant les célébrations pour le fête de l'Indépendance, le 28 juillet. Cette efficacité renouvelée des forces armées débouchant sur une telle bécotement a été rendue possible par la mise en service d'hélicoptères soviétiques Mi-25 équipés de mitrailleuses et de lance-roquettes.

Le Sentier a dénoncé, à plusieurs reprises, un « génocide » contre la population civile du Haut-Huallaga, « bombardée » sans discrimination par ces « tanks aériens ». Cette version n'a pas pu être totalement vérifiée sur le terrain, à ce jour, par des observateurs indépendants. Cependant, lundi 7 août, deux envoyés spéciaux de l'hebdomadaire *Si* ont confirmé un bombardement au lieu-dit « la Morada », survenu le 6 juillet : l'armée a lancé des bombes incendiant les maisons de ce hameau. Le général Arciniega, responsable de la « zone d'état d'urgence », a expliqué que cette mesure a été prise parce que les habitants avaient prévenu une colonne du Sentier de la présence d'une patrouille militaire dans les environs. Ce serait donc pour « punir cette collaboration » et « servir d'exemple » que des représailles ont été entreprises. Mais si les « colons » habitant la Morada n'avaient pas averti le Sentier, ils auraient alors été victimes des guérilleros. Comme en toute situation de cette nature, la population civile, prise entre deux feux, paie le plus lourd tribut à la guerre.

N. B.

هنا من الاصل

Asie

JAPON

M. Toshiki Kaifu a été élu premier ministre par la Diète

TOKYO
de notre correspondant

M. Toshiki Kaifu a été élu, mercredi 9 août, par la Diète au poste de premier ministre. La procédure de désignation par les parlementaires des deux Chambres, qui dans le passé a toujours tenu de la simple formalité, étant donnée la majorité dont disposaient les libéraux-démocrates, a pris cette fois un caractère un peu plus complexe.

Le Sénat et la Chambre basse, qui votent séparément, ont, en effet, désigné une personne différente pour assumer les fonctions de chef du gouvernement. L'opposition, qui détient désormais la majorité au Sénat, a élu M. Doi, président du Parti socialiste, tandis que les libéraux-démocrates, largement majoritaires à la Chambre basse (295 sièges sur 512), ont désigné M. Kaifu. Pour la première fois depuis quarante et un ans, il a fallu recourir à la procédure d'arbitrage par une commission conjointe formée de parlementaires des deux assemblées et à une disposition de la Constitution qui prévoit qu'en cas de désaccord entre les Chambres sur le choix du premier ministre, c'est en définitive celui des députés qui doit l'emporter.

Cette « fronde » de l'opposition, qui a conduit à une quasi-primière du point de vue constitutionnel (en 1948, les Chambres s'étaient déjà divisées, mais sur deux candidats conservateurs, MM. Asahida et

Yoshida), n'a guère de portée politique, sinon pour rappeler que celle-ci pèse désormais d'un poids plus grand et qu'elle est en mesure de gêner, sinon encore d'infléchir, la détermination de la politique.

Des risques de division

M. Kaifu devait annoncer la composition de son cabinet dans la soirée. Ce sera le premier test à la fois de sa volonté de renouvellement et de la marge de manœuvre que lui laissent les « barons » du parti conservateur. Les nominations attendues aux postes de direction du PLD reflètent en tout cas, comme d'habitude, les rapports de force entre les clans : c'est par exemple à M. Ichiro Ozawa, un homme du clan le plus important, celui de M. Takeshita, et également un parent de l'ex-premier ministre, que revient le poste-clé de secrétaire général du parti.

La répartition des fonctions dans l'appareil du PLD comme celle des portefeuilles ministériels est traditionnellement l'occasion d'atténuer l'amertume des perdants dans la lutte pour le pouvoir et de minimiser ainsi les risques de division interne en leur donnant des satisfactions par une rotation des postes. Le fait que, lors de l'élection du président du PLD, un nombre plus important que prévu de parlementaires (168) aient voté contre M. Kaifu est un facteur qui pèsera dans le choix du nou-

veau premier ministre : le clan de M. Miyazawa étant clairement passé à une opposition ouverte au courant dominant formé par les clans Takeshita, Abe, Nakasone et Konoe. En ce sens, la crise que traverse le camp conservateur semble avoir eu pour conséquence d'accroître les divisions latentes plus que de resserrer l'unité du PDL.

Dans le gouvernement, M. Tokuro Yamashita (du clan Komoto) semble assuré du poste de chef du cabinet du premier ministre, tandis que M. Hashimoto, le secrétaire général sortant, devrait prendre celui de ministre des finances. Le portefeuille des affaires étrangères posant quelque problème, on n'exclut pas la possibilité du maintien dans ses fonctions de M. Mitsuoka. L'une des innovations dans la composition du cabinet Kaifu devrait être l'entrée de femmes au gouvernement. Afin de donner l'impression d'un rajeunissement du camp conservateur, il est en outre probable que le cabinet comprendra plus de jeunes politiciens que par le passé.

L'élection de M. Kaifu et les manœuvres en vue de la composition de son gouvernement suscitent des commentaires réservés, sinon critiques, de la presse. Les commentateurs politiques estiment que, malgré le sentiment de crise qui prévaut chez les libéraux-démocrates, ceux-ci sont encore réticents à accepter des changements substantiels.

PHILIPPE PONS.

BIRMANIE

Protestation des Douze contre les entraves aux libertés

Le calme a régné à Rangoun, mardi 8 août, lors du premier anniversaire du massacre par l'armée de manifestants en faveur de la démocratie (le Monde du 9 août). Selon des sources diplomatiques, vingt mille membres des forces de l'ordre ont quadrillé la capitale. De petits groupes de jeunes criant des slogans hostiles à la junte militaire se sont enfuis dès l'arrivée de la police. Quelques arrestations auraient cependant eu lieu.

Entre-temps, selon le Foreign Office, l'ambassadeur de France à Rangoun, agissant au nom des Douze, a été chargé d'exprimer aux autorités birmanes la préoccupation de la CEE face aux « graves entraves à l'exercice des libertés fondamentales en Birmanie ». Les Douze ont réclamé également que le consulat britannique puisse entrer en contact avec M. Michael Ais, époux britannique du leader de l'opposition, M. Aung San Suu Kyi. M. Ais est arrivé à Rangoun le 22 juillet, sur le sursis de la mise en résidence surveillée de M. Suu Kyi, et le consulat britannique n'a pas pu le contacter depuis.

Selon des diplomates, des centaines, voire des milliers d'étudiants ont quitté leur pays depuis cette date. De la Ligue nationale pour la démocratie, principal mouvement d'opposition dirigé par M. Suu Kyi, n'en ont pas moins entrepris une grève de la faim au siège de cette formation. M. Suu Kyi continuerait, elle-même, de poursuivre depuis près de trois semaines une grève de la faim. — (AFP, UPL.)

EN BREF

● IRLANDE DU NORD : un jeune catholique tué dans des affrontements avec la police. — Un adolescent de quinze ans a été tué, dans la nuit du mardi 7 août, à la suite de heurts sporadiques entre jeunes manifestants républicains et forces de l'ordre dans les quartiers catholiques de Belfast, a annoncé le Royal Ulster Constabulary, la police locale.

Ces incidents, au cours desquels une vingtaine de personnes ont été arrêtées, ont marqué le dix-huitième anniversaire de la loi sur l'internement sans jugement, abolie en 1975.

● PANAMA : saluons du Conseil de sécurité de l'ONU. — Le Panama a officiellement demandé, mardi 8 août, une réunion urgente du Conseil de sécurité de l'ONU, arguant du fait que les troupes américaines ont intensifié dangereusement leurs actes d'intimidation, de provocation et d'agression contre le pays. Washington a multiplié depuis dix-huit mois ses pressions pour obtenir le départ du général Noriega, homme fort du Panama. De nombreux incidents ont eu pour point de départ les activités des troupes américaines stationnées dans l'ancienne « zone du canal ». Un nou-

Afrique

ALGÉRIE

Fièvre estivale

Le mois d'août est toujours difficile en Algérie, en raison des « ruptures de stocks » d'une économie de pénurie pour le ménage, d'un manque d'eau chronique aggravé par la chaleur et d'un sentiment de frustration chez une partie de la bourgeoisie urbaine qui, faute d'allocations de devises, a l'impression d'être tenue à l'écart des grandes migrations internationales de l'été.

La différence avec les années précédentes est que — les Algériens l'ont assez dit après les émeutes d'octobre 1988 — « plus rien ne sera comme avant ». A trois mois d'un congrès extraordinaire du FLN contraint de s'adapter à la situation nouvelle, alors que le pays s'engage dans un multipartisme mais effectif, avec l'espoir d'une plus grande liberté d'expression, les autorités sont confrontées à une situation encore plus délicate que naguère.

L'intendance n'a pas suivi après les grandes manœuvres politiques du printemps. Le correspondant de l'AFP à Alger fait état, comme les années précédentes, de la flambée des prix sur le marché des fruits et légumes et des pénuries de produits de base : lait, pâtes, savon, etc. La situation n'est pas plus brillante en matière de prestations de services. En l'absence, pour le moment, d'une véritable industrie touristique, comme au Maroc et en Tunisie, l'Algérie s'est longtemps accommodée du délabrement de ses hôtels et restaurants.

A la suite d'initiatives privées, quelques réalisations sont à noter, mais la clientèle supporte de plus en plus mal la passivité de l'administration devant les abus de la majorité des détenteurs de rentes de situation. Comme il s'en est fait une spécialité, l'hebdomadaire *Algérie Actualité* du 3 août publie une enquête au vif sur « l'univers peu réjouissant de l'administration et de la dégradation ».

Aux mouvements d'humeur des citoyens bénéficiant d'un certain niveau de vie s'ajoutent les révoltes sporadiques des plus démunis, notamment parmi les mal-logés. Les brigades anti-

émeutes sont intervenues ces jours derniers pour disperser des rassemblements de plusieurs milliers de personnes dans des localités du littoral — notamment à Ain-Benian.

Les manifestants protestent contre l'arbitraire de l'attribution des logements sociaux par les mairies. A défaut de s'en prendre directement au pouvoir central, les mécontents contestent de plus en plus souvent la gestion des autorités locales. Malgré les économies rendues nécessaires par la recherche d'un moindre déficit budgétaire, le gouvernement consacre encore de grosses sommes à l'habitat. Le premier ministre fait état de l'achèvement de 45 000 logements, soit, déjà, la moitié des 90 000 prévus pour cette année. Mais, avec l'explosion démographique, c'est le tonneau des Danaïdes.

Le rite

maghrébin

Insensible aux belles statistiques administratives, la population voit surtout les somptueuses villas construites avec une ostentation croissante par les nouveaux riches du régime. A la différence de ce qui se passait il y a quelques années, l'argent n'hésite plus à se montrer malgré l'alerte d'octobre 1988, peut-être parce que, depuis l'ouverture sur le Maroc et l'Algérie, la classe aisée n'accepte plus son apparence de parent pauvre de la bourgeoisie maghrébine.

L'agitation ne se limite pas au littoral, aux « stations balnéaires » en proie à la fièvre estivale. L'AFP signale une extension des troubles dans les villages kabyles où l'eau et l'électricité promises tardent à arriver.

Les maux traditionnels du socialisme algérien sont, cependant, aggravés par le nouveau vent de libéralisme. Ainsi, à Annaba, une grève dure de leur baguette des centaines de milliers de consommateurs. L'équilibre n'a pas encore été trouvé entre

les aberrations de l'ancienne politique socialiste de produits subventionnés et les abus de l'économie de marché, à l'ordre du jour.

En novembre, fin juillet, M. Barber Conable, président de la Banque mondiale, le président Chadli a de nouveau insisté sur les réformes économiques en cours — vérité des prix et autonomie des entreprises publiques — de nature à créer des « rapports de partenariat » entre son pays et une institution naguère considérée comme l'agent du capitalisme international.

A l'occasion de ce voyage, le directeur du département Maghreb à la Banque mondiale a évoqué la « stratégie complémentaire » des projets économiques des pays de la région réunis au sein de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Il a notamment évoqué des possibilités de financement international pour des projets agro-industriels sous la tutelle de banques algériennes et marocaines.

Alors que la Tunisie paraît un peu en retrait, Alger et Rabat multiplient les accords de coopération au nom de l'unité maghrébine. Même si les perspectives ne sont pas aussi grandioses que le dit le discours officiel, des possibilités réelles de coopération économique s'esquissent pour une Algérie dotée de ressources énergétiques et d'une industrie lourde et un Maroc développé sur le plan agricole et agro-industriel.

Entre le roi Hassan II et le président Chadli, les relations personnelles semblent bonnes alors même que le problème du Sahara occidental demeure pendu. Fils cadet du souverain, le prince Moulay Rachid a fait récemment un séjour en Algérie comme invité personnel du chef de l'Etat. Pour leur part, bien des Algériens auraient aimé passer des vacances au Maroc, de nouveau accessible par tous moyens de transport depuis la normalisation. Mais ils ont dû y renoncer faute de devises. Le Maghreb restera un rêve aussi longtemps que les monnaies nationales ne seront pas convertibles.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

ANGOLA : les négociations avec l'UNITA

M. Savimbi critique le comportement de M. Mobutu

Alors que, selon une source officielle de Kinshasa, les pourparlers de paix entre le gouvernement de Luanda et l'UNITA se poursuivent au Zaïre, M. Jonas Savimbi vient de faire des déclarations qui réduisent considérablement la portée de sa rencontre avec le chef de l'Etat angolais, M. Dos Santos, à l'initiative du président Mobutu, le 22 juin à Gbadolite (Zaire).

L'UNITA n'a jamais approuvé le plan de paix de Gbadolite, contrairement à ce qu'affirme les autorités de Luanda, a déclaré, ce week-end à Jamba (sud-est de l'Angola), le chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola, au journal portugais *A Capital*.

Selon l'envoyé spécial du journal cinquième anniversaire de M. Jonas Savimbi, celui-ci s'en est pris « en des termes très durs » à l'action du président zaïrois, lors de la conférence de Gbadolite, en présence de dix-huit chefs d'Etat africains.

« Le programme du MPLA en cinq points pour la paix n'a jamais été discuté par l'UNITA. D'ailleurs, si le président Mobutu avait décidé de soumettre à mon approbation ces cinq points, je ne serais pas allé à Gbadolite. Pour moi, si l'UNITA n'a jamais approuvé le plan de paix de Gbadolite, contrairement à ce qu'affirme les autorités de Luanda, a déclaré, ce week-end à Jamba (sud-est de l'Angola), le chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola, au journal portugais *A Capital*.

Selon l'envoyé spécial du journal cinquième anniversaire de M. Jonas Savimbi, celui-ci s'en est pris « en des termes très durs » à

l'action du président zaïrois, lors de la conférence de Gbadolite, en présence de dix-huit chefs d'Etat africains.

« Le programme du MPLA en cinq points pour la paix n'a jamais été discuté par l'UNITA. D'ailleurs, si le président Mobutu avait décidé de soumettre à mon approbation ces cinq points, je ne serais pas allé à Gbadolite. Pour moi, si l'UNITA n'a jamais approuvé le plan de paix de Gbadolite, contrairement à ce qu'affirme les autorités de Luanda, a déclaré, ce week-end à Jamba (sud-est de l'Angola), le chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola, au journal portugais *A Capital*.

Selon l'envoyé spécial du journal cinquième anniversaire de M. Jonas Savimbi, celui-ci s'en est pris « en des termes très durs » à l'action du président zaïrois, lors de la conférence de Gbadolite, en présence de dix-huit chefs d'Etat africains.

« Le programme du MPLA en cinq points pour la paix n'a jamais été discuté par l'UNITA. D'ailleurs, si le président Mobutu avait décidé de soumettre à mon approbation ces cinq points, je ne serais pas allé à Gbadolite. Pour moi, si l'UNITA n'a jamais approuvé le plan de paix de Gbadolite, contrairement à ce qu'affirme les autorités de Luanda, a déclaré, ce week-end à Jamba (sud-est de l'Angola), le chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola, au journal portugais *A Capital*.

Selon l'envoyé spécial du journal cinquième anniversaire de M. Jonas Savimbi, celui-ci s'en est pris « en des termes très durs » à l'action du président zaïrois, lors de la conférence de Gbadolite, en présence de dix-huit chefs d'Etat africains.

« Le programme du MPLA en cinq points pour la paix n'a jamais été discuté par l'UNITA. D'ailleurs, si le président Mobutu avait décidé de soumettre à mon approbation ces cinq points, je ne serais pas allé à Gbadolite. Pour moi, si l'UNITA n'a jamais approuvé le plan de paix de Gbadolite, contrairement à ce qu'affirme les autorités de Luanda, a déclaré, ce week-end à Jamba (sud-est de l'Angola), le chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola, au journal portugais *A Capital*.

MOZAMBIQUE

Premiers pourparlers de paix à Nairobi

NAIROBI
de notre correspondante

C'est dans la discrétion la plus totale que sont ouverts, mardi 8 août, dans la capitale du Kenya, les premiers pourparlers de paix sur le Mozambique, réunissant une délégation d'ecclésiastiques catholiques et anglicans venue de Maputo et des représentants du mouvement rebelle RENAMO (Résistance nationale du Mozambique). Rien n'a filtré de ces discussions dont le lieu est gardé secret et dont la durée n'a pas été indiquée. Depuis lundi, la presse kenyenne n'en fait pas moins ses gros titres sur l'ouverture de ces pourparlers, qualifiés de « cruciaux », et sur le rôle de médiateur, évidemment majeur, joué par le président kenyan Daniel Arap Moi.

Malgré le flow et le mutisme qui entourent ces négociations, on croit savoir que la délégation chrétienne n'est pas arrivée les mains vides : elle aurait été chargée, dit-on, de soumettre aux représentants de la RENAMO un programme « en douze points » élaboré par le gouvernement du président Joachim Chissano. Un seul de ces douze points est connu, qui exige l'« arrêt du banditisme et du terrorisme » et désigne ainsi implicitement les atrocités commises régulièrement depuis près de quatorze ans par les maquisards de la RENAMO — longtemps soutenue par l'Afrique du Sud — à l'encontre de civils mozambicains. Ce programme, toutefois, ne ferait pas mention de la nécessité d'un cessez-le-feu en bonne et due forme.

Il semble très improbable que ces pourparlers puissent se conclure par un accord de paix. Dans la déclaration commune que le président Arap Moi et son homologue zimbabwéen, M. Robert Mugabe, ont publiée à l'issue de leurs entretiens de lundi, les deux chefs d'Etat médiateurs officiellement requis par Maputo ont espéré que cette première étape déboucherait sur un contact direct entre le gouvernement mozambicain et la RENAMO. Si « cruciale » soit-elle, l'escalade de Nairobi ne constitue, à l'évidence, qu'un simple préliminaire aux véritables négociations, à venir.

CATHERINE SIMON.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Explosion d'un dépôt de munitions à Kaboul

Une roquette tirée par les moudjahidins s'est abattue, mardi 8 août, sur le plus grand dépôt de munitions de la capitale, située à environ 1 kilomètre de l'aéroport, provoquant des explosions en chaîne pendant plusieurs heures et faisant au moins cinq blessés graves. Selon Radio-Kaboul, au moins cinquante-quatre personnes ont été tuées et soixante-dix blessées en quatre jours par des tirs de roquettes dans la capitale afghane.

D'autre part, M. Edouard Chevardenne, ministre soviétique des affaires étrangères, a de nouveau mis en garde Washington contre le risque d'ingérence dans les affaires afghanes. « Au train où vont les choses, les États-Unis peuvent sortir du cadre des accords de Genève, dont ils sont garants, et devenir une partie du conflit », a déclaré le chef de la diplomatie soviétique dans une interview publiée mardi par l'agence officielle afghane Bakhtar. Les résultats des récents combats prouvent l'impossibilité d'une solution militaire », et c'est pourquoi l'URSS « continue à œuvrer en faveur d'un règlement politique du problème afghan », a ajouté le ministre. — (AFP, Reuters, UPL.)

Italie

Les amis du psychanalyste Armando Verdiglione réclament sa libération

Le célèbre psychanalyste italien, Armando Verdiglione, condamné à quatre ans et deux mois de prison ferme pour le délit de « circonvention d'incapables », après avoir été placé en détention provisoire en 1988, est de nouveau en prison depuis le 5 juillet : sa demande de peine de substitution a en effet été rejetée par la Cour de cassation (*Le Monde* du 13 juillet).

Le Comité international qui s'était constitué pour le soutenir a organisé, mardi 8 août, une conférence de presse à Rome. Aux côtés de la présidente du Comité, l'écrivain Cristina Fura de Angeli, avaient tenu à être présents certains de ses membres, comme les écrivains Fernando Arrabal, Bernard Henri-Lévy et Marek Halter, ou des hommes politiques italiens comme Marco Panella, chef du Parti radical, ou le député Filippo Fiandrotti, représentant le Parti socialiste italien. Leur objectif était de proclamer leur solidarité avec le psychanalyste qu'ils jugent victime d'une machination. Ils réclament la libération et la suppression de la disposition pénale d'origine mussolinienne sur la base de laquelle Verdiglione a été condamné. Marco

Panella a déclaré que, à ses yeux, ce cas était un exemple de « l'indignité de la justice italienne », et qu'il rappelait l'inquisition. — (Interim.)

Ethiopie

Disparition d'un avion transportant des Américains

L'Ethiopie a déclaré, mardi 8 août, des recherches pour retrouver un avion disparu la veille avec ses quatorze passagers, dont un membre de la Chambre américaine des représentants, M. Mickey Leland. L'appareil avait décollé d'Addis-Abeba en direction de la frontière soudano-éthiopienne. Il a essuyé sans succès dans la matinée d'atterrir à Dembidolo, dans une région montagneuse, à cause du mauvais temps. A son bord se trouvaient également, outre le pilote et le copilote éthiopiens, trois responsables éthiopiens et huit autres ressortissants américains. M. Leland, représentant démocrate du Texas, préside la commission spéciale de la Chambre sur la faim et devait visiter avec quatre de ses adjoints le camp de réfugiés soudanais de Fuedo, géré par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. — (AFP.)

Portugal

Entrée en vigueur de la nouvelle Constitution

La nouvelle version — expurgée de ses références idéologiques au socialisme — de la Constitution portugaise adoptée au lendemain de la « révolution aux ceillots » est entrée en vigueur mardi 8 août, marquant un tournant dans l'ère post-salazarienne.

Cheval de bataille du premier ministre social-démocrate Aníbal Cavaco Silva, lors de la campagne électorale de juillet 1987, la révision de la Constitution, adoptée le 1^{er} juin dernier par le Parlement et promulguée le 7 juillet par le président Soares, marque la fin de la période agitée qu'avait connue le Portugal après la chute de la dictature salazariste, en 1974.

La nouvelle texte, qui apporte deux cent deux modifications à la Constitution, ne fait plus état de la « transition vers le socialisme et l'appropriation collective des moyens de production ».

Supprimant le « caractère irrévocable des nationalisations » entreprises depuis 1974, le nouveau texte permettra au gouvernement de M. Cavaco Silva d'entamer sa campagne de privatisations et de préparer le pays à faire face aux défis européens du grand marché unique de 1993. — (AFP.)

La tension monte entre les deux Etats allemands

actuelle, toujours continuer sa politique traditionnelle de coopération

(Frankfurter Allgemeine du 9 août.)

Pour M. Priesnitz, l'afflux de réfugiés s'explique par « une situa-

Dès que les Allemands de l'Est arrivent en RFA, par quelque filière que ce soit, ils sont dirigés vers le centre d'accueil de Giessen, où ils reçoivent des papiers d'identité et subissent un interrogatoire des services secrets destiné à repérer les éventuels espions. — (Interim.)

Le comité national de Solidarité s'est réuni mardi, à Gdanek, autour de M. Lech Walesa, pour faire le point des questions économiques et politiques d'actualité. Il a répondu aux questions de journalistes et de journalistes étrangers. Le thème de la semaine prochaine vendredi prochain, un débrayage qui devait marquer la solidarité de l'opposition avec les préoccupations manifestées, ces derniers temps, par la population, a été évoqué. Le thème du vigneron de la libération des prix agricoles, la valise des étiquettes, qui a entraîné des hausses atteignant 200 % pour certains produits comme la viande, se passe d'une manière totalement inattendue. Les agriculteurs se plaindre pour autant les stigmates des magasins. Une grande confusion règne, aussi bien chez les agriculteurs que chez les distributeurs. « C'est le désordre dans le pays », déclare, dans la foulée, le président du comité national, évoquant les situations très différentes selon les

Le pouvoir et l'opposition ont conclu un accord sur de fortes hausses de salaires

ROUN

L'expert de l'ON

L'expert de l'ONU Dimitru Mazilu « otage » dans son propre pays

Ces mesures sont dues, selon lui, au seul fait qu'il est « déterminé à dire la vérité sur la situation actuelle des droits de l'homme et de

ISABELLE VICHNIAC.

● Deux Hongrois de Transylvanie battus à mort. — Deux Roumains de souche hongroise ont été battus à mort il y a deux mois par des miliciens, apprenant-on, mardi 7 août, auprès de la Ligue de défense des droits de l'homme en Roumanie à Paris. Janos Tamas, un ouvrier de quarante-deux ans, du village de Sirmancs, dans le comitat de Harghita, avait apporté de la viande pour un repas de communion. Le 23 mai, quatre miliciens sont venus l'arrêter pour savoir où il avait acheté la nourriture et l'ont battu à mort. Le 12 juin, c'est un chauffeur de camion, Imrei Tamas, trente-huit ans, qui a été appréhendé et battu à mort. Les deux hommes ont une mère et une sœur hongroises, dans le village de Miercurea-Ciuc, près de Cluj. — (AFP).

La lente remontée des catacombes

Les réouvertures de paroisses se font aussi à une belle cadence. Près de 7 000 aujourd'hui ont une existence officielle, mais on est loin du compte : il y a trente ans, l'Union soviétique comptait 10 000 paroisses chrétiennes, et la Russie 50 000 en... 1913 ! Pourtourant le nombre des prêtres devient insuffisant. On accélère donc leurs études et les ordonnations, à charge pour les nouveaux desservants de poursuivre leur formation par correspondance.

Des médecins, des ingénieurs croyants ne craignent plus de dire qu'ils fréquentent une église, alors qu'hier ils subissaient les railleries de leur entourage, voire des canaux d'ordre professionnel. Un étudiant de Leningrad affirme que régulièrement sa université envoyait des « espions » la nuit de Pâques

« Que je puisse entrer dans un lycée est un événement révolutionnaire », commente le jeune frère orthodoxe. Dans la grande salle de cinéma de l'établissement, le Père Artemis, diplômé de littérature russe, a traité de l'œuvre de Tolstoï, mais très vite il a été débordé par une rafale de questions sur le mariage, la

**Citoyens
comme les autres**

Elles n'ont plus d'écoles, d'hôpitaux, d'orphelinsats pour exercer leurs traditionnelles fonctions d'éducation et d'assistance. Elles manquent de locaux pour la formation de leurs prêtres ou la catéchèse des enfants.

Il n'y a pas d'autre presse religieuse que clandestine ou officielle (le *Courrier ecclésiastique*, le *Journal du patriarcat*). Dans l'Eglise catholique, qui retrouve une certaine puissance en Lituanie et en Lettonie, des mouvements de laïcs renaissent, mais, comme ailleurs, l'encadrement de la jeunesse reste monopolisé par les organisations de pionniers ou les *komsomols*.

Ajouté aux incertitudes politiques, le scepticisme domine chez les croyants dissidents ou adversaires de l'Eglise russe, accusée de compromissions avec le pouvoir. Sans tenir le discours radical d'un Ogorodnikov, ils sont loin de broder un tableau idyllique de la situation religieuse du pays. La revue *Vybor* (« le choix ») réunit, ce soir-là, ses collaborateurs et sympathisants, dans une petite salle de danse, au pied d'un immeuble de la rue Dimitri-Ulianov à Moscou. Il y a là Viktor Aksoutchichtch, directeur

Plus ou moins ainsi hier face à la répression et à la propagande cathédre, les chrétiens d'Union soviétique ne cachent plus aujourd'hui un désarroi lié à une situation complètement inédite. Les divisions se multiplient entre les évêques et les prêtres, entre ce clergé et les intellectuels laïques. « Nous vivons votre Réforme du seizième siècle, dit Andreï Bessmerinyi, mais nous ne savons pas faire l'économie d'un schisme ? »

HENRI TINGO.

(1) Le globe est la marque caractéristique des ecclésiastiques orthodoxes.

HENRI TINCO

(1) Le globe est la marque caractéristique des ecclésiastiques orthodoxes.

Politique

La justice outre-mer

II. — Tahiti, loin, si loin de la sérénité

Mise en cause en Nouvelle-Calédonie, la justice d'outre-mer lentement passe ses plaies et reconstruit son image (le Monde du 9 août). A Tahiti, cette même justice est placée au banc des accusés : les autorités du territoire villendront le « gouvernement des juges » et les accusent de « forfaiture ». Les magistrats, eux, se retranchent derrière le droit, parfois maladroitement. Cette situation explosive inquiète la chancellerie.

PAPEETE
de notre envoyée spéciale

On les croirait pourtant si proches. Juste une petite rue bordée d'arbres les sépare : à gauche, le siège du gouvernement du territoire ; à droite, le palais de justice et le tout nouveau tribunal administratif. Ils ont les mêmes hautes façades sereines et blanches, les mêmes belles voitures garées dans les cours. Mais si les bâtiments se font face, les hommes se tournent le dos. Et le cœur de Papeete est au bord de l'infarcissement. Il explose de haines, s'embrase de règlements de comptes et suffoque de rumeurs. La rive droite, vue du siège du gouvernement, est incompréhensible, indigne, immature, corrompue. La rive gauche, vue du palais de justice, est à peu près pareille. Et le tout, vu du milieu, ne fait pas un très joli tableau.

A gauche, l'organisation est parfaite. On vous livre, pour information, un épais dossier intitulé « La justice en Polynésie », prêt à la consommation, soigneusement classé et étiqueté et visiblement destiné à une assez large diffusion. Pour le lecteur pressé, le ministre des DOM-TOM, garde des sceaux, ou délégation de députés en mission en Polynésie — on a même pris soin de souligner certains passages. On peut ainsi aller directement aux chapitres essentiels. Ils s'intitulent « excès de pouvoir, immixtion des juges dans le domaine de l'exécutif », « consignations abusives ordonnées par le tribunal », « autres jugements curieux ou abusifs du tribunal », « écoutes téléphoniques ». On y trouve relataes et commentaires plusieurs décisions récentes rendues par les juges judiciaires ou administratifs, et bien sûr, contestées par le gouvernement.

Ce dossier, fort bien fait, est l'œuvre de celui qu'à Papeete on présente comme le « Paganini de la photocopieuse », M. Henri-Eudes. L'archevêque de Papeete s'oppose à l'ouverture d'un casino. — Mgr Michel Coppenrath, archevêque de Papeete, a réaffirmé dimanche 6 août dans un message lu pendant les offices religieux son opposition à toute implantation de casino en Polynésie française. « Dans beaucoup de pays, les gouvernements ont dû récemment fermer les casinos qui servaient au blanchiment de l'argent, car c'était l'argent corrompu et corrompue qui passait dans ces maisons », a-t-il déclaré. M. Coppenrath, invitant les Polynésiens à s'interroger sur la société qu'ils souhaitent, l'archevêque de Papeete a souligné : « Il y a des mesures qui sont sans retour pour l'avenir de nos îles ».

La culture canaque et le FLNKS. — Dans un entretien accordé au quotidien la Croix du mercredi 9 août, M. Rod Wamytan, président du groupe FLNKS au congrès du territoire en Nouvelle-Calédonie, se félicite de la mise en place, depuis le 28 juillet dernier, de l'Agence de développement de la culture canaque. Il affirme que, pour les indépendantistes, « la culture est le socle du développement de la revendication politique ».

« Notre politique n'est pas de créer un melting-pot », observe M. Wamytan. Cela arrivera peut-être avec le temps. Pour l'échéance de l'indépendance en 1998, notre politique, c'est d'affirmer notre identité culturelle, et ensuite de la promouvoir. L'Agence de développement de la culture canaque, dont la création avait été prévue par la loi révisée de novembre 1988, reprend les principes de l'office culturel scientifique et technique mélanésien institué en 1982. Elle devrait notamment permettre l'apprentissage par les enfants des langues vernaculaires mélanésiennes (on en compte actuellement vingt-sept). « Nous souhaitons que l'enfant puisse bien apprendre sa langue avant de passer à la langue française », déclare M. Wamytan, qui ajoute : « Ce n'est pas parce qu'on affirme sa culture que le corollaire, c'est la négation des autres ».

Renaud de la Faverie, actuel directeur de cabinet du président du gouvernement du territoire, M. Alexandre Léontieff, après avoir été successivement celui de son ennemi juré, M. Gaston Flosse, proche du RPR, de 1984 à 1985, puis chargé de mission auprès de M. Jean Juvenstin, proche du Parti socialiste, de 1985 à 1986, et enfin collaborateur de M. Emile Verdaudon, député non inscrit qui soutient actuellement la majorité. Ancien magistrat, il fut président du tribunal de première instance de Papeete et démissionnaire de la magistrature le 24 septembre 1984. Sa réintégration, qu'il a demandée à plusieurs reprises, lui a toujours été refusée et il semble avoir fait de la guerre ouverte contre les juges sa raison de vivre personnelle.

« Gouvernement des juges »

Nul n'est finalement besoin de recourir à ce dossier « prédictif » pour s'informer. Car, à Papeete, on règle ses comptes par presse interposée. Dans le quotidien local les Nouvelles de Tahiti, en date du 28 mars, M. Alexandre Léontieff s'inquiète de « la tendance de plus en plus marquée des juges à outrepasser leurs pouvoirs » et annonce qu'il est prêt à engager une action en forfaiture contre certains magistrats. « Il est, en effet, hors de question pour la majorité actuelle », écrit M. Léontieff, « de brader l'autonomie interne en laissant s'installer en Polynésie française un quelconque « gouvernement des juges ».

Le lendemain, le même quotidien se fait l'écho d'un communiqué des magistrats, signé du délégué de

l'Union syndicale des magistrats, M. Jean-Baptiste Talercio, dénonçant « les mises en cause déplacées dont [les magistrats] sont l'objet de la part de l'exécutif local », « le discrédit systématique porté sur l'institution judiciaire de la part des représentants de l'exécutif », et « l'atteinte intolérable à l'indépendance de la justice et au principe de séparation des pouvoirs ». « Accuser les juges du seul fait qu'ils ne vous aient pas donné raison, d'abus de pouvoir, d'arbitraire et de forfaiture, poursuit le communiqué, c'est vouloir une magistrature aux ordres sans se rendre compte qu'on se rapproche ainsi d'un système totalitaire ».

Car, à droite de la rue, si l'on n'a pas de dossiers, on a en revanche une Constitution, un recueil des lois, un code de procédure pénale, un code civil et un traité de droit administratif qui sont autant d'inébranlables lignes Maginot. « Les textes sont là, ils s'appliquent, c'est tout. Si le gouvernement prend des décisions illégales, ce sont les textes qui les condamnent, pas tel ou tel juge », réplique-on à l'envi. Tout juste concède-t-on que parfois les motivations des décisions ont été « maladroites » et ont pu laisser croire, ici et là, à des interprétations politiques du droit.

Au-delà des passions — si tant est qu'à Papeete cet au-delà existe — et des égarements des uns, des maladroitures ou de la mauvaise foi des autres, on est surtout frappé de l'immense malentendu qui semble régner entre les hommes politiques et les juges. « On a donné l'autonomie interne à ce territoire sans lui donner de cadre », observe M. François Roux, l'un des avocats des milieux indépendantistes à Tahiti.

Faites-nous des textes clairs, ne laissez pas de vides d'interprétation possibles », lançait, de son côté, le bâtonnier du barreau de Tahiti, M. Giau, à l'adresse des parlementaires de la commission des lois (1), qui effectuaient en juillet une mission en Polynésie.

« Mise à plat »

Certains magistrats font eux aussi part de leur désarroi face à ce statut autonome du territoire mis en place par la loi du 6 septembre 1984. Entre les lois dites de souveraineté, qui s'appliquent automatiquement aux territoires d'outre-mer, celles qui relèvent de la compétence de l'Etat, doivent toutefois comporter un article précisant leur applicabilité ou non dans les TOM, et celles enfin qui relèvent de la compétence des institutions territoriales, les juges ont souvent bien du mal à s'y retrouver. Et ils auraient besoin d'une véritable « mise à plat » du droit en vigueur dans les TOM.

A la chancellerie, on se dit aujourd'hui très conscient de ces difficultés et de l'isolement de ces juges, contraints de travailler souvent « sans filet ». Une mission d'inspection des services judiciaires a séjourné en Polynésie en juillet et son rapport est actuellement en cours de rédaction. Plusieurs projets sont à l'étude, et notamment la création auprès du garde des sceaux, d'une « cellule de l'outre-mer », à laquelle serait associé le ministère de tutelle des DOM-TOM. Cette cellule serait l'interlocuteur privilégié des magistrats pour tout ce qui concerne le droit applicable dans les territoires.

On n'a pas tenu compte de toutes les conséquences du statut d'autonomie du territoire », reconnaît-on aujourd'hui à la Chancellerie. Le territoire, c'est presque un Etat, avec un président du gouvernement, des ministres, une assemblée, qui ont des pouvoirs propres. Peut-on raisonner de la même façon, sur le plan juridique, quand on s'adresse à une institution politique ? Peut-on, comme ce fut le cas à Tahiti, évoquer des « voies de fait » à propos de décisions gouvernementales aussi facilement que s'il s'agissait de mesures purement administratives ? En métropole, c'est le Conseil constitutionnel qui veille à la régularité du fonctionnement des pouvoirs publics, et non les magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire.

Une image catastrophique

Nombreux sont les observateurs qui lancent un cri d'alarme sur la situation à Papeete. « Les Polynésiens s'adressent de plus en plus souvent à la justice », constate M. Giau. Et, dans leur esprit, c'est elle qui aujourd'hui représente l'Etat français. Or son image est catastrophique. Ils ont le sentiment qu'on leur envoie des magistrats de seconde zone. Les volontaires sont certes rares pour la Polynésie et sur les vingt-cinq magistrats du tribunal de première instance de Tahiti, les deux cinquièmes ne sont pas issus de l'Ecole nationale de la magistrature. La plupart ont effectué sinon la totalité, du moins l'essentiel de leur carrière outre-mer. Les conditions de vie, notamment de salaires (indemnités, primes d'éloignement) sont

souvent la première de leurs motivations. Cela aussi fait partie des difficultés que la chancellerie devra résoudre. Car l'image de la justice tient beaucoup à celle des hommes qui la font. Dans l'entourage du garde des sceaux, on est très attentif à ce qui se passe actuellement en Nouvelle-Calédonie, où le changement de grade du tribunal — par la création d'une chambre supplémentaire — a permis de changer les chefs de cour.

Il y a urgence ! s'écrie, M. Roux. Pour l'avocat des indépendantistes, la situation pourrait bien devenir explosive sur le territoire. Les émeutes d'octobre 1987, qui avaient jeté dans la rue des gens n'ayant plus rien à perdre, en sont un signe. L'insolente opulence des uns, la misère des autres, et les accusations de corruption, souvent fondées, qui nourrissent la rumeur de la vie quotidienne à Tahiti ne peuvent certes pas faire longtemps bon ménage. En métropole, on a tendance à appeler cela le « péché de jeunesse » du territoire. Mais il faut parfois se méfier des sorties d'adolescence.

PASCAL ROBERT-DIARD
avec MICHEL YIENG-KOW
à Papeete.
FIN

(1) Cette mission de la commission des lois, qui a effectué du 15 au 29 juillet un séjour en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie, était composée de M. Michel Sapin (PS, Haut-de-Seine), président de la commission des lois, et de MM. François Colcombet (PS, Allier), Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), Jean-Jacques Hystet (UDC, Seine-et-Marne), Gilbert Millet (PC, Gard), Pierre Pasquieu (RPR, Haute-Corse) et Georges Durand (UDF, Drôme).

Communication

Cinq candidats pour la présidence commune d'A 2 et de FR 3

Une épreuve périlleuse pour le CSA

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a rendu public, mardi 8 août, une liste de cinq candidats à la présidence commune d'Antenne 2 et de FR 3 qu'il auditionnera en séance plénière avant de faire connaître son choix, sans doute jeudi soir. Il s'agit de MM. Hervé Bourges, Christian Bourgeois, Michel Caste, Philippe Guilhaume et Georges Kiejman. Une épreuve périlleuse pour le Conseil, qui craint le piège politique.

C'est par un vote à bulletin secret que les neuf « sages » devront se prononcer. Si, au terme de deux tours de scrutin, aucun des candidats n'a atteint la majorité, les deux personnalités ayant obtenu le plus de voix devront se soumettre à un troisième scrutin décisif. Le règlement intérieur du CSA, paru au

Journal officiel du 8 août, est formel : c'est ainsi que devra être désigné le président commun d'Antenne 2 et de FR 3.

Cette procédure précise et relativement contraignante contraste avec le flou qui a entouré jusqu'à présent la compétition : pas d'appel officiel aux candidatures, pas de définition du profil recherché, pas de dates limites d'inscription. Tout se passait comme si le CSA voulait se garder une grande marge de manœuvre dans une affaire qui, « cadeau empoisonné » de l'avis des « sages » eux-mêmes, prenait de plus en plus l'allure d'un vrai piège politique.

Dès le départ le CSA a émis les plus officielles réserves sur le projet de gouvernement. Il aurait préféré, à tout le moins, une véritable réforme du service public précède la désignation d'un président unique pour Antenne 2 et FR 3. L'instance de régulation vit mal les incohérences de la loi et ce curieux partage

des rôles qui fait peser sur ses épaules la charge désignée un homme dont les missions et responsabilités sont uniquement définies par le gouvernement.

Quelle hypocrisie, soupire un des « sages ». Si le gouvernement veut piloter lui-même sa réforme de l'audiovisuel public, qu'il aille jusqu'au bout et désigne ce fameux président. Un constat déabusé qui aurait même poussé certains à se laver les mains de cette nomination périlleuse et à enterrer sans plus de discussions le choix de l'Elysée. Mais cette provocation pourrait avoir des conséquences désastreuses. Le CSA le sait bien : cette décision sera un test, et il joue là, aux yeux de l'opinion et de la classe politique, son image, sa crédibilité et son avenir.

Mais le CSA n'est pas le seul à se défier du piège. Nombre de professionnels, de Michèle Cotta à Jean Drucker ou Jean-Noël Jeanneney, ou de grand commis de l'Etat

comme Jean-Michel Bloch-Lainé, séduits un instant par les attraits de la charge, ont renoncé à se lancer dans la compétition malgré les sollicitations des « sages ». Restaient donc en lice une douzaine de personnalités qui s'étaient manifestées auprès du président Jacques Bontet. Parmi elles, les « ténors » présentés comme les favoris du pouvoir — l'avocat Georges Kiejman et Hervé Bourges, l'ancien président de TF 1 — et des « seconds rôles » au profil varié, du politologue Roland Cayrol à l'ancien président de l'INA Jacques Fomont, en passant par le président de CBS-France, Henri de Bodinat.

Petit coup de théâtre

Coïncé entre les candidatures « politiques » et les propositions de « seconds couteaux », selon l'expression d'un de ses membres, le CSA a tenté ces derniers jours de faire revenir sur leurs décisions quelques professionnels plus médiatiques. En vain. Prolonger plus longtemps le mystère autour des postulants alimentait les plus folles rumeurs et accréditait le soupçon de manipulations politiques. Et c'est au terme d'une longue discussion et d'un vote à bulletin secret que cinq noms ont

finalément été retenus et rendus publics dans la soirée de mardi. Un petit coup de théâtre, puisque le CSA affirmait jusque-là ne pas vouloir publier la liste des candidats « afin de ne pas les mettre dans l'embarras ».

La compétition se resserre donc autour de Georges Kiejman et d'Hervé Bourges, auxquels se joignent l'éditeur Christian Bourgeois, deux personnalités proches de la gauche, Michel Caste, ancien président du Loto et de la Sofrad, et Philippe Guilhaume, PDG de la Société française de production, un profil plus collaborationniste. Les cinq personnalités devaient être entendues mercredi et jeudi, rue Jacob ; elles devaient exposer leurs projets et évoquer les noms des deux directeurs généraux dont elles souhaitent s'entourer. Est-ce à dire que le jeu est désormais fermé ? Difficile de prévoir la tonalité que prendront les discussions entre les membres du CSA proches du pouvoir et ceux désignés par le président du Sénat, M. Jacques Bontet, qui joue un rôle prépondérant depuis le début de cette affaire, aura sans doute le souci d'éviter une cassure au sein de la jeune institution. Et pour trouver un consensus, on ne peut exclure qu'il se tourne vers un « outsider ».

ANNICK COJEAN
et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le bilan de TF1, A2 et FR3

Après la 5 et M6 (le Monde du 27 mai), le CSA a dressé le bilan annuel de TF1, A2 et FR3. Respect des quotas de diffusion, engagements de production et dérapages publicitaires sont passés au crible.

TF1 : des retards de production à rattraper. — La Une s'est montrée « fidèle à sa vocation de grande chaîne généraliste », observe le CSA en notant que la chaîne s'est aussi « pleinement acquittée de ses engagements dans le domaine du cinéma » (diffusion et coproduction). Le conseil n'en relève pas moins de sérieux manquements : le non-respect des quotas de diffusion d'œuvres françaises et européennes (respectivement 43,3 % et 43,9 % contre 50 % et 50 % requis) ; la non-conformité de sa politique de parainage aux règles en vigueur ; l'absence de respect des engagements en matière de production, particulièrement pour les films d'animation et les émissions scénarisées pour la jeunesse.

Le CSA n'évoque cependant aucune sanction éventuelle à l'encontre de TF1 (1), la chaîne de M. Bouygues s'étant engagée, précisée-t-il, « à compenser ces manquements d'ici au 31 décem-

bre 1990 ». TF1 annonce en effet la passation de 50 millions de francs supplémentaires de commandes d'œuvres d'expression originale française (dont 16,5 millions pour les dessins animés), la production de 68 heures supplémentaires d'émissions scénarisées pour la jeunesse, et « un respect intégral de ses obligations à l'égard de la SFP ».

Antenne 2 : des moyens financiers insuffisants. — Le CSA estime qu'A2 a, « dans l'ensemble », respecté les obligations inscrites dans son cahier des charges, en particulier en matière de production où il note un « sensible » accroissement des commandes pour la fiction et le documentaire. Le CSA émet cependant deux critiques déjà soulignées en son temps par la CNCL : d'une part, le trop faible pourcentage d'œuvres d'animation et de fiction françaises dans le cadre des programmes destinés à la jeunesse ; d'autre part, l'extension excessive de la pratique du parainage et sa similitude, parfois, avec la publicité. Des faiblesses imputables, estime le CSA, « à des moyens financiers insuffisants pour permettre à Antenne 2 de tenir la place qui est la sienne dans le système audiovisuel français ».

FR3 : Manque de cohérence de la programmation. — FR3 a, selon le CSA, « répondu de manière satisfaisante aux obligations de son cahier des charges », notamment, note-t-il, par sa politique de programmation de documentaires, ses efforts en faveur du spectacle vivant et ses investissements dans la production de dessins animés (30 millions de francs, soit cinq fois plus que son obligation annuelle). Le Conseil émet néanmoins quelques griefs : la participation insuffisante d'œuvres françaises pour la jeunesse, la programmation avant 22 h 30 de dix-huit films interdits aux mineurs ; plusieurs infractions aux règles du parainage ; le manque de « cohérence » de la programmation. Le CSA souligne en conclusion « la qualité de la production régionale de FR3, même s'il est permis de penser que les possibilités de la chaîne en ce domaine sont encore insuffisamment et inégalement mises en valeur selon les régions ».

(1) Rappelons que TF1 fait déjà l'objet d'une condamnation sous réserve du Conseil d'Etat à respecter en 1989 ses obligations en matière de commandes d'émissions scénarisées.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

SABINE PROKHORIS LA CUISINE DE LA SORCIERE

En romanant « sorcière » la métaphysique, c'est l'entre-mêlé de l'enfer dont Freud fait surgir la figure, celle par qui va le pacte de vie/de mort, chose Faust et Mephisto. A quel pacte se voue Freud, « explorateur des enfers psychiques » ? Ou conduit à ceux qui s'aventurent à le suivre ?

Aubier

ENVIRONNEMENT

D'après une étude révélée par les écologistes

L'installation d'un entrepôt de déchets nucléaires serait catastrophique pour l'économie de l'Aisne

Dans le développement du programme nucléaire français, une nouvelle difficulté vient de surgir. Les écologistes de l'Aisne ont rendu publics, mercredi 9 août, des études restées jusqu'ici confidentielles. Elles montrent que le projet de stockage souterrain de déchets nucléaires dans le département...

ment à une image si défavorable que sa réalisation aurait des effets catastrophiques sur l'agriculture, l'industrie et le tourisme locaux. Ces études avaient été commandées par l'Union des maires de l'Aisne, après que l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion...

des déchets radioactifs) est jeté son dévolu sur leur territoire pour y installer éventuellement un entrepôt souterrain de résidus de haute activité. Leur publication fait grand bruit, embarrasse les élus locaux et préoccupe tous les responsables de l'industrie nucléaire française.

Des repoussoirs touristiques

Aucun élu local n'envisage de gâcher de cœur de participer ainsi à l'achèvement de la filière nucléaire, même s'il en accepte le principe. M. Paul Girod, sénateur UDF de l'Aisne, président du conseil général et président de l'Union des maires de son département, est dans ce cas-là. « Je souhaite de tout mon cœur, dit-il, que ma région ne soit pas retenue comme centre de stockage, mais je ne dois d'envisager sérieusement l'hypothèse contraire. » C'est pour...

achèterait plus. Les deux tiers des sondés ne s'installeraient pas dans le secteur agricole, mais dans le secteur des services. Les écologistes de l'Aisne, qui ont mené ces enquêtes, ont constaté que les habitants de la région ne souhaitent pas l'installation d'un entrepôt de déchets nucléaires.

Ces révélations ne sont pas du goût de M. Girod, qui les trouve à tout le moins prématurées. « A la veille d'une négociation difficile avec l'ANDRA, dit-il, on aborde toutes ces cartes à mon insu. C'est indélicat et stupide. » A la vérité, M. Girod, qui est candidat au renouvellement de son mandat sénatorial en septembre prochain, redoute que ses électeurs ne lui reprochent d'avoir accepté trop facilement l'hypothèse du centre de stockage.

ESPACE

Columbia et Ariane ont décollé sans encombre

La fusée européenne Ariane et la navette américaine Columbia ont toutes deux décollé sans encombre à moins de onze heures d'intervalle, mardi 8 août. Columbia est partie la première, à 12 h 37 GMT (14 h 37 heure française), du pas de tir de Cap Canaveral, pour une mission militaire secrète. Les cinq membres de l'équipage de la plus vieille des trois navettes actuellement en service devraient, selon les spécialistes américains, placer sur orbite un satellite-espion doté de caméras ultra-sensibles. Le début du vol, qui durera plusieurs jours, se déroule comme prévu, ont annoncé les responsables. Mais la NASA, qui ne rompra le silence qu'en cas d'incident, a refusé d'en dire plus, allant même jusqu'à ne pas révéler le nom des astronautes aux journalistes présents au lancement (parmi lesquels un journaliste soviétique en stage dans une chaîne de télévision d'Atlanta).

Le prochain lancement d'Ariane est prévu pour octobre. La fusée européenne mettra sur orbite le premier satellite de la nouvelle génération Intelsat-VI de l'organisation internationale Intelsat, le plus gros engin jamais construit pour des besoins de télécommunications civiles.

MÉDECINE

Hosties à haut risque

C'est une pauvre banale communication, consacrée aux risques médicaux de la communion religieuse, que publie, sous la signature de six médecins britanniques, dans son dernier numéro daté du 3 août, The Lancet. Les auteurs font état d'une série de mesures, effectuées à la demande des autorités catholiques britanniques, sur la composition d'une série de quatorze lots d'hosties utilisées tant par les catholiques que par les anglicans. Ils mettent ainsi en évidence des concentrations élevées (de 2 à 5 milligrammes) en gladioline, une substance présente dans le gluten et connue pour déclencher des symptômes pathologiques sur les personnes souffrant de maladies coeli-

excluant l'apport de gluten, afin de prévenir l'apparition de lésions cancéreuses du tube digestif.

Les auteurs britanniques regrettent à ce propos l'attitude de l'Eglise catholique, qui, aux termes du Code de droit canonique, interdit la fabrication d'hosties débarrassées de gluten. Les autorités religieuses d'Angleterre, d'Irlande et du pays de Galles ont pourtant déjà demandé, sans succès, au Vatican d'autoriser la fabrication de telles hosties.

L'attitude du Vatican place les fidèles atteints de maladies coeliacales devant un difficile dilemme. Une communication publiée récemment par The Lancet fait valoir qu'au Chili les malades concernés communiquent de manière beaucoup moins fréquente, certains ayant même décidé d'arrêter définitivement. Selon les auteurs britanniques, il s'agit d'une « situation intenable, tant pour les catholiques pratiquants que pour le Vatican ». « Nous espérons, concluent-ils, que le Vatican reconnaîtra que les hosties « gluten-free » contiennent de l'amidon de blé et des traces de gladioline, ce qui permettrait, en définitive, de trouver les bases d'une solution théologiquement acceptable. » J.Y.N.

(1) La maladie coeliaque, affection de l'intestin grêle, est l'une des causes les plus fréquentes de malabsorption chez l'adulte (troubles digestifs, diarrhée chronique, anémie, etc.). Le traitement repose sur l'élimination de tout gluten dans l'alimentation.

SPORTS

RUGBY

SOS-Racisme demande des sanctions contre les joueurs français qui accepteraient de se rendre en Afrique du Sud

L'Association SOS-Racisme a demandé, dans un communiqué, mardi 8 août, que la Fédération française de rugby (FFR) sanctionne les joueurs qui accepteraient de participer aux manifestations du centenaire de la Fédération sud-africaine (SARB) à partir du 19 août. « La présence de joueurs français ne pouvant que déshonorer la France et porter un coup à la solidarité internationale, à la lutte contre l'apartheid », SOS-Racisme estime « inadmissible que des sportifs du pays qui vient de fêter le bicentenaire des droits de l'homme puissent ainsi cautionner le régime raciste de Pretoria ».

Dans les pays anglo-saxons cette affaire provoque aussi une vive campagne des milieux anti-apartheid. Les internationaux irlandais Brendan Mullin et Donald Leithan ont fait savoir qu'ils avaient décliné l'invitation de la SARB. Leur refus « pour raisons personnelles » fait suite à celui de l'ensemble des joueurs écossais, des Anglais Wade Dooley, Rob Andrew et Brian Moore, ainsi que des Gallois Robert Norster, Roger Jones, John Devereux et Paul Thorburn. En revanche, l'ancien capitaine irlandais Willie McBride, qui a été sollicité pour tenir les fonctions de manager de la sélection mondiale, n'a pas encore fait savoir sa position tout en précisant qu'il était opposé à la politique d'isolement du rugby sud-africain.

« Je ne prendrai aucune sanction à l'égard de personne », a répondu M. Ferrasse. « Il me semble surprenant que l'on demande des sanctions à l'égard de personnes qui vont à titre privé à l'étranger, quel que soit le pays. »

EDUCATION

M Yves Lichtenberger directeur du CEREQ

M. Yves Lichtenberger a été nommé directeur du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CEREQ) dont il préside le conseil scientifique depuis 1986. Il remplace M. Jean-Claude Dutailly, directeur du CEREQ depuis décembre 1987.

(Né en 1944, licencié en philosophie et titulaire d'un master de sciences économiques, M. Lichtenberger a été vice-président de la MNEF de 1965 à 1967, puis directeur d'études dans un cabinet conseil et directeur de recherche au Centre d'anthropologie économique et sociale de 1968 à 1971. Secrétaire fédéral, puis secrétaire général de la Fédération CPDT des services de 1972 à 1984, il était depuis cette date chef du département « technologie, emploi, travail » à la Délégation à l'innovation et à la technologie du ministère de la recherche et de la technologie.)

Le réaménagement de la plage de Pampelonne

Saint-Tropez menacée par les promoteurs

(Suite de la première page.)

Ces débordements ont fini par indisposer la direction de l'équipement du Var et M. Albert Raphaël, le maire de Ramatuelle, sur le territoire duquel se trouve Pampelonne. « L'aspect, la sécurité, la propriété et les accès de cette plage ne sont plus à la hauteur de sa réputation internationale », dit-il. La crise de respectabilité se traduit donc par un plan d'aménagement. A l'occasion du renouvellement annuel de leurs concessions, les plagistes vont devoir réexaminer leurs installations dispersées. Chacun aura droit de reconstruire le plus loin possible de la mer, un restaurant de 200 mètres carrés, assorti d'une terrasse. Styles imposés : californien, marocain ou tahitien. Pour ne pas rompre avec l'exotisme traditionnel. Entre ces établissements et l'espace réservé aux parasols, une promenade en planches bordée de végétation sera ouverte aux promeneurs. A l'arrière des restaurants, les accès de service seront aménagés et un tout-à-l'égout enfin installé. Un ingénieur et un architecte de l'équipement travaillent sur le projet. Cependant, à Toulon comme à Ramatuelle, personne ne veut montrer le moindre plan, le plus modeste croquis. Et ce mystère...

entretient les rumeurs les plus alarmistes.

Les plagistes s'inquiètent et les associations de défense de l'environnement montent au créneau. Après la plage elle-même, c'est l'arrière-pays qui sera aménagé, dit-on. On prête à M. Albert Raphaël les plus sombres desseins. On fait observer que sur le POS de Ramatuelle, adopté voici seulement deux ans, toute cette zone est restée blanche, que la commune y possède 24 hectares et qu'elle aggrave la situation d'épuration pour traiter les effluents de 20 000 habitants. N'est-ce pas la preuve que derrière Pampelonne la sauvage on veut édifier le même mur de béton que sur le reste de la Côte d'Azur.

« Depuis dix-huit ans que je suis maire, j'ai apporté maintes fois la preuve que je ne veux pas rompre l'état de grâce dans lequel a jusqu'ici vécu Ramatuelle », se défend M. Raphaël. Il n'y aura pas de Croisette derrière Pampelonne. Pourtant M. le maire n'ose pas jurer qu'il n'y aura rien. Fidèle à sa vieille tactique du secret, il ne veut pas en dire davantage.

Après des années d'immobilité prudent, beaucoup de choses sem-

blent néanmoins bouger à Ramatuelle. Le vieux village perché vient de s'adjointer deux nouveaux quartiers. Dans la plaine, une zone artisanale est en construction. Plus loin, un ensemble sportif haut de gamme est prévu. Les promoteurs lorgnent vers d'autres terrains, comme les 17 hectares du val Jauffret, où la société Pierre et Vacances imagine, fin dernier, de planter quatre cents villas, ou le domaine de Pucati, objet de bien des convoitises. En mars dernier, lors de la campagne pour les municipales, M. Raphaël écrivait : « J'affirme qu'aucun engagement ne lie la commune à quelque projet que ce soit. » Il le répète. Dont acte. Quant à M. Pierre Eelsen, le dynamique PDG d'Air Inter, entre il y a quelques mois au conseil municipal de Ramatuelle pour « s'occuper de l'immobilier », il ne dit mot non plus.

Coulée d'immense

Dans les communes voisines, les associations de défense de l'environnement ont des raisons plus tangibles d'être sur le pied de guerre. Gassin, juché sur son piton, fait une poussée de croissance. Une véritable coulée d'immensements dévale vers le bas de la colline. Un caravanning s'installe dans la plaine va se transformer en village de bungalows et un promoteur de golf-prétexte a jeté son dévolu sur une colline vierge. Autour des greous s'élèveront deux hôtels, des commerces et trois cent soixante-dix résidences pour estivaux fortunés. Bien entendu, pour permettre à cette nouvelle population de circuler, on s'empresse de transformer les petites routes sinueuses et ombragées en voies rapides.

A La Croix-Valmer, déjà archimédiée par deux mille cinq cents villas, les projets sont encore plus ambitieux : deux ZAC, un autre golf-prétexte et une marina comme on n'enait plus en faire depuis des années, vont bétonner les derniers domaines agricoles.

Des quatre communes de la presqu'île, c'est paradoxalement Saint-Tropez qui paraît la plus raisonnable. Son nouveau maire,

BB songe à l'exil

Brigitte Bardot songe à l'exil. « Je ne pourrais plus vivre dans ce qui est devenu Saint-Tropez », écrit-elle dans une lettre ouverte au nouveau maire de la commune, M. Alain Spada, datée du 3 août. « L'impudence, l'insolence, le vice, la tricherie, la sexualité sont devenus les symboles de ce village et dégradent la beauté dont vous avez la responsabilité », écrit l'ancienne actrice depuis sa propriété de Bezaudun, dans la région parisienne, où elle se réfugie chaque été pour fuir, dit-elle, « l'envahissement des touristes de plus en plus nombreux, mécontents, sales, mal élevés, sans gêne ».

Pour marquer le dégoût que lui inspire Saint-Tropez, où elle s'est installée en 1959, BB évoque les « dévotions humaines, présumées dévotions et ordures de toutes sortes qui polluent la baie et les plages ». Cette charge soudaine de BB contre « la santé humaine qui se répand comme une marée noire » est motivée par la décision de la municipalité d'interdire l'accès de la plage aux chiens. « Je le prends comme une insulte à mon combat », affirme la plus célèbre amie des animaux, prête à quitter le port vert où elle se sent désormais « indésirable et rejetée ».

En un mois, elle a mené un programme précisément destiné à rendre « son authenticité et sa propriété » à Saint-Tropez. M. Spada s'interroge : « Qui a amené ici le vice et l'impudence ? » Et il suggère à M. Bardot de sortir de « La Madrugada », où, dit-il, « elle vit complètement reculée », pour s'associer à la vie du village et aux efforts de la municipalité.

Handwritten signature: M. Yves Lichtenberger

Société

Les incendies de forêts

Depuis le début de l'année, le feu a ravagé 45 000 hectares

Dix hectares de pinède ont brûlé mardi 8 août, près de Verbomme, sur le massif de la Clappe. L'incendie, circonscrit dans l'après-midi, serait d'origine criminelle. Les pompiers ont constaté qu'au moment de leur intervention deux autres foyers étaient allumés à proximité.

Dans le Finistère, un incendie s'est déclaré mardi en début d'après-midi près de Rivoal. Des vents tourbillonnants ont animé les flammes qui avaient dévasté 3 hectares de broussailles en fin de journée.

Déjà 45 000 hectares de végétation ont brûlé en France depuis le début de l'année, 33 000 hectares en zone méditerranéenne, 12 000 hectares ailleurs, selon M. Armengaud, directeur de l'espace rural et de la forêt. Toutefois, la Côte d'Azur et le département des Alpes-Maritimes ont été relativement épargnés depuis le début du mois de juillet. En 1976, l'année de la grande

sécheresse, ce sont 80 000 hectares qui étaient partis en fumée. M. Jean Armengaud a estimé que les risques d'incendie étaient multipliés cette année en raison des conditions climatiques. Mais on ignore l'origine de 30 % des sinistres. M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, estime que « quelques camions de pompiers supplémentaires » ne permettraient pas de résoudre les problèmes des incendies. Pour lui, il faut développer « l'esprit civique ». C'est pourquoi il a le projet de « confier 1 hectare de forêt à chaque classe primaire », pour informer les jeunes Français sur l'importance de « ce bien collectif indispensable ». Le ministre a confirmé qu'il présenterait, avant la fin du mois, au conseil des ministres, des mesures destinées à accélérer le reboisement et à renforcer la législation concernant le débroussaillage.

Les accidents de la mer se multiplient sur la Côte d'Azur

NICE
de notre correspondant régional

Un nouvel accident s'est produit mardi 8 août, en fin d'après-midi, dans la Baie des Anges, à Nice, où deux scooters des mers se sont heurtés à 500 mètres du rivage. L'un des pilotes, un jeune homme de vingt-trois ans, a été mortellement blessé, le second est sorti indemne de la collision. En l'absence de témoins directs, les circonstances exactes de cet accident n'ont pas été établies.

Selon les déclarations faites aux policiers chargés de l'enquête par le pilote survivant, M. Thierry Perrin, vingt-quatre ans, domicilié à Colmar (Haut-Rhin), le second scooteriste, Jérôme Kratt, demeurant à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), lui aurait brusquement coupé la route sans qu'il ait pu esquiver la moindre manœuvre d'évitement. Au moment du choc, son engin a décollé de l'eau et il est venu frapper Jérôme Kratt en pleine poitrine. Grièvement blessé, celui-ci est décédé dans l'ambulance qui le transportait à l'hôpital.

Cet accident fait suite à plusieurs autres survenus en quelques jours sur la Côte d'Azur et pose, de manière aiguë, le problème de la sécurité en mer.

Le 4 août, au Lavandou (Var), un autre scooter des mers, privé de son pilote, un adolescent, qui avait été désarmé, était venu percuter une baigneuse de cinquante-trois ans, domiciliée à Saint-Gratien (Val-d'Oise), la blessant grièvement à l'abdomen et au thorax. Le maire (UDF) du Lavandou, M. Louis Faedda, avait alors décidé d'interdire pro-

visoirement l'usage de ces engins. Le 6 août, à Agay, également dans le Var, un vacancier de seize ans, demeurant dans l'Isère, qui se baignait à cinquante mètres du rivage, avait été légèrement blessé au pied par l'hélice d'un bateau pneumatique chargé de la surveillance d'un club de voile.

Le lendemain, un puissant cabin-croiseur éperonnait, dans le golfe de Saint-Tropez, un petit bateau de plaisance, tuant l'une des passagères de celui-ci, M^{me} Arlette Fanta, quarante-trois ans, qui habitait Marseille. Le pilote, un ressortissant néerlandais, a été inculpé, le lendemain, par un juge d'instruction de Dragignan et écroué.

Mardi, enfin, toujours dans le département du Var, près de l'île des Embiez, un plongeur en apnée, originaire de la région parisienne, avait été touché à la tête et au thorax par l'hélice d'une petite vedette à moteur alors qu'il remontait à la surface. Il avait omis de signaler sa présence par une bouée rouge, pourtant obligatoire.

Pour renforcer les normes de sécurité en vigueur, le ministre délégué chargé de la mer, M. Jacques Durand, avait pris les 9 et 26 juillet deux arrêtés réglementant les conditions d'utilisation des véhicules nautiques à moteur (scooters des mers ainsi que motos des mers et planches à voile à moteur). Ces textes, qui n'entreront en application que le 1^{er} juillet 1990, rendent notamment obligatoire, sur les scooters des mers, un dispositif de coupure automatique du moteur en cas d'éjection du pilote et prévoient l'étude d'un nouveau carénage de l'hélice.

G. P.

DÉFENSE

Une nouvelle lettre de protestation

Le malaise des gendarmes s'étend

Des gendarmes de Bourgogne viennent à leur tour de protester contre leurs conditions de travail dans une lettre ouverte à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense. Après leurs collègues de Savoie, de Rhône-Alpes et les sous-officiers de l'Oise (le Monde du 27 juillet et des 6-7 août), ce groupe de gendarmes qui est resté anonyme (devoir de réserve oblige) se plaint de devoir travailler « au bas mot soixante heures à soixante-dix heures par semaine », d'être « logés dans des logements qui ne sont plus entretenus », de devoir faire le ménage dans leurs bureaux, le tout « pour la somme mensuelle de 7 000 francs environ ». « La gendarmerie est malade, (...) cette maladie met en péril l'Etat, son autorité, sa crédibilité et la sécurité des citoyens », écrivent-ils encore.

Le président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron (PS), a chargé un député, l'ancien secrétaire d'Etat à la défense Georges Lemoine, d'une mission d'information destinée à « faire la synthèse » sur les conditions de vie dans la gendarmerie. L'ancien ministre de la défense Charles Hernu a estimé, mardi 8 août, qu'« il faut entendre l'appel des gendarmes » et que « les pouvoirs publics doivent prendre des mesures ».

M. Chevènement, ministre de la défense, avait assuré récemment que la gendarmerie « n'est pas en crise » et qu'il faut « se garder de toute généralisation ». Il reconnaissait cependant qu'il existe « des brigades surchargées », et avait présenté fin avril un « plan de redéploiement » destiné à soulager les zones les plus chargées en déplaçant les effectifs. Mais, selon une enquête publiée récemment par l'Essor, organe officiel de l'Union nationale du person-

nel en retraite de la gendarmerie, faisant un peu office de porte-parole de la corporation, 76 % des gendarmes souhaiteraient pouvoir se syndiquer, et 46 % d'entre eux qualifient de « médiocres » leurs relations avec la hiérarchie.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 38-15 - Taper LEMONDE
ou 38-15 - Taper LM

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Taper LEMONDE
code d'accès ABO

JUSTICE

Une expérience originale à la prison de Marseille

Les Baumettes sur minitel

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Pour la première fois en France, le minitel vient de faire son entrée dans le monde pénitentiaire avec l'expérience de service télématique lancée, lundi 8 août, à la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille. Ce nouveau service, 3615 code Baumettes, vise, en priorité, à informer les familles de détenus sur leurs droits et obligations et plus généralement à améliorer la communication entre la prison et l'extérieur. Conçu et géré par le service socio-éducatif de l'établissement, il est constitué par un centre serveur comportant cent vingt pages d'informations pratiques et comprend également une « boîte aux lettres » permettant l'envoi de messages aux détenus et à l'administration pénitentiaire.

L'idée part des difficultés rencontrées par les familles de détenus dans leurs relations avec la prison. « Nous recevons quatre-vingts appels téléphoniques par jour », explique M. Jean-Pierre Bailly, responsable du service socio-éducatif des Baumettes. Nos interlocuteurs sont souvent épuisés parce que les lignes sont encombrées, qu'ils ont été renvoyés de service en service ou qu'ils se sont présentés inutilement devant la porte de l'établissement. La création d'un service minitel permettrait l'avantage de disposer d'un support de communication moderne, efficace et accessible à tous. Dans une première phase, la validité en a été vérifiée auprès de groupes de travail tant de détenus que des familles qui ont immédiatement adhéré au projet.

Toutes les demandes d'information exprimées ne pouvaient pas être satisfaites comme celles, de nature confidentielle, touchant à la situation personnelle des détenus. Mais les cent vingt pages du centre serveur, qui ont été rédigées en collaboration avec l'ensemble des services de la maison d'arrêt, rassemblent



PESIN

une foule de renseignements pratiques à la fois objectifs et précis.

Il s'agit, d'abord, des relations quotidiennes des familles de détenus avec l'établissement et indiquent, par exemple, les démarches à faire pour obtenir un permis de visite ou envoyer de l'argent. Ils se rapportent, ensuite, à la vie à l'intérieur de la prison avec l'énumération des diverses animations proposées.

Boîte aux lettres

On y trouve, enfin, tout ce qui a trait à la réinsertion et à l'aménagement des peines (comité de probation, libération conditionnelle, permis de sortir, chantiers extérieurs, etc.).

Le service comporte aussi une « boîte aux lettres » offrant la possibilité aux familles d'adresser aux

détenus des messages d'une dizaine de lignes qui sont imprimés et soumis à la censure ordinaire des lettres ainsi qu'une messagerie administrative permettant de correspondre avec les divers services de l'établissement (tout message laissé recevra une réponse rapide, écrite et personnalisée).

Dans un deuxième temps, vers la fin de l'année, les familles pourront, d'autre part, réserver les périodes par minitel. Le service est également ouvert aux avocats et à toutes les associations ou services entretenant des relations avec l'administration pénitentiaire. « Il ne posait aucun problème de légalité », souligne M. Bailly, puisque le courrier télématique est traité de la même façon que le courrier ordinaire. Il n'a pas été nécessaire, non plus, d'obtenir l'autorisation de la commission informatique et libertés puisqu'il n'y a pas création de fichiers.

Les notaires parisiens craignent la concurrence des futurs avocats-conseils

La réforme des professions d'avocat et de conseil juridique, à l'étude actuellement au ministère de la justice, inquiète les notaires. Le rapprochement prévu entre ces deux professions pourrait leur faire du tort. C'est du moins l'avis de la Chambre des notaires de Paris, qui, préoccupée par la concurrence que pourraient exercer à leur égard les futurs avocats-conseils, a consacré, mardi 8 août, une conférence de presse à ce problème.

Comme ils le font savoir depuis un certain temps par voie de publicité, les notaires ne se bornent pas à régler les successions familiales ou à enregistrer des cessions de biens immobiliers. De plus en plus souvent, ils exercent aussi une fonction de conseil juridique auprès des particuliers et des entreprises. Une concurrence de fait les oppose aux avocats, qui, contrairement à l'image qu'on a d'eux, ne font pas que plaider. Quant aux conseils juridiques, leur dénomination dit bien quelle est leur principale activité.

Trop de professionnels du droit (avocats, huissiers, avoués, notaires, conseils juridiques...) offrent d'assister les particuliers ou les entreprises, qui, souvent, ont du mal à s'y retrouver dans ce dédale de compétences et d'éthiques. Ajouté à la concurrence qu'exercent les juristes européens, de mieux en mieux implantés en France, cet émiettement a fait des professions juridiques et judiciaires un secteur mal préparé à l'ouverture des frontières en 1993.

Ouverture

Le ministère de la justice et celui des affaires européennes ont pris récemment la dimension du problème. Sur la base d'un rapport commandé à M^{me} Dominique Saint-Pierre, avocat à Lyon, la chancellerie travaille actuellement à un projet de loi qui devrait notamment avoir pour effet de faciliter le rapprochement entre les professions d'avocat et de conseil juridique (le Monde du 4 juillet).

Sans le dire explicitement, les 7 400 notaires français craignent de ne pas faire le poids lors de ce rapprochement entre les 17 600 avocats et les 4 800 conseils juridiques exerçant.

Tel était l'objet de la conférence de presse réunie mardi à Paris par M^{me} Bernard Monassier, président de la Chambre des notaires de la capitale, qui a jugé « simpliste et autoritaire » la méthode consistant à fusionner « les avocats et les conseils juridiques ».

Les notaires parisiens demandent, au contraire, aux pouvoirs publics de faciliter un rapprochement entre eux-mêmes et les conseils juridiques qui le désirent, au même titre que le projet de la chancellerie incitera ces derniers à s'entendre avec les avocats. M^{me} Monassier réclame, en outre, davantage de liberté pour les notaires. Ceux-ci devraient pouvoir adopter un statut de société anonyme ou de société à responsabilité limitée ; les notaires doivent pouvoir, a-t-il dit, être salariés et se constituer en « réseaux nationaux, voire internationaux ».

En contrepartie, les notaires, qui ont la réputation d'être une profession « fermée », a déclaré leur président, sont prêts à « s'ouvrir ». Ils sont environ quatre cents à Paris et se verraient sans crainte un millier d'ici dix ans.

B. L. G.

Le 3615 code Baumettes évoluera en fonction de l'utilisation qui en sera faite. Si certaines pages ne sont pas consultées, nous les supprimerons au profit d'autres dont la nécessité se fera jour », indique M. Bailly.

Le budget de l'opération est de l'ordre de 150 000 francs à 170 000 francs, entièrement financé par des sponsors dont la société Bull qui a fourni un ordinateur, très performant, de 40 mégaoctets. Pour amortir les frais de fonctionnement, sur la base de quatre-vingts heures de connexion par mois, le coût d'utilisation pour les familles sera de 0,98 franc à la minute correspondant au tarif intermédiaire du 3615. Les responsables des Baumettes espèrent, cependant, abaisser ce prix en hébergeant, gratuitement, d'autres services similaires d'établissements pénitentiaires qui en seraient demandeurs (le matériel utilisé a la capacité nécessaire pour gérer un grand nombre de serveurs).

Les syndicats de l'établissement ont été informés du projet dès sa mise en route, au début de l'année. « Nous y avons été favorables », déclare un représentant de l'UFAP, M. Patrick Champion, dès lors qu'il contribuait à une meilleure information des familles et qu'il n'entraînait pas nos charges de travail. « Seule objection formulée, sous l'angle de la sécurité : que les détenus ne soient pas équipés, eux-mêmes, de minitel en cellule ».

A ce sujet, M. Alain Musi, directeur adjoint des Baumettes, est formel : « Il est exclu, en l'état, que les détenus puissent répondre directement aux familles ou à des personnes de l'extérieur ». Il estime, aussi, que le nouveau service — approuvé par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, qui se l'est fait présenter lors de sa visite aux Baumettes, le 25 juillet dernier — a l'avantage de rationaliser le fonctionnement de la prison. « Il devrait, dit M. Musi, dissiper tous les malentendus sur les droits et obligations des usagers et améliorer les conditions de travail des surveillants ». Aussi, à leur demande, le personnel et les organisations syndicales vont bénéficier, à leur tour, du service sur le 3615 code ADPM (abréviation d'administration pénitentiaire), à la différence près qu'ils disposeront d'une messagerie interactive et non fermée.

Le lancement du 3615 code Baumettes a fait l'objet, d'autre part, d'une campagne de publicité — sous la forme d'affiches apposées, pendant une semaine, sur cent vingt-huit placards de 3 mètres sur 4 mètres à Marseille, Arles et Aix-en-Provence — qui constitue une autre innovation pour l'administration pénitentiaire. Pour faire connaître le service, des affichettes seront également distribuées dans les services sociaux et des brochures seront remises à tous les détenus arrivants (il y a six mille écroués par an aux Baumettes pour une population pénale de deux mille trois cents détenus) ainsi qu'à leurs familles, à l'occasion des perquisitions.

« Nous ne prétendons pas avoir trouvé la solution miracle », admet M. Bailly qui se montre toutefois confiant dans les résultats de l'expérience. Selon une enquête, 27 % des familles de détenus possèdent un minitel et plus de 30 % en ont utilisé. Ce qui représente, selon le service des télécommunications, une excellente base de départ.

GUY PORTE.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐9 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres et capitales d'imprimerie.

92.1 MOND03

Après la mort d'un détenu à Loos-les-Lille

La thèse du suicide est confirmée par l'autopsie

Joao Ribeiro, détenu de vingt-quatre ans, condamné en 1987 à cinq ans de prison pour consommation et trafic de stupéfiants, découvert pendu le 3 août dans sa cellule de la prison de Loos-les-Lille (le Monde du 8 août), s'est suicidé, conclut le rapport d'autopsie : « La thèse du suicide ne fait aucun doute et il n'y a pas eu intervention d'un tiers », a déclaré, mardi 8 août, le procureur de la République à Lille.

L'avocat de la famille de Joao Ribeiro avait déposé, lundi, une plainte contre X pour homicide volontaire et non-assistance à personne en danger auprès du tribunal de Lille.

Les proches du détenu, qui contestaient la thèse du suicide, avaient affirmé que Joao Ribeiro avait été victime de menaces de la part de certains prisonniers qui souhaitaient l'impliquer dans un trafic de drogue à l'intérieur même de la prison.

Le Monde INTERNATIONAL



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

cherche à titre temporaire

3 AGENTS TEMPORAIRES HAUTEMENT QUALIFIÉS (niveau A) (m/m)

un agent réf. 137/89

pour développer l'action de la Commission dans le domaine de la formation professionnelle des agents des douanes, notamment l'examen des multiples actions de formation des différents administrations nationales et l'échange des fonctionnaires entre administrations.

Qualifications requises:

- être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes;
- études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme dans le domaine du droit ou de l'économie; □ avoir une expérience professionnelle post-universitaire de 5 ans acquise auprès d'une administration nationale et dans le domaine de la législation douanière; □ avoir une connaissance du droit douanier ainsi que de la politique douanière communautaire et une expérience dans le domaine de la formation professionnelle douanière; □ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; une bonne connaissance de la langue anglaise est de la même façon exigée; □ être âgé de moins de 40 ans.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage très vivement les candidatures féminines. Les candidatures des fonctionnaires des institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération. Le contrat sera proposé pour une durée minimale de trois ans et au maximum cinq ans non renouvelables. Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien. À cette occasion, des précisions relatives au traitement et à la nature des fonctions pourront leur être fournies. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, de préférence dactylographié, l'accompagné des pièces justificatives, au plus tard le 06-09-1989 le cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante: COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES, en précisant, sur l'enveloppe également, la référence adéquate.

un agent réf. 147/89

pour la surveillance et suivi des législations nationales TVA et pour participer aux contrôles des ressources propres.

Qualifications requises:

- être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes;
- études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme; □ avoir une expérience professionnelle post-universitaire d'au moins 15 ans dans l'analyse des systèmes fiscaux et d'au moins quatre années dans la gestion du système de TVA d'un État membre au sein d'une administration nationale; □ posséder une connaissance approfondie des législations TVA des États membres et du système commun de TVA (6ème Directive); □ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; □ être âgé de moins de 55 ans.

un agent réf. 227/89

pour la collaboration à la conception, l'élaboration et à la révision des textes officiels de portée générale dans le domaine de la réglementation financière et budgétaire.

Qualifications requises:

- être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes;
- études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme dans le domaine du droit ou de l'économie; □ avoir une expérience professionnelle post-universitaire de 5 ans acquise auprès d'une administration publique nationale, de préférence financière ou budgétaire; □ avoir une connaissance du système budgétaire communautaire; □ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; □ être âgé de moins de 50 ans.



École supérieure des Arts et des Médias de Cologne

Le Land de la Rhénanie du Nord-Westphalie (République fédérale d'Allemagne) a récemment créé à Cologne l'École supérieure des arts et des médias. Cette année, le ministre de la science et de la recherche du Land a nommé son directeur. Les cours débuteront en 1990. Ils se présenteront dans un premier temps sous forme de sections pilotes de troisième cycle garantissant une qualification supplémentaire. Pour assurer ces cours, l'école offre trois postes de professeur (niveau doctoral d'État ou équivalent); deux sont à pourvoir dès maintenant, le troisième à partir du 1^{er} octobre 1989.

L'École supérieure des arts et des médias de Cologne n'est pas exclusivement un établissement de formation, elle a aussi pour rôle de se consacrer aux nouveaux médias dans le cadre de projets de recherche et de développement artistiques et d'apporter ainsi sa contribution à leur intégration dans le domaine culturel.

L'école tient à ce que ses activités, la participation de personnalités venues du monde des arts et des médias et sa coopération avec des institutions à l'étranger reflètent sa dimension européenne et internationale.

Nous proposons les postes de professeur suivants:

— Télévision/cinéma

(C4, à pourvoir dès maintenant)

Ce poste exige la réalisation de performances de haut niveau dans le domaine artistique et une très bonne expérience de la production télévisuelle et cinématographique internationale; l'accent portera en particulier sur la création d'images par des systèmes électroniques.

— Art médiatique

(C4, à pourvoir dès maintenant)

Sont souhaitées pour ce poste d'excellentes performances artistiques dans le domaine des nouveaux médias (par exemple vidéo, holographie, réalisations « multimédia », etc.).

— Dessin et animation sur ordinateur

(C4, à pourvoir à partir du 1^{er} octobre 1989)

Ce poste requiert une grande expérience de la création artistique et de la technologie des médias au niveau de la création et de l'application d'images de synthèse et de leur interaction avec d'autres médias comme par exemple, le cinéma, la télévision, la vidéo, la musique, etc.

Les futurs titulaires des postes devront non seulement enseigner leurs spécialités et leurs bases théoriques, mais également participer aux projets de développement artistiques et à la recherche fondamentale. En outre, ils devront contribuer activement au développement de l'école et se montrer disposés à coopérer avec les disciplines voisines. Les postes à pourvoir exigent une bonne connaissance de la langue allemande.

En plus des conditions générales résultant du Code du travail, les candidats hommes et femmes doivent satisfaire aux exigences requises par le § 27 de la loi de l'enseignement supérieur du Land Rhénanie du Nord-Westphalie en matière de recrutement. La rémunération accordée se situera entre 70 000 DM et 100 000 DM par an, ce qui correspond à l'échelon C4 du barème allemand des traitements pour l'enseignement supérieur.

De plus amples informations concernant l'École supérieure des arts et des médias peuvent être fournies sur demande. Si vous êtes intéressé(e) par l'un de ces postes, nous vous proposons d'envoyer un dossier de candidature dans les quatre semaines qui suivent la parution de cette annonce à l'adresse suivante:

An den Gründungsbeauftragten
Kunsthochschule für Medien
Peter-Welter-Platz 2,
5000 Köln 1/
République fédérale d'Allemagne.
Tél.: 19/49/221/23.46.33



LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET AIDE HUMANITAIRE

cherche pour l'école d'agro-foresterie de Nyamishaba
près de Kibuye (Rwanda)

UN(E) INGÉNIEUR FORESTIER

disposant d'une solide formation universitaire et d'expérience dans le domaine de la formation.

Age minimal: 28 ans.

Lieu d'affectation: Kibuye/Rwanda.

Contrat: 2 ans, renouvelable.

Entrée en fonction: dès que possible.

Pour des informations plus concrètes, veuillez vous adresser à

DDA, section du personnel, à l'att. M. G. Siegfried
3003 Berne, Suisse. Tél.: 031/61-35-70.



CHAIRE DE LANGUES ROMANES

Le Conseil d'administration cherche à pourvoir le poste ci-dessus.

Date limite de réception des candidatures:
31 août 1989

Toute autre information peut être obtenue auprès du secrétaire général.

U.C.G., THE REGISTRAR, CO, GALWAY, IRLANDE.

COORDINATEUR

chargé de projets agricoles à long terme

Le poste ci-dessus est disponible au Centre de liaison pour l'Environnement international, qui rassemble des organisations non gouvernementales œuvrant dans les domaines de l'environnement et du développement et dont le siège se trouve à NAIROBI, au KENYA.

Qualifications et expérience:

Nous recherchons une personne diplômée en agriculture et faisant preuve d'initiative personnelle pour assurer le développement de projets agricoles à long terme dans les domaines tels que les pesticides et les déchets toxiques, la conservation du sol et de l'eau; les problèmes relatifs à la diversité biologique et à la sylviculture. Les candidats doivent avoir au moins deux ans d'expérience professionnelle dans les activités relatives à la liaison internationale et à la formation de réseau à tous les niveaux. Une bonne connaissance du français et/ou de l'arabe, outre l'anglais, est nécessaire.

Attributions et responsabilités:

- Exécution et initiation des projets dans la formation de réseau et l'échange d'informations dans le cadre d'un programme triennal;
- Maintenance et élargissement de contact avec les ONG œuvrant dans le domaine des projets agricoles à long terme;
- Conseil et assistance aux autres membres du personnel sur les problèmes qui touchent les projets agricoles à long terme.

Le salaire est négociable dans le cadre du barème normal de l'organisation et dépendra des qualifications et de l'expérience.

Les candidatures doivent nous parvenir le 15 juillet 1989 au plus tard, accompagnées d'informations détaillées sur les qualifications, l'expérience, les conditions d'emploi présentes, les recommandations (noms et adresses de trois personnes) et une date de début d'emploi la plus proche possible. Elles doivent être adressées à:

LE DIRECTEUR EXÉCUTIF CLEI
B.P. 72461, NAIROBI (Kenya)

ASSOCIATION HUMANITAIRE

RECHERCHE

pour mission à long terme en
AFRIQUE

UN COORDINATEUR MEDICAL

Qualité requise:

- expérience de la direction d'une équipe sur place;
- gestion administrative et financière;
- relations publiques;
- de préférence médecin;
- anglais courant indispensable.

Ecr. à/par 8458 le Monde
Publié 6, rue Montparnasse
75007 PARIS

Un emploi en Suisse ?
La clinique médicale
chirurgicale Valentin, 1823
Glâne/Montreux (CH) cherche
pour entrée immédiate
(urgent)

UNE DIÉTÉTICIENNE DIPLOMÉE

Veuillez adresser vos offres
à la direction, ou prendre
contact par téléphone au
(01) 41 21 983-48-51.
Demander monsieur FETZ.

automobiles

Peugeot 511 Carrosserie
RS 2.7 16V
Touring transformée en
version allégée, blanche et
rouge, moteur 1 600 km
seulement, comme neuve, à
partir de 175 000 DM
Tél. 19 49 6232/28122.

capitaux propositions commerciales

Avec un système financier
de haute qualité.
Nous recherchons pour ce
système un agent distributeur
pour la France.
Nous espérons une réponse
rapide de préférence en
anglais, adressée à S-1 Trading Oy, Siltäntien 5 E,
00210 Helsinki, Finlande, ou
par télécopie numéro +358 0 922 1094.

villégiature

DRISCOLL HOUSE-HOTEL
200 chambres simples
100 per. sem., demi-pension.
Rens.: 172 New Kent Road
LONDON SE1 14YT-GB.
19-44-1-703-14-76.

Le Monde CADRES

Important Groupe International de
Travaux publics proche La défense
recherche pour ses départements
Devis/Estimation, Bureau d'études,
Bureau des méthodes

JEUNES DIPLOMES TITULAIRES d'un DUT GENIE CIVIL ou équivalent

débutants ou possédant une première expérience
d'environ 3 ans acquise si possible dans le secteur
des Travaux Publics ou de la Construction Métallique.
Connaissance de l'anglais exigée.

Adresser CV, photo et prétentions, sous la
référence 59016 à MEDIA SYSTEM
6/8 Impasse des 2 Cousins,
75648 Paris Cedex 17.

DUMEZ complète l'effectif
de son école de chantier à Ajaokuta (NIGERIA)
et recherche:

COUPLE D'ENSEIGNANTS

pour scolariser avec l'appui du CNED les enfants de son personnel
extré.

- l'un assurera la direction de l'école (40 élèves environ) et le suivi des disciplines scientifiques jusqu'en 3^e incluse.
- l'autre exercera dans le primaire.

Expérience comparable souhaitée.

Postes à pourvoir mi-septembre/début octobre 89. Logement en
base vie.

Conditions de travail agréables.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 071 à Dumez,
Direction du Personnel, 345 avenue Georges Clemenceau,
92022 Nanterre Cedex.



DES HOMMES QUI ENTREPRENNENT

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, le Monde consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont ces investisseurs ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent

donc aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre le Monde et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
60 - OISE			78 - YVELINES			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
4 pièces, park. 89 m ² , 3 ^e étage	15, av. Marie-Arnold LOC INTER - 47-45-19-97	3.407 + 1.047	3 pièces + loggia 73 m ² , 5 ^e étage	Montigny-le Bretonneux 7, allée des Epines SGI-CNP - 30-44-01-13	2.580 + 840	4 pièces, park. 82 m ²	Issy-les-Moulineaux rue J.-P. Timbaud SAGGEL - 46-08-80-36	5.400 + 704
PARIS			Maison 6 pièces, 132 m ² balc., jardin	Noisy-le-Roi 58, av. Georges-Buffon SGI-CNP - 30-44-01-13	7.752 + 464	Studio 30 m ² , 7 ^e étage	Neuilly-sur-Seine 110, av. du Roule AGF - 42-44-00-44	3.000 + 350
11^e ARRONDISSEMENT			3 pièces 72 m ² , 8 ^e étage	Poissy 5, av. des Ursulines SGI-CNP - 30-74-32-14	3.042 + 918	3 pièces 74 m ² , 8 ^e étage	Puteaux 18, av. G. Pompidou AGF - 42-44-00-44	4.850 + 740
Studio meublé 36 m ² , rez-de-ch.	74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	2.170 CC/sem.	3 pièces, park. 63 m ² , 3 ^e étage	Saint-Germain-en-Laye 14-18, r. du Dr-Timait LOC INTER - 47-45-19-97	4.023 + 860	2 pièces 50 m ² , 1 ^{er} étage	Puteaux 1, rue Volta AGF - 42-44-00-44	3.230 + 460
Studio meublé 28 m ² , R.-de-Ch.	74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	1.740 CC/sem.	Maison, 130 m ²	Saint-Germain-en-Laye 20-22, rue Schnapper SAGGEL - 47-78-15-85	9.300 + 705	4 pièces 89 m ² , 1 ^{er} étage	Saint-Cloud 6, square Sainte-Clotilde AGF - 42-44-00-44	6.370 + 800
2 pièces meublées 45 m ² , 5 ^e étage	74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.480 CC/sem.	5 pièces, park. 132 m ² , r.-de-jardin garage, mezzanine	Saint-Nom-la-Bretèche 9, rue du Vieux-Puits SAGGEL - 47-78-15-85	7.900 + 680	3 pièces, park. 70 m ² , 2 ^e étage	Saint-Cloud 14, rue de la Libération SAGGEL - 46-08-80-36	4.990 + 453
2 pièces 53 m ² , 4 ^e étage	6-8, rue des Buis AGF - 42-44-00-44	4.190 + 430	2 pièces, park. 52 m ² , 4 ^e étage	Versailles 86 bis, av. de Paris SAGGEL - 46-08-95-70	3.500 + 531	3 pièces, park. 66 m ² , rez-de-ch.	Sèvres 10, route des Postillons SAGGEL - 46-08-80-36	3.850 + 672
12^e ARRONDISSEMENT			4/5 pièces 119 m ² , 3 ^e étage	Voisins-le-Bretonneux 2, rue des Berges SGI-CNP - 30-57-94-57	4.280 + 719	2 pièces 58 m ² , 2 ^e étage	Suresnes 20, rue Salomon-de-Rothschild AGF - 42-44-00-44	4.953 + 897
3 pièces 84 m ² , 12 ^e étage	18 bis, bd de la Bastille AGF - 42-44-00-44	8.000 + 990	92 - HAUTS-DE-SEINE			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
4 pièces 85 m ² , 11 ^e étage	20 bis, bd de la Bastille AGF - 42-44-00-44	7.900 + 990	2 pièces, park. 47 m ² , 1 ^{er} étage	24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	4.357 + 463	4 pièces, park. 95 m ² , 7 ^e étage	Paris 19, av. J.-Léon LOC INTER - 47-45-19-97	4.953 + 897
4 pièces 117 m ² , 2 ^e étage	8-10, rue Jules-César AGF - 42-44-00-44	10.400 + 1.340	2 pièces 50 m ² , 8 ^e étage	Courbevoie 3, avenue du Parc AGF - 42-44-00-44	3.300 + 310	94 - VAL-DE-MARNE		
16^e ARRONDISSEMENT			2 pièces 48 m ² , 8 ^e étage	Courbevoie 3, avenue du Parc AGF - 42-44-00-44	2.800 + 300	3 pièces, park. 69 m ² , 3 ^e étage	Charenton-le-Pont 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	5.651 + 804
3 pièces, park. 77 m ² , 4 ^e étage	10, rue Auguste-Maquet LOC INTER - 47-45-19-97	7.698 + 668	3 pièces, parking 78 m ² , r.-de-ch.	Garches 17, rue des 4-Vents SAGGEL - 46-08-95-70	3.980 + 1.082	2 pièces + park. 46 m ² , 2 ^e étage	Saint-Mandé 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	4.150 + 477
4 pièces 120 m ² , 4 ^e étage	80, rue Lauriston SAGGEL - 47-42-44-44	10.200 + 1.940	4 pièces, parking 85 m ² , 1 ^{er} étage	Issy-les-Moulineaux 21, r. Foucher-Lapellatier LOC INTER - 47-45-19-97	6.084 + 965			
2 pièces 89 m ² , 1 ^{er} étage	19, rue Raynouard SAGGEL - 47-42-44-44	7.230 + 1.872						
2 pièces 65 m ² , 5 ^e étage	11/13, rue Gros SAGGEL - 47-42-44-44	5.050 + 829						
2/3 pièces 74 m ² , 2 ^e étage	135, av. de Versailles SAGGEL - 47-42-44-44	5.560 + 1.162						
19^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces 83 m ² , 6 ^e étage	12, rue Belleville AGF - 42-44-00-44	4.965 + 1.260						
3 pièces 81 m ² , 3 ^e étage	2-10, rue de Joinville AGF - 42-44-00-44	4.822 + 680						

PARIS-12^e



20, BD DE LA BASTILLE

Immeuble de standing,
face au port de plaisance,
dans un quartier agréable
à proximité du M^o Quai-de-la-Rapée.

AGF Location - 27, rue Laffitte, 75009 PARIS.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



PROCHAINE PARUTION LE MERCREDI 23 AOUT DATÉ 24

هنا من الوطن

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2^e arrdt

GRANDS BOULEVARDES
Imm. rev. 3^e, asc. Studio
réf. 100 m², 2 ch. b. c. s.
220 000 F. 43-04-36-38.

3^e arrdt

A VENDRE APPART.
VOSGES (25 m) dans
immeuble 18^e s. neuve.
env. 100 m², 2 ch. b. c. s.
Tél. 43-04-36-38.

4^e arrdt

EXCEPTIONNEL
RUE DE LA REYNE
BEAU DUPLEX, 5 PCEs
Pierre de t., entrée, 2 ch. b. c. s.
Nbr rang. ch. serv. 3 000 000 F. 43-04-36-38.

5^e arrdt

EXCEPTIONNEL
Neuf jama habité dans
immeuble 18^e s. neuve.
env. 100 m², 2 ch. b. c. s.
+ appart. 118 m²
+ appart. 118 m²
S. vendu ensemble possib.
de faire duplex avec entr. d'entrée.
43-04-36-38.

6^e arrdt

EXTRAORDINAIRE
Superbe mod. ch. b. c. s.
580 000 F. 43-04-36-38.

9^e arrdt

RUE DE DOUAI
Dans bel imm., pierre de t.
2/3 pce, carrel. à rénover.
Mobilier ch. c. s. 719 000 F.
créd. possib. 43-04-36-38.

10^e arrdt

BEAU 3 P. 990 000 F
Imm. de t., entrée, 2 ch. b. c. s.
2 ch. b. c. s. 43-04-36-38.

11^e arrdt

OPERA BASTILLE
Superbe rénovation, 88 m².
Poutres, pierres apparentes.
sacré. 43-04-36-38.

13^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P. 118
m², 180 m², 2 ch. b. c. s.
2 500 000 F. 43-04-36-38.

14^e arrdt

PARC MONTROUSSE
(Paris), 1^{er} ét. s. r. et c. s.
c. s. 43-04-36-38.

15^e arrdt

PARC MONTROUSSE
(Paris), 1^{er} ét. s. r. et c. s.
c. s. 43-04-36-38.

16^e arrdt

PARC MONTROUSSE
(Paris), 1^{er} ét. s. r. et c. s.
c. s. 43-04-36-38.

17^e arrdt

PARC MONTROUSSE
(Paris), 1^{er} ét. s. r. et c. s.
c. s. 43-04-36-38.

18^e arrdt

PARC MONTROUSSE
(Paris), 1^{er} ét. s. r. et c. s.
c. s. 43-04-36-38.

19^e arrdt

PARC MONTROUSSE
(Paris), 1^{er} ét. s. r. et c. s.
c. s. 43-04-36-38.

20^e arrdt

PARC MONTROUSSE
(Paris), 1^{er} ét. s. r. et c. s.
c. s. 43-04-36-38.

appartements achats

J.H. THOMASSIAN

ACHETE

TERRAINS

IMMEUBLES

PARIS

RÉGION PARISIENNE

COTE D'AZUR

(1) 43-36-82-82.

TELEX 270937-F.

AGENCE FRANCOIS LAURE

45-49-22-70.

5 RUE LITRE

PARIS 6^e

recherche après t. sur

préférence rive gauche

avec ou sans immeuble

PAIEMENT COMPTANT

CABINET

KESSLER

46-22-03-80

78, Champs-Élysées, Paris 8^e

URGENT

JACHETE COMPTANT

20 APPARTEMENTS

à Paris, du studio au 3 p.

État impeccable. Étude toute

offre. 42-71-12-00.

PAIEMENT COMPTANT

JE RECH. UN APPARTEMENT

PARIS ou PROV.

BANLIEUE

42-71-12-00.

RECHERCHE APPTS

Imm. Marolles, 42-02-01-82.

IMMOBILIER

D'ENTREPRISE

bureaux

Locations

3 p. de 445 m² env.

944 F. 17/17/17/17

GARE DU NORD, SANS CES-

SION, IMM. RENOV. CLOISONS

10 000 F.

3615 BURCOM

Tél. 43-07-99-29.

75009 BON STANDING

6 p. de 130 m² env.

1 300 F. 43-07-99-29.

M^{re} ST-GEORGES - SANS

CESSION

3615 BURCOM

Tél. 43-07-99-29.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RH

Constitution de sociétés.

Démarches et tous serv.

Perman. téléphoniques.

43-55-17-50.

9 CHAUSSEES D'ANTIN

80 m² de bureaux, sanitaire,

refait neuf avec standing

10 000 F.

40-20-02-15.

20^e, ALEX-DUMAS

Local à part de 500 m².

100 F. 40-20-02-15.

20^e JOURDAIN

LOCAL 400 m²

r.-de-c. haut s. plat. 3,50 m.

Acce. camionnette, force.

25 000 F. 40-20-02-15.

ST-DENIS CENTRE

Local, ent. 500 m².

Acce. camionnette, force.

40 000 F.

40-20-02-15.

VILLIERS, 3 BURX

en r.-de-c./rue et cour.

Sanitaire, ref. neuf.

13 300 F. 40-20-02-15.

13^e, 170 m²

en 5 bureaux. Sanitaires.

Refait neuf. 15 000 F.

40-20-02-15.

ALEXANDRE-DUMAS

180 m² en 4/5 bureaux

relais neuf. 15 000 F.

40-20-02-15.

BOURSE 120 m²

Ref. neuve 3 bureaux

+ show-room. 15 000 F.

125 000 F. 40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

40-20-02-15.

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n° 8

L'ALMANACH DE 1789 :

● Août 1789 au jour le jour : la Grande Peur court la campagne. ● 4 août : l'abolition des privilèges. ● 26 août : la Déclaration des droits de l'homme. ● Culture : la naissance de la presse parlementaire. ● L'homme du jour : La Fayette. ● Etranger : comment la Révolution a été accueillie en Allemagne et en Grande-Bretagne.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

● Libres et égaux : les points de vue de Marcel Gauchet, Madeleine Reberieux, Elisabeth de Fontenay. ● Le récit des débats parlementaires et la discussion sur les 17 articles de la Déclaration. ● Les racines des droits de l'homme dans l'Ancien Régime : la Contre-Réforme catholique en fut-elle le précurseur ? ● Portrait : Thomas Paine, le passager des droits. ● Relire aujourd'hui : Edmund Burke, penseur de la contre-révolution.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

A Dakar, « Toussaint-Louverture », le plus grand spectacle du Bicentenaire réalisé hors de France. ● La « Marseillaise noire » de Lamar-tine. ● Les livres du mois et toutes les manifestations culturelles à Paris et en Province.

AOUT 1989
30 F — Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

N°8
MENSUEL
AOUT 1989
SPÉCIAL

CLF 89

de la Révolution française

AOUT 1789

LA VIOLENCE ET LA LOI

La Grande Peur

L'abolition des privilèges

Les droits de l'homme

Agrégé

1000 1000 1000

Économie

SOMMAIRE

■ En obligeant Ferruzzi à liquider ses positions sur le soja, les autorités du Chicago Board of Trade ont affaibli la crédibilité de leur institution qui fixe les prix agricoles mondiaux (lire page 15).

■ Les événements de la place Tiananmen risquent d'avoir d'importantes conséquences sur l'économie chinoise, indique un rapport de la CIA (lire ci-dessous).

■ En s'appropriant à lancer une OPA sur le groupe Victoire, Suez tente une percée décisive dans les assurances (lire page 15).

■ L'association française des cercles de qualité est mise en liquidation judiciaire (lire ci-dessous).

SOCIAL

Alors que le CNPF s'appête à nommer son « M. Social »

La politique contractuelle en roue libre

Le conseil exécutif du CNPF désignera, le 4 septembre, le successeur de M. Pierre Guillen à la présidence de sa commission sociale. Selon de fortes probabilités, M. Jean-Louis Giral, cinquante-cinq ans, ancien président de la Fédération nationale des travaux publics, PDG de Desquenne et Giral, qui a récemment fait son entrée sur le second marché, devrait succéder à M. Guillen. Aujourd'hui président de la Fédération de l'industrie européenne de la construction, M. Giral avait démissionné en octobre 1985 de la vice-présidence du CNPF pour protester contre le « autoritarisme » de M. Cattaz. En décembre 1986, lors de l'élection du président du CNPF, il avait soutenu M. Chotard contre M. Périgot. Il est également conseiller régional d'Ile-de-France rattaché au groupe RPR.

Les uns après les autres, les grandes figures de la vie sociale quittent l'avant-scène. M. Edmond Maire, M. André Bergeron puis M. Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF, ont abandonné leurs fonctions. Il y a trois ans, le véritable prédecesseur de ce dernier, M. Yvon Chotard, avait aussi, dans un climat plus conflictuel, tiré sa révérence. Or le

point commun à toutes ces personnalités, si différentes et parfois même si opposées, est l'attachement à la politique contractuelle, longtemps symbolisée par la signature d'accords nationaux interprofessionnels.

Pendant quarante ans, et à différents niveaux, M. Guillen a négocié avec les syndicats. M. Bergeron a bataillé pendant vingt-cinq ans pour

la conclusion de contrats collectifs basés sur la recherche du compromis. Plus tardivement, à partir du « recentrage » de 1978, M. Maire a reconnu à la négociation sociale ses vertus et lui a fait une place dans l'action syndicale. Aujourd'hui, c'est bien la politique contractuelle, ou du moins une certaine conception de celle-ci, qui risque de faire les frais des successions en cours ou à venir.

Tout en affirmant sa fidélité au contrat collectif, M. Marc Blondel, le nouveau secrétaire général de l'FO, a fait entendre sa différence en mettant en cause une pratique contractuelle qui lui paraît guidée depuis plusieurs années par les cahiers de revendications du patronat. Plus que jamais, M. Jean Kaspar, le nouveau secrétaire général de la CFDT, a besoin d'une négociation sociale qui batte son plein et donne des résultats pour se poser en interlocuteur déterminé mais réaliste du CNPF.

Or le départ de M. Guillen relance justement le débat interne au CNPF sur le rôle et la place de la commission sociale et, par ricochet, sur l'avenir de la négociation sociale interprofessionnelle. Significatives ont été à cet égard l'hésitation sur le choix du successeur et, surtout, l'interrogation sur son profil (un expert du social, venant plus ou moins directement de l'appareil, ou un chef d'entreprise). Significatives aussi sont les inquiétudes des syndicats et des pouvoirs publics : la politique contractuelle nationale va-t-elle descendre d'un nouvel étage, laissant branches et entreprises en roue libre ?

Et là, le rôle des syndicats est considérable. Nous sommes profondément attachés à la politique contractuelle.

Le vrai tournant a été pris, en partie à cause de l'incapacité des syndicats à s'adapter à la nouvelle donne économique, avec l'échec des négociations sur la flexibilité de l'emploi à la fin de 1984. Cette situation avait amené M. Chotard à proposer, en vain, après sa démission, l'engagement de négociations sur un « ordre public social ». Les partenaires sociaux devaient définir les domaines où il n'était pas possible de déroger aux lois sociales et, à contrario, ceux où branches et entreprises pourraient y déroger. Ce nouvel équilibre entre la convention collective et la liberté de l'entreprise paraît d'une idée simple : « Il n'y aura pas de recul important de l'Etat sans développement de la politique contractuelle ».

Demi-absence

Durant sa courte présidence de la commission sociale, M. Guillen a inauguré le deuxième étage de la politique contractuelle, celui de la recherche d'« accords de méthode », déjà conclus sur les mutations technologiques et l'aménagement du temps de travail. A l'exception de l'assurance-chômage, des retraites complémentaires ou de la réglementation des licenciements, le CNPF ne négocie ainsi rien qui ne s'impose directement aux entreprises. Moins directif encore que l'accord-cadre, l'« accord de méthode » se contentait d'arrêter quelques grandes orientations ne pouvant se traduire dans les faits qu'après négociations dans les branches puis dans les entreprises. Une décentralisation du dialogue social qui aboutissait déjà à une demi-absence du niveau interprofessionnel, la primauté revenant aux branches.

Du « girondisme social » de M. Guillen va-t-on passer à un troisième étage qui pourrait être dans un certain sens le retour à la case départ des années 60, quand le CNPF négociait principalement que sur les retraites complémentaires et l'assurance-chômage, la CGT et la CFDT défilant alors sous ses fenêtres pour demander un élargissement de la négociation ? La question mérite d'être posée. Poussé à l'extrême, le libéralisme de certains patrons peut conduire à une disparition du rôle de négociateur social du CNPF dans les domaines « non bruts » où les entreprises peuvent se substituer directement à lui.

Le chef d'orchestre a déjà perdu sa baguette. Il pourrait alors perdre sa place, se bornant avec les syndicats à un dialogue social d'échange d'idées, comme actuellement au niveau européen, et avec les pouvoirs publics à un rôle de groupe de pression sur le suivi de la législation sociale.

Dans l'immédiat, le risque peut paraître limité. Le calendrier de l'autisme est bien connu : le CNPF doit bouclier la négociation d'un nouvel accord de méthode sur l'égalité professionnelle, les conditions de tra-

vail et la mobilité, négocier avec les syndicats l'utilisation des excédents de l'assurance-chômage, discuter du financement des retraites complémentaires et s'engager dans l'éternel débat sur la réforme du financement de la Sécurité sociale. Le successeur de M. Guillen aura, dans un premier temps, du pain sur la planche.

Mais après, quelle stratégie le CNPF adoptera-t-il pour la négociation sociale ? Se retirera-t-il en coulisses, sans négocier d'autres étapes à la modernisation et à l'adaptation de l'appareil de production et des relations sociales, sans ouvrir, par exemple, le chapitre de la représentation des salariés dans les PME ? L'acteur orientera-t-il encore à minima le jeu, comme M. Guillen, ou laissera-t-il complètement carte blanche aux branches ? Dans ce contexte, le choix du successeur par M. François Périgot, soumis à des pressions contraires, sera loin d'être neutre.

Un retrait presque complet du CNPF de la négociation sociale ne serait pas sans inconvénients. Certes, même pour le « social », *small is beautiful*. La voie de la décentralisation et de la négociation d'entreprise est inéluctable. Mais elle n'est pas sans difficultés dans un pays où près de la moitié des établissements de plus de cinquante salariés sont sans syndicats. En 1988, les négociations de branches ont augmenté de 15 % par rapport à 1987 — ce qui est positif au regard de tous les problèmes, comme l'évolution des classifications, qui doivent y être traités, — mais elles ont diminué de 15 % dans les entreprises, avec environ 5000 accords. Cette tendance se serait amplifiée au premier trimestre 1989.

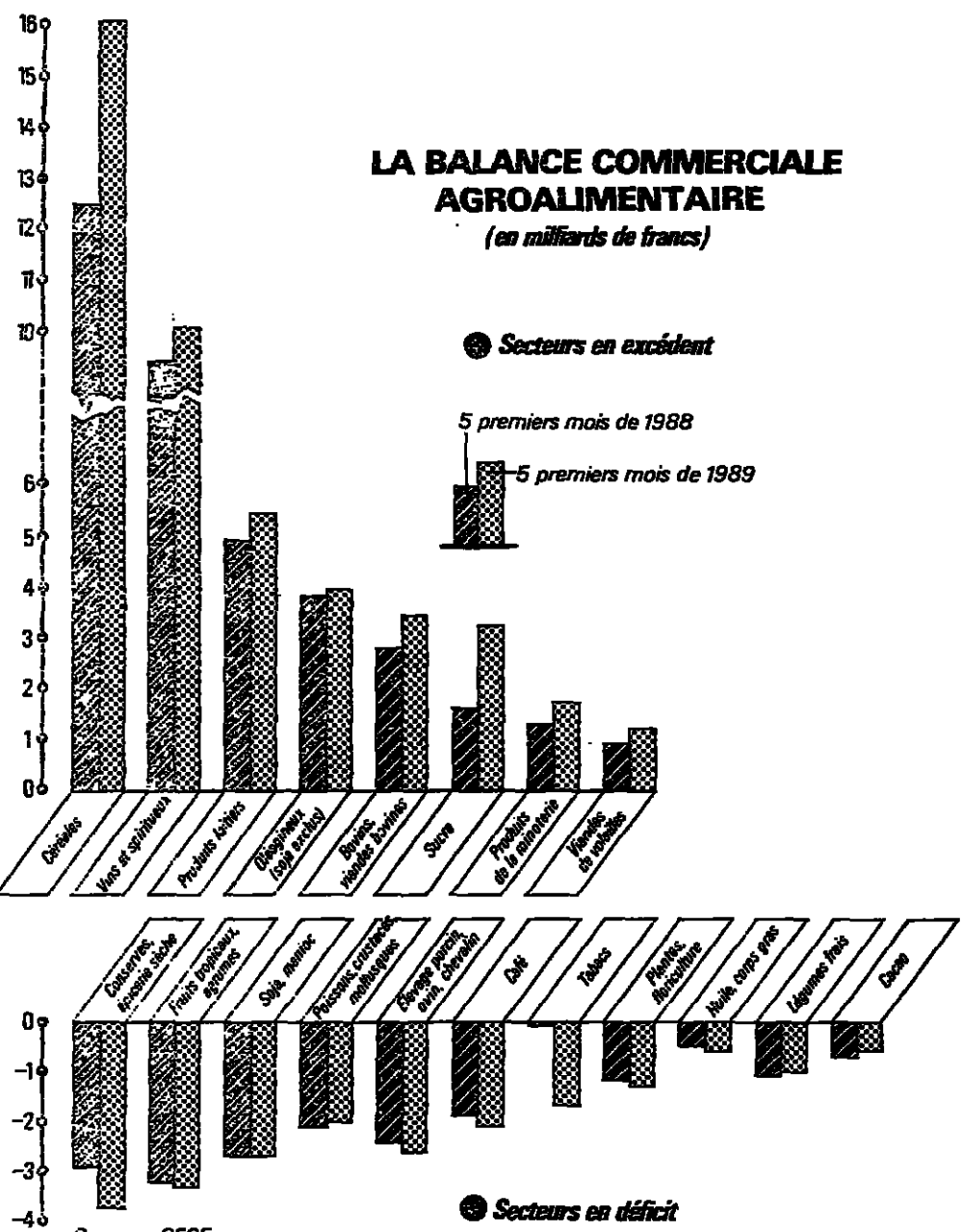
Nouveau contrat ?

Indispensable dans les entreprises et les branches, la négociation sociale garde aussi une utilité au niveau interprofessionnel. De grandes orientations assurent une protection minimale face à des changements rapides (et souvent durs) et évitent pour les salariés la multiplication des disparités et des inégalités. Peut-on construire l'Europe sociale en additionnant des microcosmes, totalement autonomes, les uns aux autres ? Enfin, ces négociations légitiment des confédérations qui sinon perdraient une partie de leur raison d'être... au moment où le besoin d'avoir des syndicats forts paraît recom-

La clef est peut-être détenue par M. Michel Rocard. En octobre 1987, il envisageait la mise en œuvre d'un « nouveau contrat salarial », c'est-à-dire « un principe et un cadre de négociations à tous les niveaux sur tout ce qui fait partie intégrante du contrat de travail » (temps de travail, formation, salaires). Devenu premier ministre, M. Rocard a mis de côté son nouveau pacte social. Mais n'est-il pas temps de passer d'une politique sociale « modeste » à un projet social plus ambitieux évitant à la négociation de tourner en roue libre ? Nul doute que le CNPF se piquerait au jeu...

MICHEL NOBLECOURT.

L'agroalimentaire fait recette



ETRANGER

Selon un rapport de la CIA

L'économie chinoise souffrira durablement de la répression

« Une décennie de réformes économiques pourrait avoir été réduite à néant par la répression sur la place Tiananmen », a déclaré le sénateur américain Jeff Bigman, le mardi 8 août, à l'occasion de la présentation devant la sous-commission parlementaire qu'il préside (technologie et sécurité nationale) du rapport annuel de la Central Intelligence Agency (CIA) sur l'économie chinoise.

Les services secrets américains estiment que les événements récents ont bloqué le processus de réformes et ont considérablement amoindri la capacité des dirigeants chinois à assainir l'économie, eux qui avaient présenté le 21 mars dernier un budget d'austérité axé principalement sur la lutte contre l'inflation et la réduction des déficits budgétaires et commerciaux (le Monde du 28 mars).

Selon le rapport de la CIA, la hausse rapide des prix de détail — actuellement 30 % dans les principales villes et 19 % en moyenne dans le pays — va se poursuivre car, « avec le gel des réformes économiques, la production industrielle et la productivité du travail s'en ressentiront, et

Pékin aura du mal à stimuler la production de céréales et de matières premières industrielles, produits dont l'offre est très réduite ».

La croissance de la production industrielle (jugée trop rapide par les autorités l'an dernier) aurait déjà été réduite de moitié, et se situerait à 11 % environ en rythme annuel depuis le début de l'année. L'inflation sera également alimentée, selon les experts de la CIA, par un gonflement des dépenses militaires, dont la croissance était déjà supérieure à celle des dépenses globales inscrites dans le budget présenté en mars (12,6 % contre 10 %).

Par ailleurs, « la capacité de la Chine à faire appel à des ressources extérieures pour pallier les pénuries locales, promouvoir les exportations et financer les projets industriels a été réduite par la réticence des hommes d'affaires et des gouvernements étrangers à signer de nouveaux contrats de prêts et d'investissement ». Au-delà du manque à gagner des recettes touristiques, que la CIA évalue à 1 milliard

de dollars cette année (6,5 milliards de francs environ), le rapport constate déjà une diminution des investissements étrangers et des revenus d'exportations, la première après quatre années de croissance rapide.

« Vaste programme de privatisations en Malaisie. — Le gouvernement malaisien a établi la liste de 69 entreprises d'Etat susceptibles d'être privatisées d'ici à deux ans pour un montant total de 3,53 milliards de ringgit (environ 8,4 milliards de francs), a annoncé mardi 8 août le directeur général du département de planification économique, M. Mohamad Sheriff Kassim, en précisant que ce programme de privatisations pourrait être étendu à 107 autres firmes d'ici deux à cinq ans et à 70 autres sociétés par la suite. La Malaisie a cédé une vingtaine de firmes d'Etat depuis 1985, dans le secteur des télécommunications, du transport aérien et maritime afin de soulager ses finances publiques.

Le déclin des cercles de qualité va-t-il entraîner des difficultés croissantes pour les associations chargées d'en assurer la promotion ? L'Association française pour les cercles et la qualité totale (AFCERQ) a déposé son bilan le 29 juin dernier, la même mésaventure étant aussi arrivée à l'une de ses composantes, l'AFCERQ-Services (le Monde du 22 juillet). Le passif serait d'environ de 15 millions de francs et la liquidation judiciaire a été prononcée par un jugement du tribunal de commerce de Paris en date du 20 juillet. M. Monique Boisset, syndic judiciaire près le tribunal de commerce, a été chargé de la liquidation.

Les vingt-cinq salariés de l'AFCERQ ont été licenciés, le paiement de leurs indemnités venant juste d'être assuré grâce à l'intervention de l'assurance de garantie des salaires, obligatoire, qui concerne notamment le paiement des « sommes dues en exécution du contrat de travail ». Créée en 1981, l'AFCERQ, dont le délégué général, M. Gilbert Ravalet, avait été chargé en 1986 d'une mission d'étude par M. Balladur, alors ministre de l'économie, ne fonctionnait ces derniers temps que grâce aux cotisations de ses 4 000 adhérents. Elle ne touchait pas de subventions des pouvoirs publics. Mais en 1987 elle avait bénéficié, pour sa deuxième convention nationale des cercles de qualité, d'un appui très officiel et

très médiatique du ministère de l'économie.

C'est il y a dix ans que les cercles de qualité ont fait timidement leur apparition en France, tantôt sur le modèle japonais, tantôt sur le modèle américain. En 1987, M. Ravalet assurait que 30 000 cercles de qualité existaient en France tout en reconnaissant alors que 20 % à 30 % « vivaient ». Fin 1988, une étude de l'ITOP évaluait le nombre de cercles à 40 000, 10 % à 20 % étant en sommeil, ce qui révélait un certain tassement. Dans l'entourage du syndic, on indique que le dépôt de bilan de l'AFCERQ n'aura pas de conséquences pour les cercles de qualité, les associations régionales, qui étaient autonomes, continuant de fonctionner.

Erreurs de gestion

Du côté de l'Association française pour le contrôle industriel et la qualité (AFCIQ), qui met en avant sa bonne santé, on explique le dépôt de bilan de l'AFCERQ par de nombreuses « erreurs de gestion ». « Elle a tout axé sur le plan médiatique sans avoir un fonds suffisant derrière elle. » Autres reproches : avoir « tout axé sur les cercles de qualité alors qu'il existe d'autres outils pour promouvoir la qualité » ; avoir greffé des cercles dans des entreprises où aucun travail préalable

de préparation n'avait été entre-

pris. L'échec de l'AFCERQ ne coupe pas les liens aux autres dérivés de la qualité, l'AFCIQ et l'AFQ (Association française des qualifications), qui sont sur le point de fusionner, devraient constituer sans doute avec d'autres au début de 1990 une fédération française pour la qualité, qui se chargerait de promouvoir à la fois la qualité et le management participatif.

Membre fondateur de l'AFCERQ, qu'il a quitté à la suite d'un désaccord avec M. Georges Archier, son président, M. Jacques Volle, adepte de la méthode japonaise, se montre, lui aussi, très critique sur les choix stratégiques de son ancienne association. Il s'en prend notamment à la technique d'implantation de « facilitateurs », qui, formés par l'AFCERQ, sont dans l'entreprise les promoteurs de la qualité. « Ils constituent une amorce de hiérarchie parallèle que la hiérarchie normale supporte mal, puis refuse », souligne M. Volle, qui ajoute à propos de l'AFCERQ : « Les cercles de qualité s'écrasant, les adhérents se sont évanouis. » M. Volle a relancé l'Association française et francophone des cercles de qualité (AFFCERQ), dont il avait déposé la marque en 1979, dont le but est « généraliser les cercles de qualité, comme le font les Japonais au Japon et ailleurs ». Un combat de frano-tour.

M. M.

La promotion des cercles de qualité en panne

L'AFCERQ en liquidation judiciaire

Économie

AFFAIRES

Le conflit entre Ferruzzi et le Chicago Board of Trade

Une remise en cause des prix agricoles mondiaux

Contrairement aux affirmations récentes des autorités du Chicago Board of Trade (CBOT), le groupe italien de négoce Ferruzzi a indiqué, le 3 août, qu'il poursuivait son action en dédommagement contre le marché aux grains américains. Le CBOT avait en effet, le 12 juillet, obligé Ferruzzi à liquider précipitamment les contrats d'achat qu'il détenait sur 23 millions de boisseaux de soja.

Le 12 juillet 1989, le Chicago Board of Trade, prenant une décision grave, pratiquement sans précédent : celle d'obliger un opérateur à liquider l'essentiel de sa position sur une échéance donnée en - l'occurrence juillet - afin d'éviter une crise majeure. Que cette affaire se passe sur le soja, produit qui fait l'objet d'un contentieux Europe-Etats-Unis devant le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) ; qu'elle oppose la nouvelle étoile du négoce international et de l'agro-industrie mondiale, l'italien Ferruzzi, au numéro un mondial du secteur, l'américain Cargill, tout cela ne fait qu'ajouter un peu de sel à une affaire qui pose en soi de graves problèmes d'éthique et d'écologie, qui remet en question l'intégrité des mécanismes de formation des prix agricoles mondiaux.

Revenons les faits : Le Chicago Board of Trade est le plus important marché à terme du monde. Malgré le développement de ses contrats financiers (bons du Trésor), il conserve des marchés agricoles très actifs dont les prix sont considérés par l'ensemble des opérateurs comme la base des prix mondiaux : grains, huile et tourteau de soja ; maïs ; et dans une moindre mesure blé. Avec plus de douze millions de contrats échangés en 1988, le CBOT a été le marché le plus actif du monde dans le domaine des matières premières, après celui portant sur le pétrole brut à New-York.

Le marché du soja a lui-même été très agité depuis deux ans. On se souvient, en effet, de la spéculation qui a frappé les Etats-Unis en 1988 : de 52 millions de tonnes en 1986 et en 1987, la production était passée à

41,8 millions de tonnes. Pour 1989 (récolte à l'automne), la production attendue est de 52 millions de tonnes. Néanmoins, l'approvisionnement du marché promet d'être extrêmement limité jusqu'à l'arrivée de la nouvelle récolte. Au niveau mondial, les stocks de clôture de grains (au 30 septembre) ne seraient que de 14,2 millions de tonnes, contre 20 millions de tonnes en 1988. En clair, durant cet été, les Etats-Unis auront un approvisionnement en soja à la limite de la rupture.

Crainte de pénurie

C'est dans ce climat de crainte de pénurie que commence notre affaire. Depuis avril 1989, le marché de Chicago se tenait, pour l'échéance juillet autour de 7 dollars le boisseau, un prix à mi-chemin des 11 dollars atteints en août 1988 au plus fort de la spéculation et des 4 dollars de moyenne de 1986 et de 1987. Sur un marché à terme, il ne se traite que du papier, et on l'habitude de dire. C'est oublier que chaque contrat traité, s'il est porté jusqu'à l'échéance, doit être honoré en marchandise à l'un des points de livraison du marché : Chicago ou Toledo. Normalement, les opérateurs qui restent en position dans les derniers jours d'existence d'une échéance sont justement ceux qui ont l'intention de procéder à un démontage physique de leur opération. C'est aussi sur ce type de situation que l'on peut rencontrer des manoeuvres d'étranglement de la part de certains opérateurs.

Début juillet, le groupe Ferruzzi se trouvait dans une position « longue » (c'est-à-dire des contrats d'achat) très importante sur l'échéance de juillet : 23 millions de boisseaux (1 boisseau = 27,216 kilos). Ferruzzi - c'est sa thèse - agissait essentiellement dans un but de couverture de ses besoins de trinitrotoluène et de négoce. Avec Central Soja (Etats-Unis et Canada), IOR (Italie) et Lesieur (France), le groupe italien détenait 8 % de la capacité mondiale de trinitrotoluène du soja.

Aux Etats-Unis, Central Soja, acheté il y a deux ans, est en troisième position, derrière Cargill et Archer-Daniels-Midland (ADM). Par ailleurs, Ferruzzi est devenu ces dernières années l'un des grands du négoce international des grains, traitant, dit-on, près de 25 millions de tonnes (soit à peu près la moitié de Cargill) et s'affirmant en 1988-1989 comme le principal fournisseur de l'URSS. Confronté à un problème de relative pénurie sur le marché physique, Ferruzzi avait donc l'intention de se faire livrer du soja sur le marché à terme. Que cette décision ait eu pour conséquence de faire monter un peu plus les cours de juillet est évident.

Les opérateurs « courts » (c'est-à-dire ayant vendu) pour partie en face de Ferruzzi pouvaient soit livrer la marchandise, soit chercher à racheter leur contrat. Pour livrer la marchandise, il fallait en trouver : les stocks disponibles à Chicago et à Toledo étaient limités (13 millions de boisseaux) et à 85 % sous contrôle de Ferruzzi. Il fallait donc aller plus loin, et la prime de transport devenait vite importante. Se racheter était difficile, puisque Ferruzzi n'était pas vendeur et voulait se faire livrer. Il y avait là un choc de logiques qu'il est difficile d'arbitrer : pour les uns, une saine couverture de ses besoins d'approvisionnement (23 millions de boisseaux) représentait quarante-cinq jours d'approvisionnement (de Ferruzzi) ; pour les autres, une dangereuse menace de « Squeeze » (1) par un gros opérateur. Contre cette dernière thèse, joue le fait que Ferruzzi a clairement annoncé, et depuis longtemps, ses intentions. En général, les opérateurs en position sur la dernière échéance connaissent le risque qu'ils prennent de devoir éventuellement s'écarter en physique. Squeeze, peut-être ; contre-squeeze pourquoi pas ! De toute manière, c'est la chose assez courante sur les marchés à terme.

Ce qui l'est moins, c'est la suite. Le 12 juillet, le conseil du CBOT ordonnait la liquidation progressive des positions spéculatives à 3 millions de boisseaux, et ce afin de limiter à l'échéance les positions maximales à un million de boisseaux. Cela voulait dire en clair que Ferruzzi devait

lâcher ses positions en quelques jours sur le marché du papier. Cela saurait les « courts » en face de l'italien, et ceux-ci pouvaient même espérer une baisse des prix. Malgré ses protestations, Ferruzzi dut s'exécuter : le 5 juillet, qui cotait 7,76 dollars le 5 juillet et 7,26 dollars le 11, devait descendre à 6,86 le 12 et clôturer à l'échéance du 20 juillet à 6,88 dollars le boisseau. Les échéances d'août et même de septembre étaient, elles aussi, entraînées à la baisse. Pour Ferruzzi, la perte potentielle s'élevait à quelque 10 millions de dollars (63 millions de francs), sans compter la nécessité de rechercher de nouvelles contreparties sur un marché, on l'a vu, très étroit.

Le fait du prince

En caricaturant un peu, la décision du CBOT revient à changer les règles d'un jeu en cours de partie. Certes, des problèmes se profilaient à l'échéance : et alors ? C'était là un risque connu par ceux qui étaient en position. A partir du moment où l'on accepte le principe du lien entre le physique et le papier (et le vice versa) la position de Ferruzzi, peut-être excessive, est parfaitement cohérente. Elle pose le problème d'un fait du prince, secondaire s'il ne s'agit que d'un marché local, très grave dès lors qu'on parle d'un marché mondial.

Stations de travail : Philips s'allie à Sun et Hewlett-Packard à Samsung. - Ebulition dans les stations de travail. A vingt-quatre heures d'intervalle, deux accords importants viennent d'être signés. Quelques heures après avoir racheté son corvettisme Apollo et s'être hissé en tête des constructeurs de stations de travail, l'américain Hewlett-Packard annonce qu'il transférera sa technologie au coréen Samsung pour fabriquer des stations de travail bas de gamme que les deux firmes commercialiseront. Cette nouvelle, qui concerne la reconnaissance de Samsung sur la scène informatique internationale, laisse prévoir une bataille de prix sur le marché prometteur des

La plupart des intervenants l'ont bien compris, qui, d'Exportkleb, la centrale d'achat soviétique, ou de Cerdi Food, son homologue chinoise à REFCO, le plus important broker américain sur les marchés à terme ou aux producteurs américains de soja, ont protesté contre la décision des dirigeants du CBOT. Celle-ci a fait l'objet d'une audition de la commission agricole du Sénat alors même que ce dernier auditionne l'agence fédérale chargée du contrôle des marchés à terme (CFTC) pour le renouvellement de son mandat de deux ans. C'est que, au-delà de Ferruzzi même, l'affaire est grave.

Peu à peu, l'ensemble des systèmes agricoles se sont orientés vers des modes de régulation libéraux, limitant le rôle du contrôle public et augmentant au contraire celui du marché. Ce qui est arrivé là est une atteinte à l'édifice de confiance sur lequel se bâtissent les prix internationaux. Quelles garanties de contrôle et d'intégrité aurons-nous lorsque les marchés fonctionneront en continu au travers d'un réseau d'écrans répartis dans le monde entier, autour d'un « Big Brother » situé à Chicago ou Londres, mais aussi aux Bermudes ou à Zug ?

PHILIPPE CHALMIN, sociologue, directeur national des arts et métiers.

(1) Lorsque les opérateurs « courts » ne peuvent livrer à l'échéance et doivent acheter à un cours très élevé.

Fen vert pour la première centrale nucléaire indonésienne

Le président Suharto a donné son accord, le 8 août, pour la construction de la première centrale nucléaire d'Indonésie, qui sera implantée sur l'île de Java. Cette centrale de 600 mégawatts, dont la localisation précise n'a pas été fixée, devrait être opérationnelle d'ici à l'an 2000. L'Indonésie dépend actuellement du pétrole et du charbon pour faire face à une demande croissante d'électricité.

Des sociétés européennes - la française Framatome et la firme allemande KWU Siemens - sont sur les rangs pour participer à la construction de cette centrale, en concurrence avec plusieurs compagnies américaines, canadiennes et japonaises.

Le groupe ACCOR va participer au développement du tourisme saharien

ALGER (AFP). - La société Pansea, filiale du groupe hôtelier français ACCOR, va s'associer à la Société algérienne de tourisme saharien (SATS) pour la création d'une dizaine de relais sahariens en Algérie, de quatre-vingts à cent vingt chambres chacun, et-on apprît le 8 août à Alger. La SATS assurera la commercialisation sur le marché international de ces relais en s'appuyant sur le système de réservation d'ACCOR. L'Algérie, qui bénéficie d'un potentiel touristique important mais mal exploité, a décidé ces derniers mois de rénover et d'agrandir ses structures d'accueil en associant le secteur public à des partenaires étrangers, chargés notamment de la gestion des hôtels et de la commercialisation des produits touristiques sur le marché international. Des accords ont déjà été signés avec Pullman International, filiale des Wagons-Lits, et Hilton International.

Le regroupement dans les assurances

(Suite de la première page.)

C'était avant la suspension de cotation demandée par Suez en raison du différend né du rachat par Victoire du numéro deux de l'assurance allemand, Colonia.

C'est cette dernière affaire qui a mis le feu aux poudres entre les dirigeants du groupe financier et le M. Jean-Marc Vernes, président depuis juin de la Compagnie industrielle où il remplace M. Jack François.

Pour comprendre cet imbroglio de participations croisées, il faut rappeler que M. François, l'un des artisans de la réussite de Suez, avait pris soin, avant la nationalisation du groupe en 1981, d'en sortir sa filiale assurance Victoire. Après 1981, il avait ainsi pu en conserver le contrôle grâce à un holding, la Compagnie industrielle, regroupant quelques amis (dont Dassault et l'Air Liquide). Suez nationalisé puis privatisé conserva ses participations dans Victoire, mais il était entendu que M. François y gardait le pouvoir. Lorsqu'en juin ce dernier passa son fauteuil à M. Jean-Marc Vernes, banquier président de la Banque industrielle et commerciale du Marais et de Beghin-Say, il apparut vite que les relations entre cet homme d'affaires (proche du RPR) et les dirigeants de Suez ne seraient plus aussi faciles.

La première place en Europe

M. Vernes exposa rapidement un plan de développement qui devait mener le groupe Victoire à une position de premier plan en Europe. Pour y parvenir, il entama plusieurs négociations dont l'une aboutit fin juillet à l'achat par son groupe de Colonia à la banque privée Sal. Oppenheimer. Cette acquisition, dont les milieux financiers estiment qu'elle se monte à une dizaine de milliards de francs, donna lieu à quelques accrochages entre les dirigeants de Suez et M. Vernes. Les premiers estimant que le second, à l'occasion de cette opération, cherchait à se marginaliser au sein du capital de Victoire. Les vainqueurs de la bataille de la Générale de Belgique ne pouvaient se laisser transformer en « partenaires dormants ». Il ont décidé de faire trancher le différend avec M. Vernes - par le mar-

ché - dans le cadre d'une OPA géante.

Pour Suez, au-delà de la simple péripétie Colonia, il s'agit bien de développer ses activités d'assurance au moment où tous les banquiers français cherchent des alliances dans ce secteur. Pour M. Vernes, il s'agit de sauvegarder l'indépendance de Victoire qu'il a hérité de M. Jack François.

Pour y parvenir, il affirme qu'il peut compter sur des amis sûrs : ses partenaires dans la Compagnie industrielle tout d'abord (seuls 25 % du capital sont dans le public), ses amis italiens, via son actionnaire dans Beghin-Say, Ferruzzi (qui

contrôle également la compagnie d'assurance italienne La Fondiaria), et d'autres capitalistes français dont la Navigation mine. Parfois, l'un des soutiens de Ferruzzi en France, pourrait se mettre également de la partie.

Les autorités, conseil des Bourses de valeurs et commission des opérations de bourse, devraient donner leur aval vendredi 8 août.

L'affaire promet d'être longue et de donner lieu à diverses contre-offensives, les deux protagonistes s'appuyant chacun sur une trésorerie et des alliés de poids. Elle relancera également, à n'en pas douter, le débat sur l'émergence de la « banque-assurance ».

DIDIER POURQUERY.

Suez, un groupe financier et industriel

Avec des fonds propres atteignant fin 1988 quelque 38 milliards de francs, des bénéfices de 2,7 milliards et un résultat net positif attendu de 3,6 milliards de francs en 1989, le groupe Suez est devenu, depuis l'absorption de la Générale de Belgique, un ensemble alliant les activités purement financières à des participations industrielles importantes. Environ 48 % de ses actifs sont concentrés dans la banque et l'assurance, 42 % dans l'industrie et 12 % sur les placements.

Dans la banque, outre Indosuez, le groupe possède La Hénin et CréditSuez (crédit immobilier), Sofinco (crédit à la consommation), la Banque parisienne et la Banque Monod. Dans l'industrie, il détient surtout les activités apportées par la Générale de Belgique et des participations significatives dans la Lyonnaise des Eaux, Saint-Gobain, Bouygues et Accor.

Dans l'assurance, il ne contrôle, en dehors de sa participation de 30 % dans Victoire et 18,5 % dans la Compagnie industrielle, que 18 % des Assurances générales de Belgique (via la SGB) et 66 % dans La Hénin Vie. Mercredi matin, après l'annonce de l'OPA sur Victoire, l'action Suez perdait 5,4 % à la Bourse de Paris.

Victoire, sixième assureur européen

Sous l'enseigne bien connue d'Abelie, Victoire est depuis son accord du 28 juillet avec Colonia le deuxième assureur privé français derrière l'UAP, et le sixième, tous secteurs confondus en Europe (voir le Monde du 29 juillet).

En 1988, son chiffre d'affaires a atteint 18,9 milliards de francs (dont 20 % en Espagne, en Italie et en Belgique), et son bénéfice net est de 1,4 milliard de francs. Le réseau de participations qui contrôle le groupe est complexe et fragile : outre des participa-

En hausse de 6,7%

Le budget du ministère de l'Industrie traduira en 1990 la priorité donnée à la technologie

En hausse de 6,7 % à 17,5 milliards de francs (1), le budget du ministère de l'Industrie pour 1990 reflète la priorité gouvernementale décidée en faveur de la recherche. Les entreprises et l'Etat en France dépensent au total par an 25 milliards de francs de moins qu'en RFA (0,5 point du PIB) en la matière, et un rattrapage s'impose. C'est pourquoi le budget civil de recherche et développement (BCRD), enveloppe qui englobe les crédits des divers ministères concernés, devra croître de près de 7 % en 1990. Pour sa part, le ministère de l'Industrie verra ses crédits affectés à la recherche industrielle gagner 9,2 % (5,5 milliards).

Plus d'argent pour mieux le distribuer. M. Roger Fauroux entend concentrer ses interventions sur deux modes : l'un direct autour des grands projets technologiques, l'autre indirect autour des PMI.

Les « grands projets » bénéficieront en 1990 d'environ 550 millions.

Il s'agit de cinq dossiers précis : la télévision haute définition, les composants électroniques du futur (projet JESSI), le moteur propre, le train à grande vitesse de troisième génération et les nouveaux matériaux. L'Etat doit ici intervenir directement, comme cela se fait dans les autres pays, à commencer par les Etats-Unis, tantôt pour « conforter un pôle d'excellence » comme la TGV, tantôt, au contraire, pour combler un retard comme pour la télévision haute définition (TVHD). Pour ces dossiers, ce sont d'abord les grandes entreprises qui sont concernées.

En revanche, pour les PMI, le ministère veut de plus en plus passer par l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), qui a fait ses preuves. Les autres procédures d'intervention (Fuce, Meca...) devant être rationalisées et concentrées, l'Etat apparaîtra de moins en moins en prise directe.

« Nous avons voulu marquer une inflexion vers la recherche industrielle et les grands programmes technologiques », explique-t-on au ministère. La politique dite sectorielle n'est pas abandonnée, comme le souhaitait M. Alain Madelin, ministre de M. Chirac et prédecesseur de M. Fauroux. Elle ne passe plus par ces « grands plans » de l'après-1981 (plan machine-outil, plan filière électronique...) mais par des actions essentiellement technologiques diffusées sur le terrain en général par l'ANVAR. On devrait l'observer avec diverses mesures attendues en septembre en faveur de la pharmacie, puis en faveur du textile un peu plus tard.

E. L. B.

(1) Dépenses ordinaires et autorisations de programmes.

REPÈRES

Paielements courants

Réduction du déficit en RFA

Pour la première fois en deux ans, l'Allemagne fédérale a attiré en juin plus de capitaux à long terme qu'elle n'en a exportés, selon la Bundesbank. Ce renversement de tendance s'explique par la conjoncture florissante de l'économie ouest-allemande et surtout par la levée définitive de la retenue à la source sur les profits de l'épargne, annoncée début mai par le ministre des finances, M. Theo Waigel, en avril dernier.

La RFA a ainsi dégagé un excédent de 1,7 milliard de deutschemarks (5,7 milliards de francs) dans ses échanges de capitaux à long terme en juin, précise la Bundesbank. Conjugués aux performances de sa balance courante, cette évolution a permis à la RFA de réduire à 2,01 milliards de deutschemarks le

déficit de la balance des paiements en juin, contre plus de 5,8 milliards en mai.

Croissance

Ralentissement à Singapour

Le produit intérieur brut de Singapour s'est accru de 9 % en rythme annuel au second trimestre 1989, a indiqué mardi 8 août le ministère de l'Industrie et du commerce dans son rapport trimestriel. La croissance reste inchangée par rapport au trimestre précédent (+ 9,2 %). Elle s'inscrit toutefois en recul par rapport aux 11 % enregistrés au second trimestre 1988.

L'activité modérée du secteur manufacturier (+ 8 % en rythme annuel au second trimestre 1989 contre + 22 % durant la même période de 1988), due aux moindres performances de l'industrie électronique, a contribué à ce ralentissement, indique le rapport.

INSOLITES

Bacchus en contre-feu

L'actualité peut aider à faire feu de tout bois. Les vigneron de Banyuls-sur-Mer, effrayés par l'ampleur des incendies de forêts (45 000 hectares passés par les flammes cet été), ont voulu souligner que la vigne joue un rôle important dans la lutte contre les incendies. Ils ont mis en vente une cuvée spéciale d'un millier de bouteilles baptisées « Parfeu », en accolant sur les étiquettes un texte rappelant que les plantations de vigne sont un des moyens pour éviter la propagation du feu.

Celui-ci, indique-t-on dans les services forestiers, saute difficilement les pièges de vigne et les plants eux-mêmes brûlent peu, les feuilles étant gorgées d'eau.

أحمد بن محمد

Marchés financiers

Sir James Goldsmith lance l'assaut sur BAT avec des « obligations de pacotille »

Menacée de s'enliser dans les méandres des recours juridiques, l'OPA gâchée déclenchée sur BAT (le Monde du 13 juillet), l'ancien milliardaire Sir James Goldsmith, le financier franco-britannique, initiateur de cette gigantesque opération, a très officiellement lancé l'assaut, mardi 8 août à Londres, en présentant son plan de campagne, autrement dit de financement.

Le consortium Hoylake, constitué à cet effet et qui compte notamment parmi ses actionnaires, outre Sir James via le holding Anglo Group, deux autres grands financiers internationaux, MM. Jacob Rothschild et Kerry Packard, propose de régler les 13,4 milliards de livres (environ 140 milliards de francs) de l'OPA (montant jamais égalé en Europe), soit 878 pence par action (contre 850 pence précédemment), avec un paiement, ou presque, du « papier » gagé sur les actifs du conglomérat convoité, une procédure inédite à la City de Londres.

Ainsi Hoylake offre de verser, pour chaque paquet de 1 000 actions ordinaires BAT, 4 250 livres de *secured notes*, autrement appelées obligations de pacotille (*junk bonds* aux États-Unis), garantis sur les recettes tirées de la revente ultérieure d'actifs BAT, et 4 182 dollars de titres subordonnés au remboursement du principal et des intérêts des *secured notes*, soit au total l'équivalent de 684 pence par action. Les 194 pence par action restant seront représentés par 347 actions Anglo Group (principal actionnaire de Hoylake), à remettre aux souscripteurs.

Pas question dans tout cela du moindre versement en liquide. Pour faire passer la pilule, les attaquants de BAT ont présenté, comme garantie supplémentaire d'honorabilité, une nouvelle liste de partenaires financiers décidés, outre la Banque Paribas, Pargess Luxembourg et General Electric of UK, à placer des capitaux dans Hoylake. Elle comporte vingt-trois noms nouveaux, assez prestigieux, tels ceux du duc de Beaufort, de M^{me} Barbara Flock, membre de la célèbre famille d'industriels allemands, de M. Wil-

liam E. Simon, ancien secrétaire américain au Trésor, et de M. Ted Field, membre d'une famille industrielle américaine créatrice d'une chaîne de grands magasins revendus à BAT.

En clair, Sir James réfute l'accusation lancée contre lui de vouloir racheter BAT en usant du dangereux procédé des obligations de pacotille. Il veut faire vite et bien. Un an au plus sera, selon lui, nécessaire pour rembourser les titres émis par la cession d'actifs BAT. Mieux : à l'issue de l'opération, le taux d'endettement de BAT devrait être inférieur à ce qu'il est actuellement.

Pour vaincre les dernières réticences, Sir James a promis aux souscripteurs qu'ils pourraient, en cas de besoin, revendre les titres de dette subordonnée à Drexel Burnham Lambert ou à Bankers Trust International, deux établissements américains spécialistes des transactions sur les *junk bonds*, qui se sont engagés à en assurer la liquidité. Mais le financier franco-britannique n'a toutefois pas dissimulé que la principale difficulté de l'opération n'était pas vaincue. Elle consiste à tourner l'obstacle américain.

BAT possède en effet parmi ses filiales une compagnie d'assurances aux États-Unis, Farmers. Et de l'autre côté de l'Atlantique, tout changement de nationalité dans l'actionnariat principal est soumis à « feu vert » des autorités locales. La direction de Farmers n'étant d'autre part pas décidée à changer d'actionnaire principal, les juristes américains pourraient bien faire traîner les choses assez longtemps, trop longtemps au gré de Sir James.

Néanmoins, le financier franco-britannique n'est pas à court d'idées. Il possède un atout dans sa manche. L'un de ses nouveaux partenaires financiers, M. William E. Simon, s'est déclaré tout prêt à racheter Farmers si l'OPA sur BAT réussissait.

Tous les obstacles sont-ils levés ? La Bourse de Londres ne semble pas, elle, très chaude. L'action BAT s'est négociée 843 pence mardi (contre 847 pence la veille).

A. D.

Selon la CGT

Un armateur américain serait prêt à racheter le chantier naval de La Ciotat

La fédération de la métallurgie CGT a révélé le 8 août qu'un groupe maritime américain Lexmar avait tenté de prendre contact avec le gouvernement français pour mettre au point une solution industrielle de reprise du chantier naval - en liquidation - de La Ciotat. Cet armateur aurait même avancé l'idée de faire construire en France plusieurs dizaines de navires.

Mais à ce jour, les responsables du groupe américain n'ont pu être repérés ni par M. Roger Fournier, ministre de l'Industrie, ni par M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions.

On confirme dans l'entourage des deux ministres être au courant de la démarche de cet armateur mais, soucieux de diminuer le volume des aides publiques à la construction navale, on reste très prudent voire sceptique sur son caractère crédible, en l'absence de détails financiers, juridiques et industriels. On s'en tient à l'accord social et industriel signé le 8 juillet entre M. Chérèque, les syndicats et les collectivités locales - mais décliné à mettre en œuvre - pour la réutilisation du site de La Ciotat, où M. Bernard Tapie, entrepreneur, doit construire un chantier de bateaux de plaisance (le Monde du 11 juillet).

NEW-YORK, 8 août ↑

Tout proche des 2 700 points

Malgré quelques prises de bénéfices effectuées dans la foulée de la forte hausse de lundi, la Bourse de New-York a encore amélioré ses positions, grâce notamment au coup de foudre donné par diverses OPA. L'indice Dow Jones a été plus très loin de son record atteint le 24 août 1987, quel-ques semaines avant le fameux krach. Il frôlait mardi les 2 700 points, à 2 699,16, en hausse de 4,17 points. Dans un marché très actif avec quelque 202 millions de titres échangés, on décomptait huit hausses pour sept baisses. La nouvelle et légère détente sur les taux d'intérêt des bons du Trésor a tenu une part importante aux actions. La tension sur les coûts salariaux (augmentation de 0,8 % des salaires horaires en juillet après deux mois de stabilité) invitait toutefois à la prudence. Les compagnies aériennes, commandées par l'OPA sur UAL et la perspective d'OPA sur Midway, ont donc stimulé la cote. UAL, qui avait progressé de 46,50 dollars lundi après le lancement par le milliardaire californien Marvin Davis d'une OPA pouvant dépasser 4 milliards de dollars, a encore gagné 8 points à 218 7/8. Midway, dont le groupe métallurgique annonce d'ouvrir 5 % de capital, a également monté. En revanche, LSI, après l'annonce d'un plan de participation initiale de 12 % par le financier Warren Buffett, a chuté 17/8 dollars à 111/8.

VALEURS	Cours de 7 août	Cours de 8 août
Alcoa	72 3/4	74
A.T.	40 3/8	40 3/8
Bausch & Lomb	32 1/2	32 1/2
Chrysler	39 1/8	39 1/8
Du Pont de Nemours	119 1/2	119 1/4
Eastman Kodak	46 1/8	47 1/8
Exxon	46 1/8	47 1/8
Ford	50 3/8	50 1/4
General Motors	46	44 3/4
Goodyear	65 3/8	65 5/8
IBM	115 1/8	115 1/8
LEH	11 1/8	12
Shell Oil	52 3/8	52 3/8
Pfizer	64 7/8	64 7/8
Procter & Gamble	53 1/8	53 1/8
U.S. Steel	21 1/8	21 1/8
Union Carbide	36 1/8	36
Westinghouse	72 1/4	70
Yale Corp.	67 3/4	67 3/4

LONDRES, 8 août ↑

Le krach effacé

Grâce à une nouvelle séance de hausse, la Bourse de Londres a retrouvé, mardi, son calme d'avant le krach de l'automne 1987. L'indice Footsie a terminé la journée sur une hausse de 6,6 points, à 2 348,1, en dépit de prises de bénéfices enregistrées dans le courant de la séance. L'indéfini des sous-entendus en particulier dans le secteur chimique et pharmaceutique, où Glaxo a gagné 21 points à 138 et ICI 18 à 128.

Le conglomérat Grand Metropolitan a progressé de 6 pence, à 624, après l'annonce de sa décision d'acheter United Utilities, la chaîne de restaurants « fast food » Wimpy et les pizzerias Pizzaland.

Les titres des magasins ont souffert de l'annonce de la nette réduction des ventes de détail en Grande-Bretagne en juin. Le conglomérat BAT a perdu 1 penny à 847, après la publication par le consortium Hoylake Investments du document officiel d'offre au sujet de son OPA record de 13 milliards de livres sur BAT. La compagnie irlandaise d'aviation Jetair Services a chuté 26 pence, à 559, à la suite de prises de bénéfices. Les fonds d'Etat étaient fermes en raison du redressement du sterling.

FAITS ET RÉSULTATS

• Démission du président de Wang, fils du fondateur. - M. Frederick Wang, le fils du mytique fondateur de l'entreprise du même nom, M. An Wang, qui lui avait légué les rênes en novembre 1986, a démissionné de son poste de président lundi 7 août, quelques jours après l'annonce de pertes énormes (le Monde du 3 août). Wang, une des success stories de l'informatique américaine chouchoutée par Wall Street, doit parvenir à un accord avec les banquiers pour restructurer une dette à court terme qui vient à expiration jeudi 10 août. La Bourse a suivi le départ de M. Frederick Wang par une hausse de 1 dollar du titre, à 6,625.

• OPA audacieuse sur les restaurants américains Jerrico. - Le groupe américain de restaurants Jerrico, qui exploite notamment l'enseigne Long John Silver Seafood Shoppes (poissons et crustacés), a accepté l'OPA lancée récemment par deux groupes d'investisseurs new-yorkais, Castle Harlan et DIS-Investments. Ces groupes, qui possèdent chacun de petites chaînes de restaurants, proposent 24,25 dollars par action Jerrico, soit environ 620 millions de dollars pour l'ensemble du groupe.

• Baisse de 60 % du bénéfice semestriel pour Kodak. - Le groupe américain de matériel de photographie Eastman Kodak annonce un recul de 60 % de son bénéfice net à 260 millions de dollars (1,6 milliard de francs) pour le premier semestre de 1988 et un

PARIS, 8 août ↑

Encore bien orienté

Redevenue indécise, mercredi en début de séance, la Bourse de Paris s'est rapidement réorientée. La progression des cours a repris, à moindre allure que la veille (+ 0,84 %), certes, mais assez pour relever sensiblement les divers indices. Dans l'après-midi, l'indicateur instantané enregistrerait une nouvelle avance de 0,37 %. En quarante-huit heures, la Bourse a monté de 1,3 %, se rapprochant ainsi très près de ses plus hauts niveaux historiques atteints la semaine passée.

Selon les professionnels, le marché, qui risquait de s'essouffier après sa bonne prestation de la veille, a été encouragé à poursuivre sa progression par l'OPA de Suez sur la Compagnie Industrielle, visant à prendre le contrôle du groupe Victoire (voir d'autre part).

Cette opération préfigure-t-elle d'autres grandes manœuvres pont d'été, rue Vivienne, notamment dans le secteur des assurances ? Rien n'est moins sûr. Mais cette attaque est du goût de la Bourse, où les opérateurs s'efforcent de tirer parti des faiblesses financières existant entre les protagonistes. Ainsi l'indéfini d'un parti pris ALSP, qui par filiales interposées (Comptex et Suez) détient une participation dans la Compagnie Industrielle. En raison d'une forte détresse, la cotation d'ALSP a dû être réservée. Pour une raison identique, Navigation mise à déshonneur. L'effrit de contagion a joué et, par effrit, Drouot-Aumasson a tenu la vedette.

Apajours que la bonne tenue du Wall Street, après un récent glissement, a fait également très bonne impression sur le parquet.

De sorte que les ventes bénéficiaires, favorisées par la hausse de mardi, mais aussi par le retour au voisinage des plus hauts niveaux historiques, ont été assez abondamment absorbées. Une assez importante activité a régné, de l'avis des experts.

TOKYO, 8 août ↑

Légère hausse

Dans le sillage de Wall Street, la Bourse de Tokyo était en hausse, mercredi, dans un marché à l'activité assez faible. L'indice Nikkei a progressé de 99,79 points, à 3 489,27, après avoir gagné 129,10 points mardi. Les valeurs financières étaient notamment recherchées par les investisseurs étrangers.

Pendant une grande partie de la séance, l'ambiance était plutôt maussade. En fin de journée, des achats liés aux contrats à terme ont néanmoins fait progresser la cote.

Le vote dans la perspective de l'élection du nouveau premier ministre n'a provoqué aucune réaction sur le marché, constataient les opérateurs.

VALEURS	Cours de 8 août	Cours de 9 août
Asahi	750	748
Fuyo	1 700	1 710
Canon	1 810	1 820
Panasonic	2 820	2 780
Yamaha	1 380	1 390
Mitsubishi Electric	2 410	2 380
Mitsubishi Heavy	2 220	2 230
Fuyo Corp.	2 580	2 590
Toyota Motors	2 580	2 570

PARIS:

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Amstel & Amstel	470	470	Le grès de la mer	475	475
Amstel	240	240	Loisirs Investissement	285	285
B.A.C.	688	688	Locatim	278	278
S. Dancourt & Amstel	850	850	Mediastyle Média	207	207
B.C.M.	410	410	Mécanique	23 80	23 80
Bolton	948	948	Mécanique (basil)	202	202
Bolton Technologies	2270	2270	Novelle-Delmas	1200	1200
Bolton Lynd	880	880	Oben-Laguerre	330	330
Châles de Lynd	2270	2270	On. Gest. P.	475	475
Cibacem	755	755	Phenit	541	541
Cred	610	610	P.F.A. S.A.	548	548
CAI	145	145	Proteum (C. in & F.)	97 50	97 50
C.D.M.E.	1800	1800	Publicis. Riquart	834	834
C. Esp. Bat.	330	330	Rail	703	703
CEGID	785	785	SEF-Comptex	337	337
CELEP	280	280	St-Gobain Endolage	2245	2245
Champs d'Orpèr	700	700	St-Henri Méditerranée	230	230
C.N.M.	250	250	S.E.G.P.M.	815	815
Comptex	340	340	Supl	365 10	365 10
Comptex	1105	1105	Sélection des Lynd	111	111
Copie	451	451	S.E.P.	534	534
Dela	1470	1470	S.E.P.A.	1000	1000
Dupont	1250	1250	Selbo	540	540
Duval	531	531	S.M.T. Supl	324	324
Duval	208	208	Sodis	281	281
Edison-Belland	125 50	125 50	Supl	281	281
Edison-Belland	1165	1165	Thomson-Held. Lynd	230	230
Exxon	340	340	T.T. I	411	411
Exxon	485	485	Unilever	187	187
Exxon St. Laurent	364	364	Unilever France de P.	885	885
Exxon St. Laurent	316	316	Val de Cè	210	210
Exxon	335	335			
U.C.C.	254	254			
Me	287	287			
Macron	148 10	148 10			
PS	203	203			
PS	203	203			
La Compagnie Electric	285 50	285 50			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 8 août 1989

Nombre de contrats : 9 347.

VALEURS	PRIX d'exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Accor	768	26,50	46	-	-
CGE	440	16,20	24	8,45	-
ER-Asphaltes	520	9	14	31	-
Environnement SA-PLC	90	9	14	2,85	4
Lafarge-Capit	1 700	6,80	110	22	37
Nichelle	180	9	14,50	4,50	6,40
Nit	1 400	51	29	-	20
Pacifi	520	13,30	29	-	13
Pargess	820	32	105	5	-
Solel-Cabot	680	8,50	32	-	-
Société générale	520	14	24	-	22
Thomson-CSF	200	14	21	5	8,90
Suez Financ	1 600	92	30	-	7
Suez Financ	360	19,50	-	-	-

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 août 1989

Nombre de contrats : 57 110.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier	109,92	109,72	109,42
Précédent	109,56	109,36	109,06

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
108	1,89	-	0,02	0,43

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,4150 F =

Le marché des changes était très calme le mercredi 9 août, et le cours du dollar était quasiment inchangé par rapport à la veille contre les principales devises. Le billet vert s'échangeait à 6,4150 F contre 6,4195 F la veille à la cotation officielle. Le marché n'a pratiquement pas réagi à l'annonce d'un relâchement de la progression des crédits à la consommation aux États-Unis en juin.

FRANCFORT 8 août 9 août
Dollar (en DM) .. 1,860 1,870
TOKYO 8 août 9 août
Dollar (en yen) .. 120,25 120,85

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (9 août) .. 91/84 1/4
New-York (8 août) .. 17/83 1/2 1/4

BOURSES

PARIS (NSEE, base 100: 30-12-88)

7 août 8 août
Valeurs françaises ... 117,9 118,2
Valeurs étrangères ... 118,5 119,1
(SIF, base 100: 31-12-81)
Indice général CAC ... 582,6 583,6
(SIF, base 100: 31-12-87)
Indice CAC 40 ... 1 804,89 1 817,80
(OMX, base 100: 31-12-81)
Indice OMX 50 ... 586,42 518,91

NEW-YORK (Indices Financial Times)

Industrielles ... 2 694,99 2 699,17
Londres (Indices Financial Times)
Industrielles ... 1 957 1 962,3
Mines d'or ... 282,4 282,3
Fonds d'Etat ... 86,87 87,34

TOKYO 8 août 9 août
Nikkei Dow Jones ... 3 489,27 3 489,27
Indice général ... 1 604,70 1 605,91

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.
SE-IL	6,408	6,409	+ 5	+ 20	+ 20	+ 180 + 180
S. can.	5,454	5,474	- 173	- 132	- 317	- 280 - 282
Yen (100)	4,6110	4,6119	+ 140	+ 161	+ 275	+ 284 + 286 + 276
DM	3,377	3,3826	+ 51	+ 60	+ 180	+ 131 + 305 + 366
Francs	2,956	2,9993	+ 39	+ 52	+ 84	+ 101 + 236 + 286
FR (100)	16,172	16,1579	+ 78	+ 152	+ 142	+ 267 + 40 + 823
RS	3,922	3,9387	+ 56	+ 78	+ 146	+ 146 + 365 + 440
L (1 000)	4,095	4,7026	- 139	- 106	- 273	- 225 - 790 - 684
F. can.	10,393	10,4126	- 427	- 378	- 825	- 747 - 2330 - 2148

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	8 13/16	9 1/16	8 3/4	8 7/8	8 11/16	8 13/16	8 7/16	8 9/16
DM	7 1/4	7 7/8	7 1/8	7 1/4	6 7/8	6 7/8	6 7/8	7 1/8
FR (100)	8	8 1/2	8 1/4	8 1/4	8 9/16	8 1/4	7 1/4	7 1/2
ES	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 1/4	7 1/16	7 3/16	6 7/8	7
L (100)	11 1/2	12 1/2	11 3/4	12 1/4	11 7/8	12 3/8	12 1/2	12 1/2
F	13 11/16	13 15/16	8 13/16	8 1/8	8 13/16	8 7/8	9 13/16	10 1/16
F 2mm	9 1/16	9 5/16	9	9 7/8	9	9 1/8	8 15/16	9 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin

BOURSE DU 9 AOÛT

Réglement mensuel																								
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS									
Compte	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	%	Compte	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	%	Compte	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	%	Compte	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	%	
5706	C.A.E. 25 *	3700	3740	3745	- 0.45																			
1125	B.A.P. T.P.	1090	1095	1095	+ 0.44																			
1232	C.C.F. T.P.	1190	1200	1180																				
1137	Chât. Lys. T.P.	1147	1150	1150	+ 0.25																			
1200	Chât. Lys. T.P.	1840	1840	1830	- 0.54																			
1210	Chât. Lys. T.P.	1830	1830	1830	- 0.73																			
1240	Chât. Lys. T.P.	1235	1235	1235	+ 0.52																			
1250	Chât. Lys. T.P.	1235	1235	1235	+ 0.52																			
740	Chât. Lys. T.P.	787	785	785	- 0.13																			
610	Chât. Lys. T.P.	817	825	820	+ 0.32																			
2090	Chât. Lys. T.P.	2091	2091	2091																				
5700	A.S.P. 1.1	435																						
2540	Ag. 1.1	5770	5770	5770	+ 0.37																			
1010	Ag. 1.1	1077	1075	1075	- 0.09																			
1010	Ag. 1.1	851	851	851																				
30	Ag. 1.1	30	30	30																				
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			
310	Ag. 1.1	362	364	365	- 1.14																			

Comptant (reflection)

[illegible]

SICAV

VALEURS		VALEURS		VALEURS		
Emission Frans Incl.	Rachet net	Emission Frans Incl.	Rachet net	Emission Frans Incl.	Rachet net	
A.A.A.	1030 80	France-Incl. Slow	111 12	Procter	685 80	675 53
Actia	2065 10	France-Invest.	451 25	Pratic. Payments	259 40	250 15
Action France	595 08	France-Obligat.	459 85	Pratic. Inception	737 38	738 91
Actioban	578 08	France	457 70	Placements A	1181 18	1181 16
Actioban electronic	675 08	France-Fin	123 24	Placements cr-Trans	7484 72	7484 72
Actioban	622 70	France-Midgts	122 85	Placements J	5881 67	5881 67
A.F. Actions Inc-CP	1098 70	France-Associates	27 80	Placements Premier	8378 85	8378 85
A.F. 6000	684 31	France-Europe	39 24	Platinium	118 18	112 11
A.F. 650	1061 17	France-Fin	34 04	Platinium Obligat.	10740 48	10720 78
A.F. 6500	222 22	France-Incl.	10370 02	Polynesian Council	118 08	118 08
A.F. 6500	122 22	France-Incl.	267 81	Pol-Associates	2282 08	2282 08
A.F. 6500	122 22	France-Incl.	836 57	Quartz	128 13	123 02
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	31 45	Racine	139 38	133 93
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	429 13	Racine Transp.	5545 05	5491 14
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	574 37	Reams Text	1171 11	1153 80
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1174 62	Reams Text-Edm.	947 17	804 22
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1172 48	St-Honard Hotel	288	274 94
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall	234 24	234 26
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	624 42	587 51
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	545 81	517 81
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1893 37	1816 00
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1579 98	1579 98
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	1819 04	1819 04
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	542 18	521 33
A.F. 6500	1067 10	France-Incl.	1088 47	St-Honard Mall-Fin	15	

	Cours	Dernier	Fusion
			Fission
		

[illegible]

Marché libre de l'or

[illegible]

.....	370 10
.....	65 20

Argentine-Rosario	949 29	3386 78	Marcello-Leonopoli	1229 12	1222 06	Volog	1663 27	1651 52
Bahreïn-Rascht	1294 65	1950 59	Moscou	1248 12	1239 24	Yamalo	41438 92	41418 21
Banque-Cluj	200 12	124 74	Old Association	321 44	319 29	Yekater	22862 02	22858 98
Banque-Clujina	1189 58	1076 94	Oldio-Riojan	8597 10	8189 35			
Banque-Cluj	1432 65	1361 57	Oldio-Riojan	9393 44	9334 92			
Banque-Hilari	470 19	457 52	Oldio-Riojan	154 23	152 05			
Banque-Hilari	1191 21	1179 42	Oldio-Riojan	1100 14	1089 94			
Banque-Leandri	1142 37	1166 10	Oldio-Riojan	10846 17	10548 17			
Banque-Leandri	1237 27	1198 59	Oldio-Riojan	1238 10	1224 76			
Banque-Leandri	8835 52	8304 63	Oldio-Riojan	5269 01	5718 68			
Banque-Leandri	11009 12	11008 12	Oldio-Riojan	16161 63	16129 37			
Banque-Leandri	263 66	224 73	Oldio-Riojan	131 12	126 16			
Banque-Leandri	1 13	1 06	Oldio-Riojan	576 35	562 05			
Banque-Leandri	3204 21	3786 94	Oldio-Riojan	92	91 88			
Banque-Leandri	267 60	266 97	Oldio-Riojan	176 08	173 22			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا عن الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	COMMUNICATION	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Israël considère la Croix-Rouge comme la meilleure filière pour négocier. - Il y a quinze ans : les derniers jours de Richard Nixon à la Maison Blanche. 5 La fuite des réfugiés est-allemands en RFA.	6 La justice outre-mer : II - Tahiti, loin, si loin de la sérénité.	7 L'installation d'un entrepôt de déchets nucléaires dans l'Alaï. - Columbia et Ariane ont décollé sans encombre. 8 Les incendies de l'été. - Les accidents de la mer se multiplient. - Le ministre à la prison des Baumettes.	8 Cinq candidats pour la présidence d'A2 et de FR 3.	14 Chine : les conséquences de la répression. 15 L'OPA de Suez sur Victrola. - Le budget du ministère de l'Industrie. 16 L'assaut de Sir Goldsmith sur BAT. 16-17 Marchés financiers.	Abonnements 8 Agrégations 12 Annonces classées .. 10 à 12 Carnet 12 Météorologie 9 Mots croisés 9 Radio-Télévision 15	Les résultats des grandes écoles : 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tazes LM

GRÈCE : les socialistes mis en cause à propos du « marché du siècle »

Une commission d'enquête va examiner les conditions d'acquisition d'avions français et américains

ATHÈNES
de notre correspondant

Le Parlement grec a adopté à l'unanimité, dans la nuit du 8 au 9 août, la proposition faite par les députés conservateurs de la nouvelle démocratie de créer une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions d'acquisition par le gouvernement de M. Papandréou de quarante F-16 américains, ainsi que l'achat de trois cents sept missiles français Magic-2.

Ces achats, qualifiés de « marché du siècle » à Athènes, ont été effectués lors de la première législature (1981-1985) du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique), alors que le premier ministre, M. Andréas Papandréou occupait le ministère de la Défense. Les contrats définitifs ont été signés en juillet 1985 pour les F-16 et en janvier 1987 pour les Magic-2.

Le représentant parlementaire du groupe socialiste, M. Yannis Haralambopoulos, ministre de la Défense de 1985 jusqu'au 18 juin dernier, a déclaré que le PASOK voterait en faveur de la création de la commission d'enquête, car les socialistes « n'avaient rien à cacher ». Il a condamné la tentative de « désinformation » et la stratégie des conservateurs consistant à « trainer dans la boue » le PASOK, dans la perspective des prochaines élections, prévues au plus tard pour le 5 novembre.

Les douze membres de la commission disposent d'un délai de trois semaines pour déterminer s'il y a lieu de recourir à la loi sur la responsabilité des ministres, permettant d'engager des poursuites pénales contre M. Papandréou notamment. Tel est l'objectif déclaré de la Nouvelle Démocratie.

Dialogue de sourds, bataille de chiffres, les députés ont discuté pendant six heures du prix des appareils, des procédures d'achat, des types d'avions et des différents systèmes d'armement et de protection. Il ne s'agit pas du « marché du siècle » mais du « scandale du siècle », le plus grand de tous les scandales socialistes, a souligné le rapporteur conservateur Yannis Palaiochrassas. La Grèce a perdu, selon lui, 260 milliards de drachmes environ (1,6 milliard de dollars) dans cette affaire, c'est-à-dire « le pain gratuit pour tous les Grecs, pendant trois ans ». M. Palaiochrassas a indiqué que les prix d'offres proposées en 1981 par Dassault et General Dynamics étaient de 94 millions de francs français pour chaque Mirage et 15,5 millions de dollars pour chaque F-16, alors que les prix d'achat se sont élevés respectivement à 192,1 millions de francs français et à 23,2 millions de dollars.

Le député a encore accusé les responsables socialistes d'avoir perdu 151 millions de dollars en préférant conclure directement avec la firme américaine plutôt que d'accepter un accord d'Etat à Etat avec les Etats-Unis, qui ouvraient des conditions avantageuses de crédit. A propos de l'achat des missiles Magic-2, dans lequel l'homme d'affaires Georges Louvaris, ami personnel de M. Papandréou, est accusé d'avoir touché une commission, M. Palaiochrassas a soutenu qu'il aurait été préférable d'acheter des missiles américains Sidewinder, moins coûteux.

« Un choix politique »

Le président de la Nouvelle Démocratie, M. Konstantinos Mitsotakis, a critiqué la décision d'acquiescer deux types d'avion plutôt qu'un seul, le F-16. Cela a coûté au Trésor 500 millions de dollars, a-t-il dit, en ajoutant qu'il renégocierait l'achat des Mirage avec Dassault s'il remporte les prochaines élections.

Pour le rapporteur socialiste Georges Moraitis, les prix définitifs de mars 1985, qu'il a uniquement donnés en dollars, étaient de 19,5 millions de dollars pour chaque Mirage et de 23,2 millions de dollars pour chaque F-16. Les conservateurs lui ont reproché à propos du prix des Mirage de jouer avec le taux des

devises entre le franc et le dollar. M. Haralambopoulos a déclaré, pour sa part, que les avions proposés au départ par les fabricants et ceux achetés étaient « totalement différents » et qu'il était impossible de les comparer. La différence tient notamment aux diverses options, aux systèmes de soutien et de protection très onéreux qui ont été choisis pour répondre aux besoins nationaux grecs.

M. Haralambopoulos a par ailleurs souligné que le choix de deux types d'appareils était « un choix politique » clairement défini à l'époque par M. Papandréou pour ne pas être dépendant d'une seule source d'approvisionnement. Un accord direct avec les Etats-Unis aurait exposé la Grèce au risque d'un éventuel embargo et de possibles pressions à propos des négociations gréco-américaines sur les bases militaires, a insisté M. Haralambopoulos. Le choix d'un appareil européen, avec les possibilités d'ouverture sur l'industrie européenne aéronautique, a également pesé dans la balance. A propos des Magic, les socialistes ont mis l'accent sur le fait que les Sidewinder américains étaient difficilement adaptables sur les Mirage.

Une fois encore, le débat a été marqué par l'absence de M. Papandréou. L'ancien premier ministre a fait dimanche et lundi dernier son retour sur la scène politique depuis sa défaite aux élections de juin et son hospitalisation pour une pneumonie. En présidant les travaux du comité central du PASOK, il a dû faire face pour la première fois depuis la création de son parti en 1974 à des vives critiques de la part de plusieurs cadres socialistes, qui l'ont rendu responsable de la défaite électorale. M. Papandréou a accusé les conservateurs de conduire, sous prétexte d'assainissement, « une politique de revanche » menant à « la division nationale ». Il a lancé un appel aux forces de gauche pour un « rassemblement » autour du PASOK pour barrer le pouvoir à la droite aux prochaines élections.

DIDIER KUNZ.

Après la réunion des présidents centraméricains

Les « contras » nicaraguayens ont accueilli avec scepticisme « l'accord de Tela »

Baroud d'honneur ou darcissement ? Réunis, mardi 8 août, dans une église de Miami, en Floride, un demi-millier de dirigeants de la résistance antisandiniste nicaraguayenne ont exprimé leur scepticisme après « l'accord de Tela », signé le 7 août par les cinq présidents centraméricains en vue de ramener la paix dans l'isthme par le biais, en premier lieu, d'une « démobilisation » des dits « contras ». Ceux-ci ont même envisagé une reprise des combats à l'intérieur du territoire nicaraguayen — alors que, depuis un cessez-le-feu conclu en mars 1988, ils demeurent dans des camps installés au Honduras voisin.

Plutôt que négative, cependant, la réaction des amisandistes paraît conditionnelle : ils ont estimé que leur dispersion (dont les cinq chefs d'Etat de la région ont reconnu qu'elle ne pourrait être que « volontaire ») ne pourrait avoir lieu qu'après des discussions avec les autorités de Managua sur les réformes nécessaires pour démocratiser le pays — et aussi sur les garanties prévues pour faciliter leur retour.

La marge de manœuvre des « contras » est des plus limitée dans la mesure où leur subsistance dépend entièrement de l'aide des Etats-Unis. Aux termes d'un accord, le 13 avril dernier, entre la Maison Blanche et le Congrès, quelque 50 millions de dollars ont été débloqués à des fins « humanitaires », pour garder en l'état l'organisation militaire des antisandinistes : Washington entend ainsi conserver un moyen de pression en faveur de la démocratisation du Nicaragua.

Bien peu d'observateurs, cependant, pensent que le président George Bush pourrait réactiver la Contra, compte tenu des batailles politiques et des scandales auxquels l'affaire a donné lieu sous l'administration Reagan. Officiellement, la politique de la Maison Blanche est d'encourager leur retour au Nicaragua, moyennant de sérieuses garanties de la part des sandinistes. M. Bush, cependant, aurait souhaité

que la démobilisation des « contras » — qui devrait, aux termes de l'accord de Tela, être achevée le 8 décembre — ne le soit pas avant les élections générales du 25 février prochain, ceci naturellement pour garder un moyen de pression sur le Nicaragua. Mais Washington peut difficilement aller de front contre une décision sur laquelle se sont accordés tous les chefs d'Etat de la région intéressée.

L'embarras de Washington

Le président américain, assuré de devoir faire face, à la rentrée parlementaire, aux critiques véhémentes de la droite républicaine s'il « lâche » définitivement la Contra, commence également à faire l'objet de pressions inverses, d'inspiration libérale démocrate, afin qu'il accède à la reconversion civile (et dans la mesure du possible au Nicaragua même) l'aide destinée aux anciens « combattants de la liberté ». M. Daniel Ortega, président sandiniste, a, mardi, officiellement demandé aux Etats-Unis d'adopter une telle attitude.

Les premières déclarations à Washington reflètent bien l'embarras officiel : satisfaction qu'ait été reconnu le caractère nécessairement « volontaire » de la démobilisation, mais aussi rappel insistamment des conditions qui rendent crédible l'affirmation, par Managua, de sa volonté de réconciliation nationale (réformes démocratiques, fin de l'aide à la guérilla salvadorienne, garanties pour les « contras » qui rentreraient au pays et vérification par des observateurs indépendants de la réalisation de ces conditions).

Certains observateurs estiment que la seule marge de manœuvre des Etats-Unis, en l'occurrence, est de rappeler inlassablement à leurs alliés (européens notamment) la nécessité d'apporter leur (modeste) aide économique à Managua de pressions en faveur de la démocratisation.

Au Salvador, cependant, les deux camps en guerre civile depuis une décennie — gouvernement et guérilla d'extrême gauche — ont affiché leur satisfaction d'après l'accord de Tela. Le président Alfredo Cristiani a souhaité que les rebelles concrétisent leur proposition de « dialogue » en décidant, notamment, un cessez-le-feu avant l'ouverture de conversations. Quant au Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), il estime que l'appel à mettre fin aux combats qui lui a été lancé par les cinq présidents centraméricains vaut reconnaissance internationale de sa qualité de partie prenante au conflit.

Enfin, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, s'est félicité mardi de l'accord. Il a confirmé qu'il était prêt à saisir les instances compétentes de l'ONU afin d'activer la constitution de la commission de vérification du processus de pacification de l'Amérique centrale, à créer en corrélation avec l'Organisation des Etats américains (OEA).

J.-P. C.

URSS

Le protocole secret du pacte germano-soviétique de 1939 va être publié à Moscou

Moscou. — Une commission parlementaire soviétique a, pour la première fois, admis l'existence du protocole secret conclu en 1939 par Moscou et Berlin sur le partage de l'Europe du nord-est entre l'URSS et l'Allemagne nazie, a révélé, mardi, à l'AFP, un membre de la commission.

Ce document, qui est une annexe du pacte germano-soviétique de non-agression et dont l'existence a toujours été contestée par Moscou, sera publié en URSS avant le 50^e anniversaire de sa signature, le 23 août prochain, a indiqué M. Youri Afanassiev, historien et député. Les deux pages et demie de conclusions de la commission seront également rendues publiques d'ici à cette date. M. Afanassiev a déclaré que la commission avait attesté, en l'absence de documents originaux dans les archives soviétiques, que les microfilms du protocole transmis par le gouvernement ouest-allemand à l'URSS étaient authentiques.

La commission a estimé que les dispositions du protocole secret étaient contraires au droit international. Elle a en conséquence recommandé au parlement soviétique de les déclarer nulles et non avenues dès la date de la signature du document, et non depuis l'entrée en guerre contre l'URSS de l'Allemagne nazie (le 21 juin 1941), qui avait rendu caduc le pacte de non-agression. Les trois Etats baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie) ont été annexés par l'URSS en vertu de ce protocole. Une annexion qui n'a jamais été reconnue ni par l'ONU ni par les Etats-Unis. — (AFP.)

Les réactions à la mort d'Hubert Beuve-Méry

De nombreux messages de condoléances continuent de parvenir au Monde, après la disparition de son fondateur Hubert Beuve-Méry.

« Sirius brillera longtemps encore... », écrit le général Billotte, ancien ministre du général de Gaulle. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, rend hommage à « ce grand journaliste d'une indépendance scrupuleuse ». M^{me} Nicole Notat, au nom de la commission exécutive de la CFDT, rappelle : « Pour nous, syndicalistes, Hubert Beuve-Méry a été un témoin de référence. Ses écrits, ses commentaires,

Mgr Michel Dubost évêque aux armées

Le pape Jean-Paul II a nommé, mercredi 9 août, Mgr Michel Dubost évêque aux armées françaises. Il succède à Mgr Jacques Filley, nommé évêque de Cochin le 22 juin. Le Père Michel Dubost était jusqu'à présent curé de Saint-Jacques-du-Haut-Pas à Paris.

[Né le 15 avril 1942 à Saffi (Maroc), le Père Dubost est diplômé de l'Institut d'études politiques et licencié en théologie. Ordained prêtre en 1967, il a été chargé d'études à la SOFRES (1969-1973) et aumônier du collège privé Saint-Jean-de-Béthune, puis des lycées publics de Versailles. Il s'est, depuis lors, consacré à la communication. De 1976 à 1982, il a été secrétaire général de la Fédération des organismes de communication sociale (FOCS), aujourd'hui Christianisme médias), chroniqueur pendant dix ans à RTL et actuellement à Radio-Notre-Dame. De 1982 à 1988, il a dirigé les ambassades de l'enseignement public du diocèse de Paris. Le Père Dubost est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Parole pour Marie. Sa parole avec Dieu et Un Chrétien voit la vie*.]

Le numéro du « Monde » daté 9 août 1989 a été tiré à 484 092 exemplaires

A C D E F G H

Grand Met rachète la restauration rapide de United Biscuits

Le groupe britannique Grand Metropolitan, qui possède déjà la chaîne Burger King, vient de racheter à United Biscuits sa filiale de restauration rapide UB Restaurants, pour un montant de 180 millions de livres (1,8 milliard de francs). Grand Met contrôle désormais les enseignes Wimpy, Pizzaland et Perfect Pizza. United Biscuits renforce ainsi sa position dans la restauration rapide où il figure parmi les premiers mondiaux avec plus de quinze mille points de vente.

De son côté, United Biscuits a l'intention de se recentrer sur ses activités en base, les biscuits et les gâteaux principalement.

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Dans le sud du Liban

Le Hezbollah affirme avoir mené une attaque-suicide contre un « convoi israélien »

Le Hezbollah pro-iranien a affirmé, mercredi 9 août, avoir mené une attaque-suicide contre « un convoi israélien » dans la « zone de sécurité » créée et occupée par l'Etat hébreu dans le sud du Liban.

Dans un communiqué, le Hezbollah ajoute que l'attaque s'est produite vers 9 h 45 locales (6 h 45 TU), dans la région de Marjayoun, où se trouve le quartier général de la milice pro-Israélienne de l'Armée du Liban sud (ALS). Il ne précise pas, toutefois, comment l'attaque-suicide a été menée.

De son côté, la radio de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL) a indiqué qu'une voiture piégée a explosé, peu avant 10 h locales, près de Marjayoun.

De source proche des services de sécurité libanais, on estime que cinq soldats israéliens ont été blessés au cours de cette opération, dont trois grièvement. De même source, on confirme les affirmations de témoins selon lesquels l'auteur de l'attentat s'est lancé sur le convoi au volant d'un camion GMC de couleur rouge. Le chauffeur du camion a été tué dans l'explosion.

Le correspondant anonyme, qui a revendiqué l'opération-suicide par téléphone à Beyrouth, a présenté l'attentat comme « un cadeau de l'inspiration à l'occasion de l'Achoura » (une des principales fêtes du calendrier chiite). Il n'a pas précisé si l'attaque avait un lien avec l'enlèvement du cheikh Obeid. — (AFP, AP, Reuter.)

EN BREF

● M. Bérégovoy : le budget de 1990 doit permettre de corriger les inégalités. — Le ministre de l'économie et des finances, s'exprimant mercredi 9 août sur RTL, a déclaré que le projet de budget qui sera présenté au Parlement cet automne ne comprendra pas de nouvelles hausses d'impôt, mais des mesures de réduction des inégalités. Cependant, pour rééquilibrer la croissance des revenus salariaux et non-salariaux, M. Bérégovoy a évoqué « des réductions d'impôts pour certains, quitte à ce que d'autres voient leurs charges légèrement s'accroître ».

● CHINE : arrestation de collaborateurs d'un organisme privé américain. — Les autorités de Pékin ont arrêté quatorze collaborateurs d'un organisme privé américain, le Fonds pour la réforme et l'ouverture de la Chine. Celui-ci avait été créé en 1986 pour promouvoir les échanges culturels entre les deux pays et patronner des projets de recherche en coopération avec l'insti-

tut chinois de réforme structurelle économique, soutenu par l'ancien chef du Parti communiste chinois, Zhao Ziyang. Lié à cette organisation accusée de contacts avec les services secrets américains, celui-ci serait donc indirectement visé. Le fondateur du Fonds, le financier new-yorkais George Soros, a nié, dans une interview au Washington Post, toute implication de la CIA. — (AFP.)

● ETATS-UNIS : tremblement de terre en Californie. — Un tremblement de terre a ébranlé, mardi 8 août, la baie de San-Francisco et indirectement, celui de la mort d'un homme de dix-neuf ans. Celui-ci, pris de panique, aurait sauté par la fenêtre de son appartement, depuis le cinquième étage d'un immeuble de Los Gatos, à 120 kilomètres au sud de San-Francisco. L'épicentre de ce séisme était situé sur la faille de San Andreas, non loin de Los Gatos. Cette secousse a été suivie d'une autre, de moindre intensité, trente et une minutes plus tard.

● URSS : réhabilitation de diplomates victimes de Staline. — Cent un diplomates victimes de la répression stalinienne ont été réhabilités, a annoncé, lundi 7 août, M. Perfilov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères. Une plaque commémorative devrait être placée au ministère, à la mémoire des victimes, parmi lesquelles sept vice-ministres et quarante-huit ambassadeurs. Le cas de cent trente autres diplomates, victimes des purges staliniennes, est en cours d'examen.

● Le médecin libanais menacé d'expulsion est assigné à résidence. — Le docteur Hassan Nabha, médecin libanais expertant à Givros (Rhône), accusé d'avoir entretenu des relations avec des groupes terroristes et menacé d'expulsion (le Monde du 5 août), ne devrait pas quitter le territoire français : l'arrêté d'expulsion a été assigné à résidence, dans des conditions qui lui permettent d'exercer sa profession.

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



CAFÉS OCCIDENTAUX A TOKYO, JARDINS ORIENTAUX PRÈS DE NANTES

Lieux de passage, croisement d'images

On imagine que ce Japonais, allongé sur son quotidien, les pieds déchaussés, dort dans l'ombre de sa tradition. Mais ouvrez pages 2 et 3 ce supplément Arts-spectacles. Vous pourrez alors croire qu'il a été surpris en plein sommeil dans le parc de Maulévrier, près de Nantes. A l'inverse, dans sa tournée des cafés de Tokyo, notre correspondant retrouve au Japon les traces de Joséphine, de Napoléon, de Marie Laurencin et des existentialistes français.

Lieux de flânerie, de rencontres, de passage, les parcs, comme les cafés, sont propices

aux voyages imaginaires : en cette même fin du dix-neuvième siècle où les architectes paysagistes français plantaient des Bouddhas sous les saules, poussaient dans la nouvelle capitale des empereurs Meiji, des « cafés-musées » et des « cafés à musique » avec porches gothiques et chapiteaux corinthiens. Ainsi, dans la mégapole trépidante du Japon d'aujourd'hui, sont encore préservées de ces haltes dont peut se nourrir la disponibilité individuelle pour y tisser « à l'occidentale » une topographie sub-

jective. Ainsi, le promeneur avisé peut-il encore trouver les traces, entre Bretagne et Vendée, d'un art des jardins aux références mais aussi aux subtilités de perspective toutes orientales.

Alain Corneau, lui aussi, a cru rompre ses amarres imaginaires quand il a filmé, en partant de Bombay, *Nocturne indien* (que l'on pourra voir en salle dès la semaine prochaine). Il n'a, bien sûr, retrouvé que lui-même.

ANNE REY.

CINÉMA

Alain Corneau, itinéraire indien

22



Son approche lapidaire et violente du film noir, avec *Police Python 357*, étonna dans les années 70. *Série noire* et *le Choix des armes* allaient confirmer « à la française » son efficacité toute américaine. Revenu de la déception du *Même*, Alain Corneau, le réalisateur de *Fort Saganne*, revient avec *Nocturne indien* (sortie annoncée le 16 août). Inspiré d'un récit de l'italien Tabucchi, c'est un voyage qui, jusqu'au cauchemar voilé, force les portes du réel.

MUSIQUE

Le bœuf au château : Assier renaît

24



Depuis quatre ans, une équipe de bénévoles organise une journée musicale au château d'Assier, dans le Lot. Dimanche 13 août, elle offre une soirée de folie et trouve encore une fois le moyen le plus agréable de récolter des fonds pour rénover cet édifice Renaissance. Cette année, le Louis Salvis Quartet, les tambours du Bronx et la Squadra di canto popolare de Valpol Cervera occupent les lieux.

ARTS

Dans les musées de la Côte d'Azur

26



Fernand Léger fut dans les dernières années de sa vie un peintre de grandes parties de campagne dans lesquelles il libère la couleur du dessin. Aussi le retrouve-t-on tout naturellement chez lui à Biot, dans une exposition consacrée aux images des loisirs, et à l'exposition de Saint-Paul-de-Vence, pour fêter la jeunesse des vieux peintres ainsi que les vingt-cinq ans de la Fondation Maeght. Parmi d'autres invités d'honneur, dont Picasso, Matisse et Chagall qui, d'Antibes à Nice, se sont appropriés les musées de la Côte d'Azur.

مكتبة من الكتب

LOINTAINS FAMILIERS...

Tokyo, la cantate des cafés

Quand le Japon se mit au goût de l'Occident, à la fin du siècle dernier, naquit la mode des cafés. Le premier de ces établissements apparut à Tokyo, qui en compte aujourd'hui plusieurs dizaines de milliers. Leur architecture comme les rites qui s'y perpétuent constituent l'expression privilégiée de la culture populaire nipponne.

En Occident, les cafés ont leur noblesse. Au Japon aussi. Dans la grande tradition des cafés occidentaux (que l'on pense à la porcelaine du café Greco de Rome, à l'acajou des petits cabinets du Florian à Venise...) l'accent est mis sur la qualité, le cadre, le décor, note Patrick Mauries dans un essai, *Quelques cafés italiens* (1), consacré à ce « précipité d'émotions » dont le café recèle l'alchimie. Une attention qui, en Occident, tend à se perdre.

Au Japon, c'est encore sur l'atmosphère, le décor, le protocole du service, la variété (nouée parfois) des arômes, la sophistication de la présentation que jouent, et se différencient, les cafés. La consommation compte autant que la manière dont elle est servie. Les terrasses sont relativement rares et les cafés ou salons de thé (rangés sous le vocable générique de *kissaten* ou de *coffee-shop*) constituent plutôt des lieux fermés sur eux-mêmes, indifférents au spectacle de la rue, microcosmes offrant ce que les Japonais qualifient de *mudo* (de l'anglais mood, atmosphère).



Le café Lion

On en compte plusieurs dizaines de milliers à Tokyo. Si beaucoup de petits établissements sont quotidiennement contraints à disparaître en raison de la flambée des prix du terrain, il en reste sans cesse. Les *kissaten* constituent l'une des expressions de la culture populaire nipponne et leur fréquentation est l'un des rites de la vie citadine. On n'y sert généralement pas d'alcool mais souvent des pâtisseries. La plupart n'ont pas de comptoir.

À la fin du siècle dernier, le Japon se mit au goût de l'Occident, et apparut dans le quartier de Shibuya, près d'Ueno à Tokyo, le premier café. Il était tenu par un Chinois. Le café, en tant que boisson, fut lié au Japon à la présence des étrangers, notamment pendant toute la période de fermeture de l'archipel (de la moitié du dix-septième siècle au milieu du dix-neuvième). Puis apparut le Puritan (le café Printemps) dont le patron était peintre. La grande attraction de l'établissement était due aux serveuses, habillées à l'occidentale. C'est à partir de cette époque que l'on commença à distinguer les établissements qui servaient uniquement des boissons et ceux dont les serveuses se livraient à d'autres activités — dans la tradition des maisons de thé (*chaya*) où siroter un breuvage vert accompagné de haricots sucrés était prétexte à des plaisirs d'une autre sorte. Les cafés durent conquérir leur respectabilité et se dissocier du demi-monde. Ils ne tardèrent pas à devenir le symbole des mutations de la vie urbaine de l'entre-deux-guerres.

C'étaient les endroits où se retrouvaient les *moga* et les *mobo* (*modern girl* et *modern boy*), la jeunesse dorée d'un Japon qui vécit aussi la montée du militarisme sur le mode de la frivolité tragique : c'était l'époque dite « *erogrou-nansensu* » (érotique, grotesque et non-sens). Culture « *des jours sans lendemain* » et des « *sensations sans émotions* », dont les cafés et leurs serveuses, qui se donnaient des airs de Marie Laurencin, furent l'un des hauts lieux. Ils devinrent tout naturellement le théâtre des débats politiques ou existentiels et les repères des intellectuels découvrant les idées étrangères et contestataires. Ainsi des cafés de Ginza, comme le fameux Lion ou le

Tiger, étaient-ils fréquentés par le grand écrivain Kafu Nagai, talentueux chroniqueur du monde du plaisir : il fut l'un des premiers à faire des serveuses de cafés des personnages de fiction et il eut un jour une aventure avec l'une d'entre elles qui faillit mal tourner. Plus tard, Kazuo Hirotsu leur consacra un roman (*Jokyu, les Serveuses*).

Au début des années 60, le *Fugetsudo* du quartier de Shinjuku, fréquenté par les artistes, les poètes, les étudiants militant contre la guerre du Vietnam et les déserteurs américains, était l'un des vestiges de cet esprit de contestation. Célèbre pour sa collection de disques et de tableaux, il a disparu avec la génération dont il fut le point de rendez-vous. D'une manière générale, les *kissaten* restaient, à l'époque, l'un de ces lieux de la rencontre, jamais consommée, du Japon et de l'Occident. Par leur décor et leur atmosphère, ils offraient à l'homme de la rue un parfum de « petites Européennes ». Dans la période de frustrations qui suivit la défaite, ce même homme de la rue y trouvait à la fois une sorte de luxe et un « exotisme » occidental dont l'occupation américaine lui avait donné le goût.



Le café Ojo (Château royal)

mais qui lui était généralement interdit par la pénurie et la quasi impossibilité de voyager.

Aussi, les cafés des années 50-60 apparaissent-ils aujourd'hui comme de vieilles cartes postales jaunies, expression des rêves surannés d'un Occident mythique. Souvent kitsch, leur décor de papier mâché, de stuc et de plastique, ne vise pas la vraisemblance : ce sont des univers de faux-semblants qui ne prétendent qu'à l'approximation et au simulacre. Monde de l'évasion, de la fantaisie, ils reproduisent une atmosphère bavaroise, new-yorkaise ou montmartroise telle que les Japonais se la représentent. Simulation, copie factice, les *kissaten* sont d'abord une évocation, un jeu de trompe-l'œil.

Un exemple de kitsch est le Ojo (le Château royal) au beau milieu du quartier chaud de Shinjuku, avec à l'extérieur ses tourelles, ses mâchicoulis, et à l'intérieur son immense vitrail représentant le couronnement de Joséphine par Napoléon. Les salles s'étendent sur trois étages. Le dernier possédait de petites pièces pour couples en quête d'intimité. A la faune plus ou moins interlope qui le fréquente passé minuit s'oppose celle, plus intellectuelle, du Papillon de nuit (*Seiga*), dans le même quartier, avec ses tables minuscules sur lesquelles tombe la lumière jaune filtrant de lampes à abat-jour en pétales.

Les cafés des années 50-60 sont caractérisés par leur aspect monumental. Le Den'en (Pastorale) du quartier de Shinjuku, sorte de palais viennois avec ses lustres, ses chérubins de plâtre, ses moulages et ses colonnes en plastique sur trois étages, est un des derniers exemples du genre *mammosu kissa* (café mammoth). Autre tendance de l'époque, les *gojusa mudo kissa* (les cafés gorgeuses, c'est-à-dire somptueux). C'est le cas du Hibiya, dans le quartier du même nom, avec ses collections de porcelaine, son décor vaguement art déco, ses murs tapissés, ses éclairages sophistiqués et ses moulures au plafond. Depuis plus d'un quart de siècle, on y sert avec composition les consommations dans des tasses différentes pour chaque client, accompagnées de deux qualités de sucre. « Il est déplorable que les cafés ne cherchent désormais plus qu'à servir les consommations », aime à dire le patron. Au Café de l'Ambre (Ranburu), à Ginza, du côté de Shimbashi, le décor austère et sans recherche n'a pas changé depuis vingt-trois ans. Pas plus que le caractère quelque peu revêche de la patronne. Les habitués y viennent pour sacrifier à un rite : boire leur café. L'Ambre est un nom qu'affectionnent les patrons de cafés au Japon. C'est qu'existe dans Ginza

un autre Ranburu. De la rue, on dirait une église ; l'intérieur a connu de meilleurs jours. Avec ses vitraux, ses chandeliers électriques de guingois, il est sombre, bas de plafond, et sent un peu le moisi au moment de la saison des pluies. Pourtant, il a toujours ses amateurs. Les couples y susurrent sur les banquettes, certains clients somnolent tandis que les immenses haut-parleurs déversent de la musique clas-



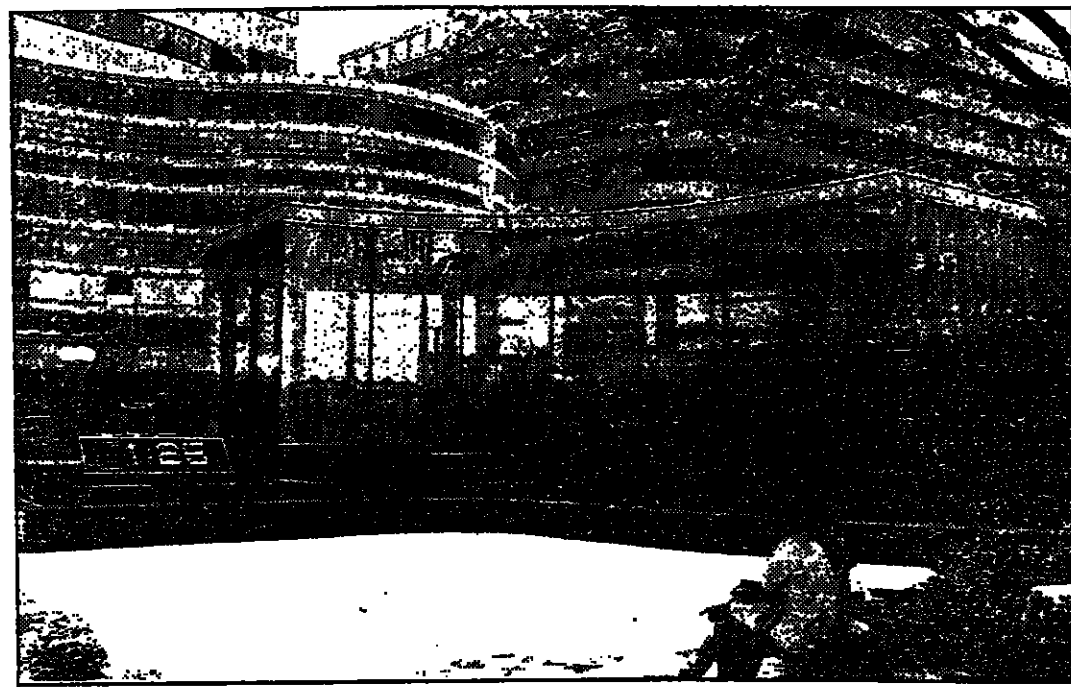
L'intérieur du café Li Po

sique. En entrant, on peut inscrire sur un cahier ses préférences. Le Ranburu est l'exemple d'un autre genre de cafés nippons : les « cafés à musique » — *maikyoku kissa*.

Le désir de solitude, de rêverie, est par excellence satisfait par ces établissements. Certains sont des véritables salles de concert dotées des équipements stéréophoniques les plus sophistiqués qui donnent au lieu la profondeur acoustique d'une cathédrale. C'était l'une des grandes innovations d'une époque où les Japonais ne possédaient pas tous encore une chaîne stéréo. L'un des plus célèbres est le Lion. Il ouvrit la première année de l'ère Showa, nom du règne de l'empereur Hirohito (1925). Détruit pendant les bombardements de la seconde guerre mondiale, il a été reconstruit tel qu'il était, ou presque, le long d'une ruelle de la colline Dogenzaka dans le quartier de Shibuya. Ce « café-musée », comme dit son patron, M. Ishihara, est un peu anachronique avec sa façade austère et son porche gothique surgis inopinément au beau milieu du quartier baroïlé d'enseignes des *love-hotels* (hôtels pour couples sans bagages). Discret, sombre, avec ses abat-jours jaunies, il a de petites tables toutes orientées en direction des appareils stéréophoniques placés dans une sorte d'alcôve, surmontée de deux énormes amplificateurs aux caissons de bois clair. A côté est rangée une collection de quelque cinq mille disques. Le programme — qui change chaque semaine — est posé sur la table avec les consommations.

Sombre, bas de plafond, avec son comptoir en briques surmonté d'une plaque de bois, sa moleskine rouge qui a vécu, son chauffage à pétrole l'hiver, ses reingaines de Damia, Piaf et Trenet, le Radorio est un café du quartier des bouquinistes, Kanda, où venait Mishima. Un lieu de repli. Que de notes prises sur ses tables basses, rebelles aux genoux !

Au « Vie, Vie » de Hibiya, la rage de nouveauté l'emporte : bassin de marbre noir et gadgets



Le café Ambre

Le délicieux Li Po, dans le même quartier, a le charme des vieilles maisons japonaises, rehaussé par la présence de belles poteries cortéennes de l'époque Hei : sa pendule rythme le temps depuis trente-cinq ans. Le petit Candies, au rez-de-chaussée d'une minuscule maison qui disparaît sous le lierre, est un lieu intime tenu par un vieux couple. Ailleurs, le Hei-roku, avec son comptoir rectangulaire derrière lequel s'affaire un ancien cheminot qui raconte la Mandchourie, le Pow-Won, tout en bois, avec ses théières à pression, ses paniers d'herbes séchées, sa patrouille qui fait de la poterie. Ou encore le minuscule Momoya, lieu de rendez-vous des journalistes de l'*Asahi* avant qu'il ne déménage, le vénérable Kayaba, au sommet de la colline de Yanaka, l'un des derniers quartiers du vieux Tokyo, ouvert en 1914, fréquenté autrefois par des étudiants des académies de musique ou des beaux-arts voisins, devenus aujourd'hui professeurs... Autant de haltes où l'on respire le parfum d'une ville où le client a l'impression d'avoir été attendu par un sourire ou un bouquet de fleurs sur une table.

Autrefois, en Italie notamment, l'un des agréments du café tenait à ces longues baguettes d'acajou sur lesquelles étaient fixés les quotidiens du jour. La lecture est encore un des plaisirs des cafés nippons : on y trouve presque toujours les quotidiens et les hebdomadaires ou des bandes dessinées. Ces accessoires font partie du service. Les *kissaten* offrent un décor mais l'atmosphère serait imparfaite sans l'attention dont doit bénéficier le client. Tout commence par le rituel du verre d'eau qui précède systématiquement la consommation, accompagné souvent d'une serviette humide (*oshibori*), chaude ou froide selon la saison. La mise à votre disposition d'allumettes est une autre attention des *kissaten*. La présence (exemple de toute émotivité) du serveur, qui se contente d'être là, disponible, à votre service, complète l'atmosphère. Le café est un lieu où l'on doit se sentir bien. Tout simplement.

PHILIPPE PONS.

(1) Editions Quai Voltaire, 1987.

L'ŒIL VAGABOND

... PROXIMITÉS EXOTIQUES

Nantes, des temples dans la jungle

C'est aussi à la fin du dix-neuvième siècle que la France s'enticha d'architecture orientale. Le même Alexandre Michel qui construisait pour Paris l'introuvable Pagode, aujourd'hui convertie en cinéma, travailla à l'aménagement d'un parc au sud de la Bretagne. Le temple khmer de Maulévrier est aujourd'hui un lieu de culte pour la communauté cambodgienne de Cholet...

L'ART des jardins fait soufre. Pourquoi pas l'art du triot ? De jardin, on retient jardiner, une activité du troisième âge, retraités et vieilles dames. A la campagne, il est potager. A la ville, sous le nom d'« espace vert », il accompagne obligatoirement toute urbanisation nouvelle, mais se borne volontiers à une pelouse mitée plantée d'arbustes chétifs. Dans le meilleur des cas, il sert d'avant-scène aux monuments chargés d'histoire. Depuis quelque temps, heureusement, le jardin retrouve un peu de son lustre. Des parcs nouveaux sont pensés, dessinés, exécutés. L'administration des Monuments historiques ne fait plus passer systématiquement dans la pierre les crédits destinés au végétal. Mais combien, aujourd'hui, osent assimiler la composition d'un jardin à celle d'une œuvre picturale ou musicale, ce qu'Edgar Poe n'hésitait pas à faire ? « Le sentiment poétique peut, bien entendu, se manifester dans des modes variés, dans la peinture, dans la sculpture, dans l'architecture, dans la danse, plus spécialement dans la musique et très particulièrement dans une activité qui lui offre un vaste champ, la composition d'un jardin paysager », note l'écrivain, à une époque où, pourtant, cet art se transforme radicalement avant de vivre ses derniers beaux jours.

UNE EXTRAVAGANCE PAISIBLE

Au milieu du siècle dernier, la vertu des jardins, oasis d'illusions, microcosmes fantasistes, si chers aux contemporains de Rousseau, disparaît aux yeux des propriétaires soucieux de faire fructifier, plus prosaïquement, leurs terres. Mais la révolution industrielle, qui dépeuple la surface des villes, incite les urbanistes à développer au centre des cités des parcs d'un nouveau genre. Il faut bien faire respirer les prolétaires et donner aux bourgeois des buts de promenade. Nantes, avant Paris, se donne un somptueux jardin conçu par le docteur Ecochard, qui trouve son inspiration en Angleterre. Le dix-neuvième siècle dotera également la région nantaise de trois autres parcs qui, eux, ne doivent rien à la Grande-Bretagne.

D'ailleurs, on se demande bien d'où viennent les Folies Siffait. Leur nom évoque les aimables bergeries du Trianon de Marie-Antoinette. Le visiteur attend donc des bosquets, il tombe sur une jungle ; il cherche de fragiles constructions, il bute sur les travaux d'Hercule. Il faut prendre l'appellation de ce parc au pied de la lettre. C'est une véritable folie, une extravagance voulue par son créateur, un paisible recouvrement des douanes, Alexandre Siffait, Picard installé sur les bords de la Loire en 1816. A quelques centaines de mètres du domaine où il vit, il fait aménager à partir de 1826, sur 3 ou 4 hectares de terrains qui dévalent abruptement vers la Loire, une série de terrasses étagées par de gros murs autrefois enduits et peints d'ocre, de bleu et de gris. Les sévères murailles sont ornées de fausses fenêtres. Les portiques succèdent aux passages étroits qui s'évasent parfois en de majestueux escaliers. Les esplanades étaient plantées d'espèces rares : quelques-unes survivent au milieu d'une végétation proliférante. De cette cascade minérale, ornée de redans, d'éperons, de saillies, on découvre le fleuve, coupé d'îles sablonneuses, bordé de saules, et le plus français des paysages français, avec sa lumière diffuse et ses lointains tremblants. Mais si les Folies Siffait ont été conçues pour « cadrer » ce grand panorama, elles étaient également faites pour être vues de la Loire. La rivière était encore fréquentée, à l'époque, par de nombreux voyageurs, auxquels les défilés touristiques ne manquaient pas de signaler l'existence de ces étranges constructions.

Le peintre Turner les visita sûrement puisqu'il laissa une *Vue sur le coteau des Mauves* tout proche et qu'il fut l'hôte d'Alexandre Siffait. Celui-ci mit dix ans à exécuter son projet, puis disparut de la région pour achever sa vie du côté de Clermont-Ferrand. Son

frère, Oswald, fit peut-être poursuivre certains travaux : des sondages entrepris récemment indiquent l'existence de murs — ou de fondations — enfouis dans le sol. La commune du Cellier a obtenu de ses propriétaires actuels une concession de vingt ans. Le plan du jardin a pu être relevé et les arbres pointés. Gilles Clément, l'un des auteurs du parc de Javel, à Paris, étudie la parti que l'on peut tirer de ce lieu magique. Il faudra respecter le travail de son inventeur, mais aussi celui de la nature et du temps : le jeu entre le minéral, la lumière et l'eau, sans oublier l'irruption sauvage de la végétation qui envahit l'ensemble de cette folie, au point d'en faire croquer les parapets. « C'est cent mille francs la brèche », note sobrement Philippe des Jamoires, le maire du Cellier. Les Monuments historiques commencent à s'intéresser aux jardins : le sauvetage de ce site unique, qui tient de l'oppidum celtique, du labyrinthe crétois, de la citadelle mycénienne, du temple aztèque et du palais du facteur Cheval devrait être une de leurs priorités.

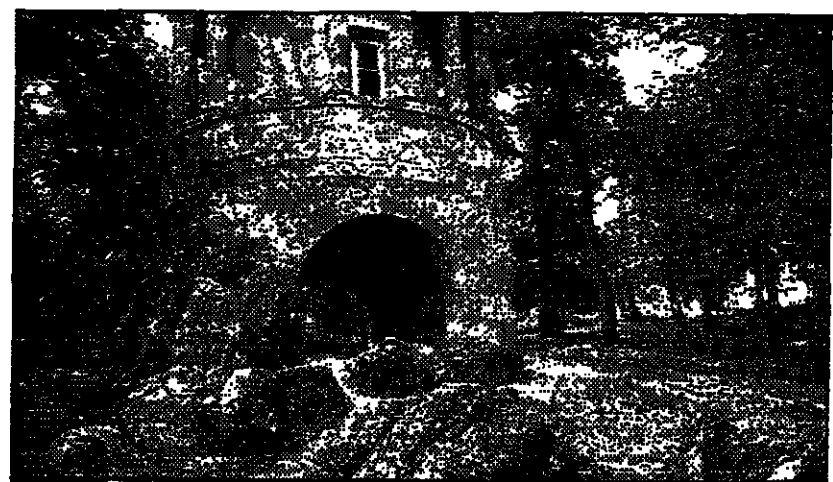
Ce gigantisme, en tout cas, traduit un goût certain pour l'architecture grandiloquente issue des gravures de Piranèse ou des utopies de Ledoux et de Boullée. Ce culte du colossal, qui avait été annoncé par Burke dans sa définition du Sublime et du Beau, rejette le jardin et l'architecture rococo comme une suite d'événements trop intimes et trop policés. L'idéal artistique de ces hommes qui sortent de la Révolution et de l'Empire reste la pureté des formes néo classiques, mais le romantisme naissant exalte la Nature vierge. C'est donc en Suisse et en Italie que François Lemot va chercher son inspiration quand il décide, en 1817, d'aménager sa propriété de la Garenne, près de la petite ville de Clisson, ravagée par les guerres de Vendée.

L'initiative d'une telle entreprise serait due au peintre Pierre Cacault et à son frère François, diplomate

et ami intime du propriétaire. S'ils ne manquent pas d'inscrire dans le parc les ruines colossales de la forteresse médiévale de Clisson, ils peuplent cette vallée vendéenne de constructions italianisantes, de temples à l'antique, et aménagent des points de vue pittoresques, des grottes, des rochers, des cascades. L'un des bâtiments doit devenir une école d'art et loger l'importante collection du peintre : tableaux, sculptures et gravures. Mais François Lemot, industriel avisé, ne manque pas de joindre l'utile à l'agréable. Les maisonnettes « italiennes » sont autant d'ateliers — arsenaux, forges, papeteries — et ses terres de la Garenne, d'un excellent rapport. L'Arcadie de Lemot n'ignore rien de la révolution industrielle.

Le goût change vite. Flaubert, qui visita le domaine en 1846, admire le parc, mais regrette les « beautés factices » dont il est orné. Il condamne ce « froid goût italica, républicain, romain, si fort à la mode du temps de Canova et de Mme de Staël (...), pompeux, grandiose et digne ». Et de moquer le temple de l'amitié,

Clisson : la tour de Lemot



« grand tombeau des deux amis » (François Lemot et le sénateur Cacault), les inscriptions, les rochers composés et les ruines artificielles. Sa déception serait aujourd'hui aggravée : une partie du parc est dépeçée, celle qui touche à la ville en particulier. Le logis principal, avec son lourd péristyle à colonnes et son crépi trop blanc, abrite un conservatoire de musique. On restaure une ferme « toscane » qui a belle allure avec ses toits plats, ses terrasses et son chaînage de briques. Une curieuse tour, juchée sur une arche, domine la rivière. Le parc est riche de colonnes commémoratives et d'orateurs romains fixés sur leur socle. L'arsenal sert de garage à bateaux. Le temple de Vesta, juché sur un escarpement, menace ruine. On ne peut y accéder qu'à travers le cimetière du village. Et la « colonne Henri IV », qui témoignait clairement des opinions politiques du propriétaire, se retrouve au centre d'un lotissement particulièrement désastreux. Reste un bel espace nostalgique, un peu négligé, où les promeneurs du dimanche viennent pique-niquer sagement, sans se soucier du passé de ce Tivoli vendéen.

UN BOUDDHA AU CŒUR DU BOCAGE

A Maulévrier, près de Cholet, ce n'est pas le souvenir des guerres vendéennes qui domine, en dépit du passé tumultueux de la cité. On a beau être au cœur du bocage, le visiteur se sent plus proche de Pierre Loti que de Stofflet, le garde-chasse qui lança ici l'insurrection en 1793. Une lourde bâtisse Restauration, transformée en collège, domine un parc « oriental » créé dans les premières années de notre siècle. Son auteur : Alexandre Marcel, un architecte fasciné par l'Extrême-Orient. En 1897, à la demande du propriétaire du Bon Marché, il construisit à Paris, rue de Babylone, la Pagode, aujourd'hui célèbre cinéma d'art et d'essai. Léopold de Belgique lui commande une tour japonaise et un pavillon chinois pour sa résidence de Laeken. A la même époque, il travaille, pour le baron Empain, à la construction d'Héliopolis, une ville nouvelle, à 12 km du Caire. A Maulévrier, c'est pour son beau-père qu'il aménage un vaste jardin, hommage, une fois encore, aux civilisations asiatiques.

Près du grand étang qu'il a fait creuser, une pagode nippo-poitevine voisine avec des lanternes de pierre fort réussies ; plus loin, un pont de bois rouge sorti d'une estampe d'Hokusai joint un groupe d'îlots. La toiture d'un temple thaïlandais est plantée au bout d'un promontoire. Un temple khmer, dont les danseuses ont la plastique de la belle Otéro, vient tout droit d'une Exposition universelle parisienne. La communauté cambodgienne de Cholet l'a néanmoins élu comme lieu de culte : un bouddha de belle taille est orné de colliers de fleurs fraîches. Des dragons de pierre veillent sur l'arboretum : érables du Japon, mélèzes orientaux, cerisiers à fleurs, cornouillers d'Himalaya, magnolias étoilés... Il manque sans doute un peu d'argent à la municipalité pour remplacer convenablement les espèces qui meurent. Et surtout mieux organiser la calamiteuse entrée du parc, en isolant — par une bambouseraie ? — le terrain de sports sans doute indispensable au collège voisin, mais particulièrement disgracieux.

EMMANUEL DE ROUX.

* Pour tous renseignements sur les jardins des Pays de la Loire, on peut s'adresser à la Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement, 93, rue de la Basilie, Nantes. Tél. : 40-20-46-78 ; ou à la Direction régionale des affaires culturelles, 2, allée du Commandant Charcot, Nantes. Tél. : 40-29-32-55.

كلنا من الازهر

SORTIE LE 16 AOUT DE « NOCTURNE INDIEN », D'ALAIN CORNEAU

Le voyage, ce roman noir

Le premier film d'Alain Corneau, *France société anonyme* (1973), était une fable politique futuriste. Puis il y eut les grands films noirs : *Police Python 357*, *la Menace*, *Série noire*, *le Choix des armes*. Et, d'abord présenté hors compétition en ouverture du Festival de Cannes 1984, *Fort Saganne*, saga historique d'après le roman de Louis Gardel. Depuis, on se posait des questions sur Alain Corneau, plutôt perdu avec *le Môme* (1986). Il revient, sans tambour ni trompette, après avoir pris un virage éblouissant. *Nocturne indien* est un événement dans le cinéma français et le premier événement cinématographique de la rentrée. Ce film, qui tient selon son auteur « de l'insomnie et du voyage », sort le 16 août, et, le 7, Alain Corneau aura eu quarante-six ans. Pour lui, avec ce nocturne, le bel âge mûr.

— « Que s'était-il passé, après *Fort Saganne* ? »

— Rien, en somme. J'ai cherché à faire autre chose, pas un film de prestige. Un film de petit budget, avec beaucoup d'intentions. Ce fut sur un sujet policier, *le Môme*. Je ne l'étudie pas, mais je peux bien dire que ce n'était pas réussi. Par ma faute. Je n'ai récolté que ce que j'ai semé. Ensuite, j'ai fait plusieurs essais de scénarios et un téléfilm dans la série *Médecins des hommes*. C'est un peu ce qui m'a ouvert la porte. J'ai voyagé au Pakistan, j'ai lu le roman d'Antonio Tabucchi *Nocturne indien* — je lis tout ce qui concerne l'Inde. Un homme, jeune, qui prétend s'appeler Rossignol, arrive à Bombay. Il cherche un ami, Xavier Janata Pinto. Dans un hôtel borgne, à l'hôpital, mais c'est une fausse piste. Alors, il continue à chercher. Il voyage, sur les traces de Xavier. Dans ma tête, il y a eu un déclic. A cause du bouquin, à cause de l'Inde, à cause de ce sujet appliqué à l'Inde. Je n'ai pas eu envie de m'y mettre tout de suite, mais cela me travaillait. Maintenant que c'est terminé, je me dis qu'il y a, peut-être, après ce qui fut pour moi une étonnante aventure, plus de choses dedans que ce que j'ai voulu y mettre.

— Votre film passionne justement parce qu'il commence comme du Corneau, disons de l'époque *Série noire*. Avec une intrigue qui semble plus ou moins policière. Et puis, il y a Bombay, d'autres paysages, la traversée de l'Inde, un mystère différent. On suit cela comme un film noir, mais en présentant que vous examinez le spectateur ailleurs.

— Le thème, le mécanisme d'un personnage central courant après lui-même, je l'avais déjà traité dans mes polars. Cela m'obsède. J'ai voulu que ce *Nocturne* fonctionne comme un roman noir et, pour que l'intri-

gue puisse basculer, je suis resté très fidèle à la technique du roman noir. Très fidèle aussi à la narration de Tabucchi, et pourtant, ce n'est pas une véritable adaptation de son livre.

— C'est le récit filmé d'un passage à l'acte. Un homme se promène et fait des rencontres. Son itinéraire est ponctué par les adresses indiquées par le livre. Et tout se focalise sur l'illusion entre réalité et rêve, à mesure que cet homme avance — géographiquement et moralement — dans sa recherche. J'ai mis en scène ce qui me fascinait. La fin est celle du livre et j'ai mis longtemps à l'accepter. Je ne sais pas trop pourquoi, j'étais embarrassé. Or le sujet entier est contenu dans cette fin. C'est là qu'on le découvre. Un jour, au cours de la préparation, j'ai enfin compris, accepté. Après, plus rien n'a bougé, sauf de petites modifications au tournage.

— Le film était écrit, les principes de mise en scène arrêtés : caméra fixe, suppression du champ-contre-champ, décors, éclairages, un seul travelling. Nous savions aussi que seule la fin — les scènes avec Clémentine Célarié — serait parlée en français. Il m'est arrivé une chose étrange. J'ai été déstabilisé, et content de l'être, par l'envie furieuse de faire ce film. Sur le tournage, j'ai eu l'impression de filmer, enfin, ce qui m'intéresse dans la vie quotidienne. Sans procédés de narration.

— Au cours d'une scène de train, il est fait allusion à Peter Schlemihl, l'homme du conte allemand qui avait

perdu son ombre. On a l'impression d'un signe, d'un avertissement.

— J'avais lu les autres livres de Tabucchi. Dans *Trains qui vont à Madras*, j'avais relevé l'épisode Schlemihl et je voulais le replacer dans le scénario. J'ai rencontré Tabucchi et je lui ai demandé la permission d'intégrer cet épisode au film. Il a accepté d'autant plus volontiers qu'il l'avait lui-même, en écrivant, d'abord placé dans *Nocturne indien*. Curieux, n'est-ce pas ? C'est une des choses essentielles pour le rapport entre Rossignol et le mystérieux et invisible Xavier Janata Pinto. Celui-ci existe-t-il ou non ? Moi, j'y crois. J'ai travaillé à l'adaptation avec Louis Gardel, l'auteur de *Fort Saganne*, parce qu'il m'a encouragé, poussé à faire ce film. Et puis, c'est un ami très proche. Nous avons fini ensemble les différentes écritures du scénario.

— Comment se produit, aujourd'hui, un film aussi original et hétéroclite ?

— J'ai eu la chance que mon producteur soit Maurice Bernart. Je le connais depuis longtemps. Il avait coproduit *France société anonyme*, et veillé à lui seul au financement de *Série noire*. Maurice Bernart avait des affaires dans l'immobilier. Il gagnait de l'argent et il plongeait régulièrement dans le cinéma. Et puis il s'est consacré entièrement à la production. C'est un indépendant absolu. Il a produit *Thérèse* d'Alain Cavalier, *Agent trouble*, de Jean-Pierre Mocky. Actuellement, il est sur un film d'Arthur Joffé. J'ai eu avec Maurice Bernart des relations de dialogue per-



Alain Corneau en tournage avec Jean-Hughes Anglade.

manent, de fond, sur le film lui-même. C'est exaltant de pouvoir parler du film qu'on tourne avec le producteur. C'est essentiel.

— Ainsi, le choix très heureux de Jean-Hughes Anglade, pour le personnage, est venu d'une discussion avec Maurice. Il a constamment accompagné le film. Je crois que cela correspondait à un désir très fort chez lui. Quand j'ai voulu utiliser pour l'ambiance musicale l'adagio du *Quintette à cordes en ut majeur* de Schubert, il m'a bien compris. Nous avons eu un financement normal. J'aime quand un film rencontre son budget exact. Ici, c'est un budget relativement modeste, mais je pense que plus d'argent n'aurait pas permis d'atteindre ce que nous envisageons.

— L'incommode, c'était le tournage en Inde. Tout s'est fait là-bas, en six semaines et trois ou quatre jours. Un tournage de rêve ! Une équipe technique de sept Français, presque pas de figurants et juste quelques scènes de studio à Bombay, où l'équipement est remarquable, pour certains décors. Nous avons été totalement « absorbés » par l'Inde, dans les lieux que j'avais choisis, aux repérages. Ce ne sont pas les mêmes que dans le livre — Tabucchi en avait inventé — mais j'ai gardé le système des adresses.

— Cette recherche d'un homme, et d'un passé, qui est, en fait, celle de l'identité, fait parfois penser à *Monsieur Arkadie*, d'Orson Welles, et à *Monsieur Klein*, de Joseph Losey, compte tenu des différences de contexte.

— Sans vouloir être prétentieux, il s'agit, en effet, d'une même dimension morale, métaphysique. Nous avons parlé un peu d'Orson Welles, sur le plateau. Dès le premier jour, nous avons commencé à baisser la caméra, à utiliser de courtes focales. Il y a, évidemment, dans ce que cherche le personnage, quelque chose qui tend vers le monde d'Orson Welles et, dans une moindre mesure, vers le film de Losey. Mais l'Inde, cette Inde-là, modifie tout. Pour moi, c'est la grande affaire. Par exemple, la voyante, si étrange physiquement, qui intervient à l'arrêt de l'autocar, n'est pas une actrice. C'est, avec un âge mental de sept ans et son don de voyance, un personnage réel, qui a été d'une énorme importance pour la rencontre entre le texte de la scène et la réalité indienne.

— Et vos acteurs français ?

— Quand nous avons proposé le rôle à Jean-Hughes Anglade, sa réaction a été enthousiaste. Peut-être a-t-il senti, derrière cette quête, ce voyage qu'il devait accomplir dans le film, une recherche concernant le métier d'acteur. L'estime qu'il a fait le contraire de ce qu'il avait fait jusqu'à présent, qu'il a su transformer son rapport, jusqu'alors très charnel, au cinéma, avec Patrice Chéreau et Jean-Jacques Beineix. J'avais besoin de retenue, de puritanisme. Il y a formidablement travaillé. D'ailleurs, lui aussi a été saisi par l'Inde.

— Sauf, à la fin, lorsqu'il rencontre, à Goa, dans un palace très occidental, cette femme, cette Française, Christine, qui a eu de l'Inde une autre vision, puisqu'elle est allée à Calcutta. Clémentine Célarié tranche sur l'atmosphère générale du film. Elle est simple, sensuelle, maternelle, rationnelle. En même temps, on sent en elle une douleur, une brisure qui ne sont pas expliquées. Elle est une des grandes comédiennes de la génération d'aujourd'hui.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

REPRISE DE « L'ÉQUIPÉE SAUVAGE », DE LASLO BENEDEK

L'ange et le primate

COMBIEN sont-ils ? Dix, vingt, trente, quarante ? Une bande d'adolescents américains partis en virée comme chaque samedi. Le moto-club des Rebelles noirs. Ils chevauchent fièrement leurs motos dernier cri. Ils portent des blue-jeans, des blousons et des gants de cuir noir. Ils sont casqués et bottés. Ils foncent sur la route, conduits par leur chef, Johnny. Sommes-nous dans l'Amérique d'aujourd'hui ? On pourrait le croire si cette *Équipée sauvage* en blanc et noir qui ressort cette semaine n'avait été réalisée en 1953.

Autre temps, autres mœurs ? Certainement pas. Audacieux et presque documentaire à son époque — et inspiré d'un fait divers de 1945 : la mise à sac d'une bourgade californienne par une bande de motards — le film raconte une histoire qui pourrait se reproduire de nos jours dans des conditions presque semblables. Anecdote historique : le mythe du blouson noir a démarré là.

En 1953, les États-Unis étaient engagés dans la guerre de Corée et la chasse aux sorcières. Dans les années 60 et 70, la guerre du Vietnam, la contestation étudiante, allaient déclencher d'autres révoltes adolescentes. De *Scorpio Rising* aux *Anges sauvages* et à *Easy Rider*, motos et blousons de cuir ont traversé l'histoire de la civilisation occidentale moderne et d'un certain cinéma américain.

1953. Laslo Benedek tourne *l'Équipée sauvage* pour le producteur indépendant et anticonformiste Stanley Kramer. D'origine hongroise, il a étudié la médecine et la psychanalyse avant de travailler dans les studios de Berlin et a quitté l'Allemagne pour fuir



Lee Marvin.

le nazisme. Kramer et lui ont déjà fait ensemble *Mort d'un commis voyageur* d'après la pièce d'Arthur Miller. L'adaptation n'a pas plu à l'auteur. Mais Benedek, alors âgé de quarante-cinq ans, lui doit une subite célébrité.

Dans *l'Équipée sauvage*, il décrit la montée de la violence au sein d'une petite ville de province, troublée par l'arrivée des Rebelles noirs, puis par celle d'une bande rivale. C'est Wrightsville, les motards pétaradent dans la nuit, les motards insultent les habitants et font les intéressants pour les filles. Johnny semble séduire par Kathie, la fille du patron de café...

Johnny ? Marion Brando. Proche de la trentaine, il paraît vingt-deux ans à peine. Produit par l'Actor's Studio, de Broadway et du théâtre new-yorkais. Sous la direction d'Elia Kazan, il a été à la scène et à l'écran la belle brute d'*Un tramway nommé Désir*. Il y exhibait un dos nu défiant toutes les censure. Moto et blouson de cuir : voilà Brando centaure et archétype social. Il a l'air d'un voyou à l'intelligence toute relative, il parle peu et mal. Qu'importe ? Plus encore que dans le *Tramway*, Brando est ici, de la tête aux pieds, un acteur « sexuel » dont le moindre geste comporte une formidable charge d'érotisme. Avec cette beauté terriblement ambiguë qui lui valait les désirs des hommes aussi bien que des femmes.

L'une des scènes les plus étonnantes, quand on la revoit aujourd'hui, est l'empoignade à bras-le-corps, la rude bagarre en pleine rue, de Johnny avec Chino, le chef de l'autre bande. Il faut dire aussi que Chino est interprété par Lee Marvin, dont le stupéfiant physique de primate s'oppose à « l'angélisme » équivoque de Brando. Et si Marie Murphy, en Kathie, apporte une petite note de poésie et de tendresse dans une atmosphère terriblement tendue, la fille vraiment digne de ces motards, c'est Britches (Yvonne Doughty), qui appartient à la bande de Chino et se fait, en vain, provocante à l'égard de Johnny.

Pour le reste, le film est un affrontement parfois terrifiant entre adolescents décidés à tout casser et adultes à la mentalité rétrograde. Deux univers irréconciliables malgré une fin (relativement) optimiste. Décidément, les choses n'ont pas changé.

J. S.

Tabucchi : Stendhal relu par Borgès

Né à Pise en 1943, professeur de littérature portugaise, traducteur en italien de Fernando Pessoa, Antonio Tabucchi n'a été connu en France qu'en 1967. Coup sur coup, Christian Bourgois a publié cinq de ses livres : *Poèmes de Porto Pin* et autres histoires, *Poèmes inattendus sans importance*, *le Fil de l'horizon*, *le Jeu de l'ennemi* et ce *Nocturne indien* qui devait valoir à son auteur le prix Médicis étranger. Il s'agit toujours de courts textes, brefs, énigmatiques, nourris de lectures, de voyages, de conversations. Tabucchi ne raconte jamais une histoire : il se raconte tout. Il se raconte mille, qu'il dise dans des récits qui s'ouvrent entre le songe et le réel, entre les jeux d'une logique de l'énigme et la description d'un monde menaçant et troussé dont l'écriture tente de saisir l'envers. C'est Stendhal qui aurait été relu par Borgès.

Tabucchi est l'écrivain de l'« intranquillité ». Chaque de ses constructions, dans la beauté même de son écriture, est une manière de déséquilibrer le lecteur, de provoquer son malaise, d'acquiescer au vision trop simple et trop naïve des choses. L'ironie raffinée, hypercathartique du romancier reflète et provoque tout à la fois le désarroi intellectuel de notre époque. C'est le triomphe du malentendu, le règne des fausses évidences, des équivoques, des trompe-l'œil subtilement masqués. Tabucchi ne prétend jamais « dire la vérité » sur l'Inde ou sur le terrorisme, sur la morale ou sur l'art : son écriture signale, tague, drôle, décode toutes les formes contemporaines du mensonge.

PIERRE LÉPAGE.

MUSIQUES

SÉLECTION PARIS

Jeudi 10 août

Tiané

Alto 1789

Duo

1789 Fauré

Schoenberg

La Nuit transfigurée

Francis Pierre (soprano),

Saxton à cordes de Lila,

Fabrice Pierre (direction).

Le Bicentenaire continue d'être célébré avec discrétion à travers des œuvres moins immédiatement « parlantes » que le défilé Gonde. Mais les six de l'Atelier instrumental d'expression contemporaine du Nord-Pas-de-Calais y avaient pensé en commandant à Antoine Tisné et à N'Guyen Thien Dao des partitions inspirées du thème de la Révolution. Et, quand on est un secteur à cordes soudé, que jouer de plus difficile, de plus risqué et de plus beau que *La Nuit transfigurée* ?

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 48-04-98-01. Location Fnac, Postal. De 80 F à 90 F.

Vendredi 11 août

Mozart

Diversification KV 138

Quatuor en fa majeur 690

Quintette avec clarinette

KV 581

Wolfgang Meyer (clarinette),

Quatuor Mosakowski.

Meyer est l'un des patrymies les plus connus de la clarinette grâce à Sabine, celle par laquelle le scandale est arrivé à la Philharmonie de Berlin. Elle jouait assez bien pour que Karajan s'opposât à son orchestre pour la garder. Eh bien, voici son frère, Wolfgang, dans le quintette splendide signé d'un autre Wolfgang. Puisqu'on est en aux aux propres, Mosakowski désigne l'ensemble d'instruments anciens réuni autour de Christophe Cols. Le quatuor de la même appellation rassemble les chefs des quatre pupitres de cordes. Meyer joue, faut-il le préciser, sur instrument baroque.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 48-04-98-01.

Location Fnac, Postal. De 80 F à 90 F.

Samedi 12 août

Beethoven

Sonates n° 1 op. 12, n° 5 op.

24, n° 10 op. 26

Neil Gotkovsky (trio),

Neil Gotkovsky (piano).

Dans l'orangerie du château - le lieu est déficient, fraîchement rapetassé, le jardin ombreux à souhait, - on se sent des invités de marque pour venir, en fin de soirée, goûter à des plaisirs généralement choisis. Comme ce retour des Gotkovsky, frère et sœur bien sûr, duo naturel en somme. On aurait presque oublié que Neil possède l'un des pedigrees les plus impressionnants de l'archet français : remarquée par Oistrakh, élève de Galamian, engagée toute jeune par Klemperer et Giulini. Elle possède un instrument - Guadagnini - tout à fait exceptionnel, qu'elle a eu le temps de tester en plus de quarante ans de carrière. Voilà un certain temps qu'elle s'était tue, pour quoi ?

Scènes. Chapiteau, 17 h 30. Tél. : 48-80-36-40. De 75 F à 100 F.

Mardi 15 août

Beethoven

Quatuor n° 1

Chostakovitch

Quatuor n° 7

Brahms

Quintette avec clarinette

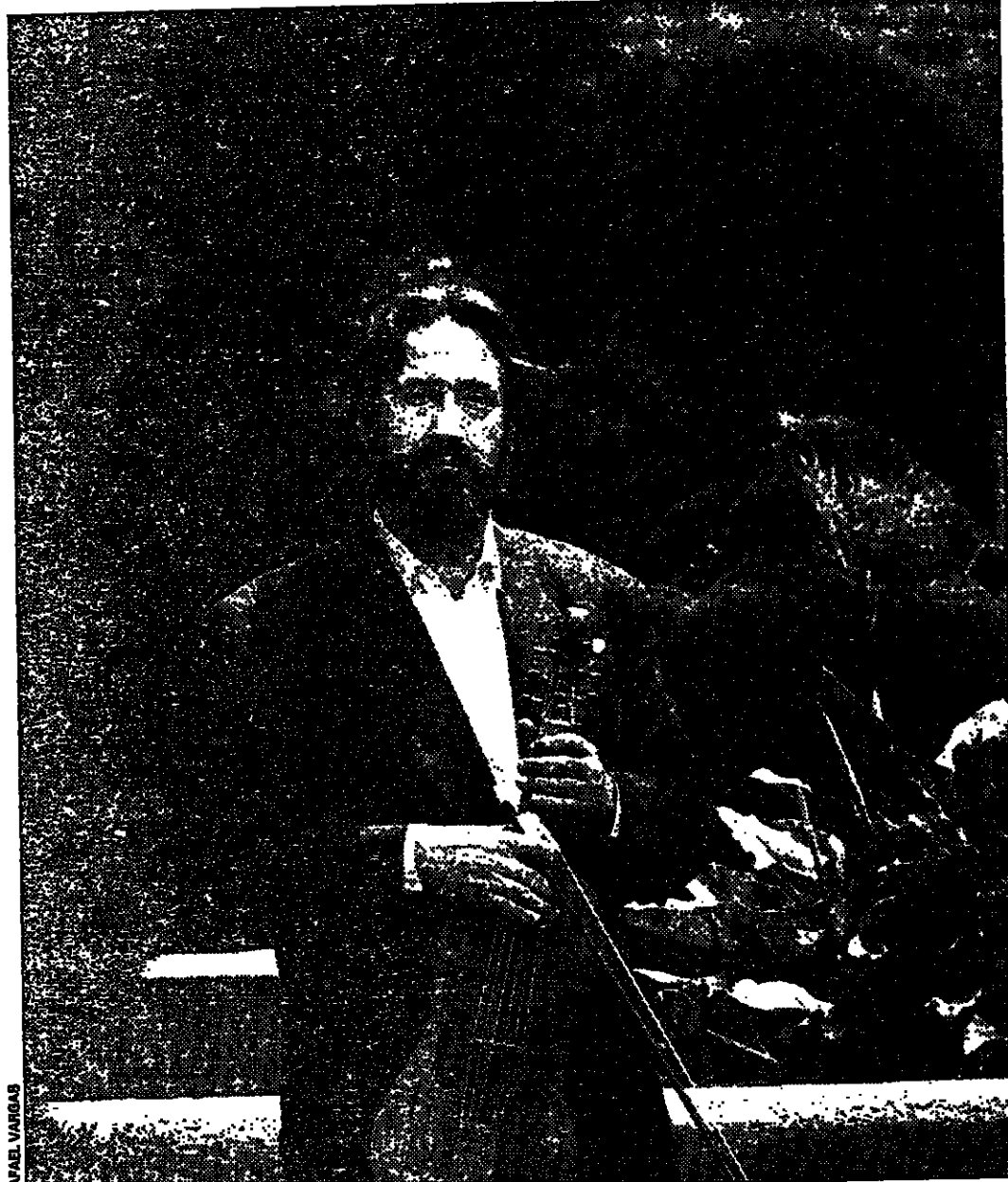
op. 115

Guy Deplus (clarinette),

Quatuor Ludwig.

Encore une clarinette (Guy Deplus fut super-soliste dans la fosse de Garnier). Encore un quatuor à cordes en pleine ascension, jouant sur instruments modernes cette fois. Encore un quintette dont on ne se lasse jamais, celui de Brahms. Les Ludwig ont-ils la violence et le lyrisme nécessaires pour s'attaquer à 7^e quatuor de Chostakovitch ? En jouant le premier de Beethoven, ils se retrouvent quasiment dans leur arbre généalogique.

Auditorium des Halles, 19 heures.



Il est un de ceux qui ont gagné le grand public à un début de compréhension de la musique ancienne, espagnole en particulier. Voici Jordi Savall, au printemps, dans sa bonne ville de Barcelone, tenant son « dessus » de viole. Cette semaine, il passe les Pyrénées avec sa Capella Reial, et transpire Montserrat à Prades.

Lodève
De Bach à Boulez
Alois Marion (soprano). « De Bach à Boulez » : entendez qu'en une soirée le flûtiste français le plus connu en Chine (il vient d'y effectuer une tournée) balayera tout le répertoire du roseau savant, accompagnant son itinéraire d'un commentaire pédagogique. Marion n'a pas seulement fait l'oiseau à l'Orchestre de Paris, à la Radio ou à l'Intercontinental, il a même également une carrière de professeur, dirigeant depuis quatre ans l'Académie de chambre de

Nice. Son catalogue discographique est à l'image de ce concert : de Bach à Berlioz et Jolivet, encyclopédique.

Le 12. Cathédrale, 21 h 30. Tél. : 42-86-86-88. 60 F.

Saint-Léon-sur-Vézère

Schumann
Fantaisies pour clarinette et piano op. 73

Marchenbilder pour alto et piano op. 113

Brahms
3 Intermezzi Klavierstücke op. 118

Berg
Pièces pour clarinette et piano

Mozart
Trio des Quilles pour piano, alto et clarinette K 498

Michel Portal (clarinette),

Michael Rudy (piano),

Gérard Cassès (alto).

Dans la région du Périgord noir se tient pour la septième fois un festival qui est aussi une exhibition de cathédrales. On vous a déjà recommandé ici le cycle « Europe baroque » pour ses Carmina burana et pour Saint-Armand-de-Colly.

L'intégrale de la musique de chambre de Brahms, qui se poursuit pour la seconde année, prend place sous les voûtes romanes de Saint-Léon-sur-Vézère. Prétente, cette année, à une carte blanche à Michel Portal, qui reçoit ses amis dans l'ombre portée du grand Allemand, comme au soleil amical de Schumann, Mozart, Berg, Weber. Avec Portal, même lorsque tout est écrit sur la partition, on peut s'attendre à un peu de rire, de larmes ou de délire, d'autant que Fidon, Cassès et Rudy savent dans l'ensemble ce que jouer Brahms signifie de rigueur et d'inspiration.

Le 11. Eglise, 21 heures. Tél. : 53-61-65-17. De 70 F à 150 F.

Saint-Michel-de-Cuxa (Prades)

Hoydn
8^e Symphonie de Mahler

Concerto pour violoncelle et orchestre n° 1

Theremin

Milica Perenyi (violoncelle),

Catherine Esteuville (soprano).

Après Orange, après l'Arène, Duchâble se retrouve au château : plus au calme pour un vrai face-à-face avec Schubert, Debussy, Liszt, Brahms et Chopin. Deux transcriptions dans le lot : l'homme au Bicentenaire qui chante, aime se lancer dans cet art de l'illusion, de l'illusion qu'est celui du clavier symphonique. Il y brûle. De Chopin, il vient d'enregistrer les Impromptus (Erato). On entendra une ballade, un nocturne, quelques-uns de ces études qui l'ont nagabier placé sur orbite lorsqu'il s'y mouvait sur disque à Polini. Un peu crâne, un peu philosophique, un peu aventurier, Duchâble joue avec modération et s'interroge beaucoup sur la vie. C'est cela, aussi, être musicien.

Le 9. Château, 21 h 15. Tél. : 65-80-90-96. 150 F.

Jazz

Assier
Jardin dans tous ses états !

Les Tambours du Bronx, enfants hirsutes de chemins de Nevers, qui se sont illustrés dans le défilé du 14 juillet, ne sont pas les seuls héros de l'été d'Assier, dans le Lot. Au programme : Louis Sclavis (la qualité plus le charme), Henri Texier (le charme plus la qualité), le Squadrà di canto popolare valpolicano, et quelques autres surprises. En général, les organisateurs de festivals d'été organisent ce qu'on leur donne en octant sur les prix. Ici ou là, une équipe intelligente, on se demande bien pourquoi, semble se dire : et si on essayait de penser une soirée ? De penser le lieu, la musique, l'échange avec le public, l'inventer, de le produire... Ils le font, et ça se passe, par exemple, dans le Lot : c'est rare.

Le 12. Abbaye, 21 heures. Tél. : 65-80-33-07. De 100 F à 140 F.

Vichy

Schumann
Liederbrunnen op. 39

Berlioz
Les Maîtres d'école

Françoise Pollet (soprano),

Jean-Marc Lalande (piano).

« Sa voix, aussi à l'aise dans la puissance que dans l'extrême douceur, réunit toutes les qualités que l'on peut attendre d'une véritable soprano dramatique », écrivait Gérard Condé de la Catherine d'Aragon de Montpellier. Quittant Henry VIII de Saint-Saëns, voici Françoise Pollet aux eaux, dans l'intimité de Schumann et de Berlioz, gâtée puisqu'elle s'est réservée, on qu'on lui a choisi, un accompagnateur de choix. « Accompagner » n'est d'ailleurs pas la fonction exacte remplie par un pianiste comme Lalande. Mais probablement caillat, dialoguer, se donner, être lui-même en quelque sorte.

Le 12. Grand Casino. Salle Napoléon III, 11 heures. Tél. : 70-58-90-55. De 60 F à 80 F.

Villavieille

Brahms
Transcription pour piano du 2^e mouvement de Sauter à cordes op. 78

Schubert
Impromptus pour piano n° 3 et 4 op. 90

Liszt
Transcription pour piano de la Symphonie fantastique de Berlioz, Extraits

Debussy
Images Livre I

Chopin
Ballade n° 3 op. 47

Nocturne n° 1 op. 9

Études n° 10, 11 et 12 op. 10

François-René Duchâble (piano).

Après Orange, après l'Arène, Duchâble se retrouve au château : plus au calme pour un vrai face-à-face avec Schubert, Debussy, Liszt, Brahms et Chopin. Deux transcriptions dans le lot : l'homme au Bicentenaire qui chante, aime se lancer dans cet art de l'illusion, de l'illusion qu'est celui du clavier symphonique. Il y brûle. De Chopin, il vient d'enregistrer les Impromptus (Erato). On entendra une ballade, un nocturne, quelques-uns de ces études qui l'ont nagabier placé sur orbite lorsqu'il s'y mouvait sur disque à Polini. Un peu crâne, un peu philosophique, un peu aventurier, Duchâble joue avec modération et s'interroge beaucoup sur la vie. C'est cela, aussi, être musicien.

Le 9. Château, 21 h 15. Tél. : 65-80-90-96. 150 F.

Sélection établie par Anne Rey, Jazz : Francis Marmande

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J.-H. : ouvert jusqu'à 11 heures

DINERS

JOHN JAMESON
10, rue des Capucines, 2^e
40-15-00-30/40-15-08-06

LE SARLADAIS OUV. TOUT L'ÉTÉ
45-22-23-62

RIVE GAUCHE

KAMAL
20, rue Rousselet
(angle rue de Sévres), 7^e

RESTAURANT THOUVENIN 47-05-49-75
79, rue Saint-Dominique, 7^e

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT
HUITRES TOUTE L'ANNÉE
POISSONS DU MARCÉ
Plats traditionnels • Vins à découvrir
Décor : « Brasserie de Luxe »
TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin
6, place de la Bastille, 43-49-90-32

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24

CONGRÈS MAILLOT
Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année
POISSONS, VIANDES à l'ou grillées
45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

Dans la région du Périgord noir se tient pour la septième fois un festival qui est aussi une exhibition de cathédrales. On vous a déjà recommandé ici le cycle « Europe baroque » pour ses Carmina burana et pour Saint-Armand-de-Colly.

L'intégrale de la musique de chambre de Brahms, qui se poursuit pour la seconde année, prend place sous les voûtes romanes de Saint-Léon-sur-Vézère. Prétente, cette année, à une carte blanche à Michel Portal, qui reçoit ses amis dans l'ombre portée du grand Allemand, comme au soleil amical de Schumann, Mozart, Berg, Weber. Avec Portal, même lorsque tout est écrit sur la partition, on peut s'attendre à un peu de rire, de larmes ou de délire, d'autant que Fidon, Cassès et Rudy savent dans l'ensemble ce que jouer Brahms signifie de rigueur et d'inspiration.

Le 11. Eglise, 21 heures. Tél. : 53-61-65-17. De 70 F à 150 F.

Saint-Michel-de-Cuxa (Prades)

Hoydn
8^e Symphonie de Mahler

Concerto pour violoncelle et orchestre n° 1

Theremin

Milica Perenyi (violoncelle),

Catherine Esteuville (soprano).

Après Orange, après l'Arène, Duchâble se retrouve au château : plus au calme pour un vrai face-à-face avec Schubert, Debussy, Liszt, Brahms et Chopin. Deux transcriptions dans le lot : l'homme au Bicentenaire qui chante, aime se lancer dans cet art de l'illusion, de l'illusion qu'est celui du clavier symphonique. Il y brûle. De Chopin, il vient d'enregistrer les Impromptus (Erato). On entendra une ballade, un nocturne, quelques-uns de ces études qui l'ont nagabier placé sur orbite lorsqu'il s'y mouvait sur disque à Polini. Un peu crâne, un peu philosophique, un peu aventurier, Duchâble joue avec modération et s'interroge beaucoup sur la vie. C'est cela, aussi, être musicien.

Le 9. Château, 21 h 15. Tél. : 65-80-90-96. 150 F.

Sélection établie par Anne Rey, Jazz : Francis Marmande

ARTS

SÉLECTION PARIS

Richard Artschwager

Après l'exercice de divers médiums, cet ancien élève d'Amédée Ozenfant, à New York, décide de réaliser quelques meubles « sur le mode constructiviste ». De là à concevoir des sculptures-mobilier, il n'y avait qu'un pas, que l'artiste franchit, combinant rigueur et ironie.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, rue de la Chapelle, 11, Paris. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 19 h. Jusqu'au 17 septembre.

De la Rivière à la Côte d'Azur

Modernisme et visionnaire, Charles Nègre archive les sites du littoral de la France en 1960 avec une grande variété de points de vue et brosse un superbe panorama d'un patrimoine architectural à jamais disparu. Cet hommage au photographe se compose de quatre-vingt-dix tirages originaux sur papier albuminé.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris. Tél. : 47-23-36-32. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 21 août. 28 F (compréhension l'ensemble des expositions).

Dessins de Matisse

Pour fêter la parution du catalogue raisonné des œuvres de Matisse dans les collections du Musée national d'art moderne, une centaine de feuilles évoquent l'évolution de son œuvre, du fauvisme aux derniers projets pour Venise. Admirable, naturellement.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 19 h. Jusqu'au 27 août.

Dessins d'Ingres du Musée de Montauban

Si les dessins, études ou esquisses, révèlent la genèse des œuvres du peintre, leurs traits tout en douceur, curieux et gourmands dévoilent l'esprit plutôt libéral de ce monsieur très digne de l'Institut. Une exposition à comparer avec celle des dessins « muscés » de Michel Ange au Louvre.

Profil des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris. Tél. : 42-33-62-50. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 3 septembre. 25 F.

Egypte - Egypte

Art hiéroglyphique, copte ou islamique, vingt-cinq chefs-d'œuvre de la civilisation égyptienne viennent visiter l'ultra-moderne IMA. Parmi eux, les plus belles pièces du trésor de Douhi et de la cachette de Louxor exhumées l'hiver dernier.

Institut du monde arabe, salle d'actualité, 23, quai Saint-Bernard, Paris. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 14 janvier. 35 F.

Jean Fourrier

En plus de cent cinquante peintures accompagnées de dessins, de gravures et de la quasi-totalité des sculptures, un juste hommage à l'auteur des Omgas, qu'il est bon de

revoir à travers son œuvre « noire » de l'entre-deux-guerres.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris. Tél. : 47-23-36-32. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 19 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 24 septembre. 15 F.

Wifredo Lam

Venues de Cuba, une trentaine de peintures de celui dont les surréalistes admiraient la puissance symbolique et le sens de la magie, et dont Picasso avait dit à Pierre Loeb, à propos de son primitivisme : « Il a le droit, lui ! EST nègre ! »

Musée de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris. Tél. : 42-22-37-40. Tous les jours sauf lundi et le 15 août de 11 h à 19 h 30. Jusqu'au 23 septembre.

La Traversée de Paris

Premier événement culturel de la Grande Arche de la Défense, cette exposition offre un voyage de quatre siècles dans les rues, reconstruites, de Paris... avec un casque sur les oreilles à la mode Châ-Châ. Il ne faut rater sous aucun prétexte l'étonnant documentaire de Romain Goupil *Je ne me souviens pas*, qui retrace, images inédites à l'appui, quelques grands moments de la capitale à la façon et en hommage au *Je me souviens* de Georges Perec.

Grande Arche, la Défense, 92200. Tél. : 40-90-05-18. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 19 h 30, vendredi de 10 h 30 à 22 h 30. Réservations au 48-78-75-00. Jusqu'au 31 décembre. 45 F.

Magiciens de la Terre

Vedettes de la création occidentale et inconnus venus d'Afrique, d'Océanie, de Chine ou d'Amérique centrale offrent l'exposition la plus discutée de l'année. Une raison de plus pour aller les découvrir de Beau-bourg jusqu'à La Villette.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 2^e étage, place Georges-Pompidou, Paris. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 19 h. Jusqu'au 22 août. 22 F. 50 F (billet couplé Grande Halle et Centre Georges-Pompidou).

Les Pastels du Louvre

Le Louvre accroche très brièvement une soixantaine de pastels, essentiellement des portraits. Parmi eux, les autoportraits de Chardin et la majeure partie des œuvres de Quentin de la Tour.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jugnot (accès jardin des Tuileries), Paris. Tél. : 42-30-35-28. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 19 h. Jusqu'au 4 septembre. 20 F (billet d'entrée au musée).

Rapace

La Galerie Défense Art 4 clôt le premier cycle de cartes blanches données par l'EPAD, depuis un an, aux galeries Durand-Dessert, Yvon Lambert, Daniel Leleu, Denise René et Daniel Temples. Elles présentent respectivement Daniel Buren, Gun Gaudillo, Federico Guzman, Charles Simonds et David Tremlett.

Galerie la Défense Art 4, Pavillon de la Défense, Paris-la Défense, 92000. Tél. : 49-00-15-88. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 19 h. Jusqu'au 4 septembre.



FRAPTURE 1922.

At Musée de Colmar, une exposition

Marcel Marquet, un des artistes de la première moitié du siècle, dont est autopsié le portrait de 1922. C'est l'année où le peintre découvre les maîtres de la Renaissance, Hans et Goya, qu'il interprète librement. C'est aussi l'époque où il entame ses premières recherches abstraites.

12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 octobre. Colmar, promenade de Bont de monde. Tél. : 41-57-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abonnement des Colmar, place de la Liberté. Tél. : 41-55-55-75. Jusqu'au 24 septembre.

Aurillac

Alain Fleischer Jeux de miroirs et de renversement sur l'illusion à travers vingt ans de travail, brassant installations et séries inédites, l'itinéraire lyrique d'un manipulateur d'images, à la fois photographique, cinématographique et plasticien. Une rétrospective.

La galerie et les écuries du Jardin des Carreaux, rue des Carreaux, 18000. Tél. : 71-64-88-80. De 15 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 17 septembre.

Cabris

Regards fauves Camoin, Chabaud, Derain, Girard, Lemaire, Manquin, Seyssaud, Verdilhan. Ou l'émancipation de quelques palettes aux couleurs fortes, à travers un choix d'œuvres prises entre 1897 et 1910, en plein fauvisme, on somme.

Musée Jean-Lurçat, 4, bd Arago, 48000. Tél. : 41-57-41-05. Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée. Tél. : 41-58-54-55. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. A partir du 18 septembre, de 10 heures à

12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 octobre. Colmar, promenade de Bont de monde. Tél. : 41-57-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abonnement des Colmar, place de la Liberté. Tél. : 41-55-55-75. Jusqu'au 24 septembre.

Castres

Les Glèves espagnoles de David Le classicisme du peintre de l'Empire s'exporta à merveille en Espagne. L'exposition en évoque les contours au travers des œuvres, peintures, dessins ou gravures, d'Apricco, Lacoma, Ribera, Mediano ou les sculptures d'Alvarez y Cubero.

Musée Goya, hôtel de ville, 81100. Tél. : 63-53-53-53. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 août.

Colmar

Marcel Marquet, un des artistes de la première moitié du siècle, dont est autopsié le portrait de 1922. C'est l'année où le peintre découvre les maîtres de la Renaissance, Hans et Goya, qu'il interprète librement. C'est aussi l'époque où il entame ses premières recherches abstraites.

12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 octobre. Colmar, promenade de Bont de monde. Tél. : 41-57-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abonnement des Colmar, place de la Liberté. Tél. : 41-55-55-75. Jusqu'au 24 septembre.

Colmar

Marcel Marquet, un des artistes de la première moitié du siècle, dont est autopsié le portrait de 1922. C'est l'année où le peintre découvre les maîtres de la Renaissance, Hans et Goya, qu'il interprète librement. C'est aussi l'époque où il entame ses premières recherches abstraites.

12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 octobre. Colmar, promenade de Bont de monde. Tél. : 41-57-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abonnement des Colmar, place de la Liberté. Tél. : 41-55-55-75. Jusqu'au 24 septembre.

Colmar

Marcel Marquet, un des artistes de la première moitié du siècle, dont est autopsié le portrait de 1922. C'est l'année où le peintre découvre les maîtres de la Renaissance, Hans et Goya, qu'il interprète librement. C'est aussi l'époque où il entame ses premières recherches abstraites.

12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 octobre. Colmar, promenade de Bont de monde. Tél. : 41-57-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abonnement des Colmar, place de la Liberté. Tél. : 41-55-55-75. Jusqu'au 24 septembre.

Colmar

Marcel Marquet, un des artistes de la première moitié du siècle, dont est autopsié le portrait de 1922. C'est l'année où le peintre découvre les maîtres de la Renaissance, Hans et Goya, qu'il interprète librement. C'est aussi l'époque où il entame ses premières recherches abstraites.

12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 octobre. Colmar, promenade de Bont de monde. Tél. : 41-57-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abonnement des Colmar, place de la Liberté. Tél. : 41-55-55-75. Jusqu'au 24 septembre.

Colmar

Marcel Marquet, un des artistes de la première moitié du siècle, dont est autopsié le portrait de 1922. C'est l'année où le peintre découvre les maîtres de la Renaissance, Hans et Goya, qu'il interprète librement. C'est aussi l'époque où il entame ses premières recherches abstraites.

12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 octobre. Colmar, promenade de Bont de monde. Tél. : 41-57-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abonnement des Colmar, place de la Liberté. Tél. : 41-55-55-75. Jusqu'au 24 septembre.

12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 octobre. Colmar, promenade de Bont de monde. Tél. : 41-57-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abonnement des Colmar, place de la Liberté. Tél. : 41-55-55-75. Jusqu'au 24 septembre.

12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 octobre. Colmar, promenade de Bont de monde. Tél. : 41-57-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abonnement des Colmar, place de la Liberté. Tél. : 41-55-55-75. Jusqu'au 24 septembre.

tural et photographique, ces photographies immédiates sont présentées au public pour la première fois.

Fonds régional d'art contemporain, 1, place Francis-Chéret, 13003. Tél. : 91-91-27-55. De 12 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 10 septembre.

Meymac

Markus Lüpertz C'est une rétrospective, la première en France, de cet artiste allemand, plus classique qu'on ne le croit. Plus de quatre-vingts tableaux et une dizaine de sculptures de 1964 à aujourd'hui sont exposés, sous un titre qui intrigue : « Le dithyrambe et après ».

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, place du Bûcher, 18250. Tél. : 55-55-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Nantes

Soutages Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Cassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désormais un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Quimper

Jean Verhulst Ce Hollandais que ses amis de Paris avaient surnommé « le nabi obéissant », en raison de sa grande taille, travailla à Pont-Aven et au Pouldu, fut marqué par Gauguin, devint mystique, se fit moine au couvent de Beuron. L'importante rétrospective de Quimper, qui a d'abord été présentée au Musée Van Gogh d'Amsterdam, nous le fait mieux connaître.

Musée des beaux-arts, 40, place Saint-Cornély, 29000. Tél. : 98-55-45-20. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30. Fermé le mardi, jusqu'au 18 septembre.

Rochechouart

Aloïse C'est une des grandes figures de l'art brut. Intéressé, en 1918, dans un hôpital psychiatrique près de Lausanne, où elle vécut jusqu'à sa mort, Aloïse Corbaz, dite Aloïse, y réalisa pendant plus de quarante ans une œuvre graphique et littéraire profondément singulière, aux riches couleurs, et pleine d'images d'amour.

Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87600. De 14 heures à 18 heures en juin et septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures en juillet et août. Fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

Saint-Etienne

Long et Nauman Encore une petite pièce de collection Panza, en accord avec le Musée de Lyon. Cette fois, il s'agit de grandes pièces de Richard Long et de Bruce Nauman, cercles de pierre ou de bois de l'un, installations faites pour vous mettre en état de malaise de l'autre.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-53-59-58. De 10 heures à 19 heures, nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Saint-Paul-de-Vence

« L'œuvre ultime » Représenté par des œuvres tardives et parfois même par leur dernier tableau, le testament artistique de Cézanne, Renoir, Monet,

Bonnard, Klee, Matisse, Mondrian, Picasso ou Dubuffet (lire page suivante).

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-52-51-53. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 octobre.

Tanlay

Szafran et Klopelle Imprimerie, la rencontre d'un pastelliste qui ne quitte les plantes vertes de son département que pour la cage d'un escalier sans fin ni fond et d'un peintre canadien qui aime les grands espaces et la marche en forêt, et le dit.

Centre d'art contemporain, château de Tanlay, 93407. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Toulon

Paul Guigou La Provence vue par l'un de ses plus grands écrivains. Peintre marginal dans l'impressionnisme naissant du Second Empire, Guigou a peint le même sujet à diverses saisons et à différentes heures de la journée, ce qui devait faire quelques années plus tard un certain Monet.

Musée de Toulon, 112, bd Luchini, 83000. Tél. : 94-63-15-54. De 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Valaison-Romane

Bourdelle Trente-huit bronzes et trois toiles du sculpteur évoquent ses principaux thèmes d'inspiration : son entourage, la femme, le cheval, la musique et l'Antiquité.

Forme des arts, avenue Bernard-Noël, 84110. Tél. : 90-36-06-25. De 10 heures à 19 heures et de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Valence

Saint Sébastien-Saint Roch Quand les hommes impuissants devant la peste en appellent à ces deux saints protecteurs spécialisés dans la maladie, ils entraînent de splendides ex-votos, peintures ou sculptures. L'exposition présente une trentaine de leurs œuvres, comprises entre le seizième et le dix-neuvième siècle.

Musée, 4, place des Ormes, 26000. Tél. : 76-43-53-00. De 14 heures à 18 heures et de 10 heures à 18 heures les mercredis, samedis et dimanches. Jusqu'au 4 septembre.

Villeneuve-d'Azac

Daniel Dezeuze En trois cents œuvres, une rétrospective, ou presque, d'un ancien de Support/Surface, préoccupé par ce que regarder et voir veulent dire, et dont le travail sur la peinture, l'espace, le vide, assise théorique qu'il puisse être, fait toujours preuve de sensibilité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. De 10 heures à 19 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 août.

Villeneuve-lès-Avignon

Des têtes Il en fallait bien quelques-unes pour fêter le Bicentenaire. Celles-ci sont signées Baselitz, Dietman, Garone, Immanuel, Paladini, J.-L. Parni, Plassa et Sengouand. Une idée du critique d'art Bernard Lamarque-Vadé.

Château, 30400. Tél. : 90-25-05-46. De 9 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 16 août.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Bregère, Philippe Dagen, Bénédicte Mathieu et Patrick Rogiers.

MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine Bourdelle, M^e Montparnasse
POUGNY BOGRATCHEV
Peintures Sculptures
tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
DU 2 JUIN AU 1^{er} OCTOBRE

Galerie Paul Vallotton SA
Grand-Chêne 6 Lacaze
19-41-21/512.91.66 et 512.96.66
VUILLARD
(1868-1940)
Huiles, pastels, dessins
jusqu'au 2 septembre 1989
Catalogue sur demande

سورة الفاتحة

SUR LES CHEMINS D'ANTIBES A NICE

Les privilèges de l'âge

La fondation Maeght fête ses vingt-cinq ans cet été. Le Musée de Biot, consacré à la mémoire de Fernand Léger, en a presque trente et double de volume. A Nice, sur la « Promenade des Arts », la construction du Musée d'art moderne avance. L'occasion d'une randonnée au bord de cette Méditerranée dont les peintres ont fait, depuis Renoir, leur repaire.

LA Côte d'Azur, depuis des lustres, est un coin à musées. Aussi, musées en tout genre, de l'archéologie à l'automobile, en passant par la parfumerie, et de toutes catégories. Musées d'art du vingtième siècle en particulier, et particulièrement dédiés, voire élevés de toutes pièces, à un artiste. Ce qui se fait peu ailleurs. Ce qui s'est fait tôt, entre Antibes et Nice, autour de 1960, et peut-être accroché au premier wagon de la décentralisation culturelle conduite par Malraux. Pourquoi là ? Pour une raison simple, qui tient à l'aptitude toute particulière qu'ont les artistes à dénicher avant tout le monde, pour y travailler en paix, les meilleurs séjours, les plus belles lumières. Renoir fut le premier à « descendre », en 1908, puis il y eut Dufy, Matisse et Bonnard et Picasso, et Chagall, et Magnelli, et bien d'autres. Ils y accomplirent une partie de leur œuvre, y laissèrent des traces indélébiles, firent des donations, eux ou leurs proches, si bien que, le coup de pouce de l'Etat aidant, des musées naquirent. Et la fondation Maeght.

Et la Côte d'Azur d'être pendant longtemps le seul haut lieu des expositions d'été en France ; aujourd'hui, ce n'est plus tout à fait le cas. Les musées de la Côte, empiétrés dans leurs souvenirs, parfois pris entre l'obligation d'entretenir la mémoire des artistes qui les ont motivés ou enrichis (dont les noms sont d'ailleurs de vraies locomotives) et un désir d'ouverture et de renouvellement, peut-être fatigués par un trop-plein de touristes peu avertis, ont pris un coup de vieux. Ce qui ne les empêche pas de s'éveiller l'été, pour offrir encore et toujours de quoi céder à d'autres son petit carré de plage, pour s'en aller rayonner sur les hauteurs, encore belles, malgré tout.

ANTIBES : L'AU-DELA DES VISAGES

Il y a une mémoire et mémoire. Selon l'âge du capitaine (conservateur). Et différentes façons d'entretenir la flamme. Au Musée Picasso d'Antibes, par exemple, Danièle Giraudy prend soin d'arroser le thym, le basilic et le romarin de son jardin de parfums et de sculptures, installé sur la terrasse du fort, un peu encombrée, il faut bien le dire, comme le reste du musée, qui n'en peut mais du zèle déployé pour enrichir les collections et les animer. Souvent bien, mais parfois aussi en exposant des choses en deçà de la qualité attendue sur les lieux du séjour béni des dieux que Picasso y fit, en 1946, y laissant la formidable suite d'œuvres autour d'Antipolis ou la Joie de vivre. L'aimable Folon a eu l'honneur de ces murs, il y a un couple d'années, et, cet été, c'est au tour de Louis Le Brocqy, Irlandais de souche, de s'y déployer, en portraits (dont celui de Picasso en vis-à-vis du sien) égaux à eux-mêmes, c'est-à-dire tous faits de cette même touche en coup de vent, dérive mondaine de la quête d'un au-delà des visages, que l'on peut situer entre Giacometti et Bacon.

CAGNES : DES CROUTES, UN PARC

D'Antibes à Cannes, il n'y a qu'un pas, qui peut mener d'une forteresse Grimaldi à l'autre, celle de Cagnes étant aussi un musée (pluriel) : de l'olivier aux quarante portraits de Suzy Solidor par Dufy, Van Dongen, Picabia, Kisting, Foujita... et où, chaque été depuis vingt et un ans, se tient un festival international de la peinture, généreusement pensé, mais dont tout le monde se fout un peu, bien que, parmi les croûtes très officiellement envoyées des quatre coins du monde, on puisse trouver parfois l'ombre de quelques talents.

Georges Dussault, le conservateur des musées de Cagnes, devrait bien envisager de le réformer, maintenant que le château est à peu près correctement restauré et que, à la villa des Collettes, ce qu'il fallait à été fait pour pouvoir présenter sans risques une dizaine de peintures de Renoir (dont la deuxième version des *Grandes Baigneuses* de 1901-1902), au lieu de trois, parmi les meubles et les objets qui entouraient le maître à la fin de sa vie. Cet enrichissement, dépôt des musées nationaux repris aux musées de Nice, donne une raison de plus de visiter le Domaine Renoir, son parc planté d'oliviers que l'on dit presque millénaires, sa vue imprenable et sa maison hantée



Auguste Renoir en 1915.

par l'image du maître travaillant sans relâche, le pin-céau attaché à la main. Qui, là, selon Germain Bazin, lyrique, dépassa l'hédonisme impressionniste « pour s'élancer d'un vol d'aigle en plein mythe ».

BIOT : DU NOUVEAU CHEZ LÉGER

Très logiquement, cette citation devrait nous mener droit à l'exposition de la fondation Maeght consacrée à l'œuvre ultime d'une bonne vingtaine de peintres, dont Renoir, mais la raison géographique l'emportant dans un itinéraire, un détour par Biot s'impose. Il y a, en effet, du nouveau chez Léger. OÙ le musée de 1959, premier musée conçu pour un artiste et entièrement consacré à son œuvre (par Nadia Léger et Georges Bauquier, qui fut l'assistant de Léger, devint l'époux de Nadia et resta le conservateur de la collection), s'est singulièrement agrandi au cours de travaux rondement menés depuis 1987. Il a doublé de volume par l'adjonction d'un bâtiment perpendiculaire au premier. Il paraît que cette extension va enfin permettre d'exposer l'ensemble de la collection de Biot donnée, avec ses murs, à l'Etat, il y a vingt ans. Et ainsi de montrer les dessins et des documents jusque-là sacrifiés au profit de l'œuvre décorative et monumentale. Soit. Pourtant, ce que l'on peut voir actuellement en visitant l'étage de la nouvelle aile (légèrement courbe, quand la première est strictement droite) semble plutôt augurer du contraire, où l'on ne rencontre que céramiques vernissées et mosaïques prises entre des présentoirs noirs et d'épais Plexiglas vissés par quatre boulons, une façon sans doute de vouloir signifier les temps modernes, en toute fidélité à l'esprit de l'œuvre du maître. Mais c'est l'horreur ! Pauvre Léger, ainsi figé, grossi, réduit, caricaturé, vulgarisé au pire sens du terme ! Voudrait-on nuire à son image qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Une exposition temporaire fête l'événement. Sur un thème de saison, bienvenu chez le peintre des *Belles Cyclistes* et de la *Partie de campagne*. Son titre : « Images des loisirs », en réponse à celui d'une autre exposition consacrée aux « Images du travail », qui avait également eu lieu à Biot, en 1985. Il n'empêche qu'on est surpris, et tout à la fois amusé et agacé, de ce qui y est montré. Un : rien ou presque de ce à quoi on pouvait s'attendre n'y figure, grenouillères et canotiers des Impressionnistes (à un Caillebotte près), footballeurs de Delaunay, tableaux de Villon,

Picabia, Severini ou Balthus (pour l'entre-deux-guerres). Deux : toutes les œuvres exposées sont soit des tableaux majeurs d'artistes mineurs, soit des tableaux mineurs d'artistes majeurs. Trois : le thème étant jugé impossible à limiter – tel nu alangui d'Amaury-Duval, ou tel chat de Steinlen, pouvant tout aussi bien être assimilé à une représentation des loisirs qu'une partie de Colin-Maillard de Noël Hallé – les responsables de l'exposition, Jean Lacambre et Jacques Foucart, en ont fait un prétexte à montrer des œuvres qui les ravissaient, en prenant un malin plaisir à valoriser d'aimables profiteurs de l'art moderne ayant tout pour faire d'excellents illustrateurs (Jean-Emile Laboureur, par exemple) et de méchants défenseurs des valeurs traditionnelles.

On salue, cependant, l'opération pour trois ou quatre tableaux étonnants à divers titres, d'une *Odalisque à trois bras*, d'Ingres, à la *Joueuse de ballon sur la plage*, de Picasso (Dinard, 1928) – une envolée de chair rose sur fond de ciel bleu qui, un petit nuage entre les fesses, pétarade comme un motocapote –, en passant par un sombre tableau des *Grands Boulevards* de Chabaud (1908), le *Cinématographe avec plongées et contre-plongées* sur la salle et l'écran, de Devambaz (du Jean Le Gac tout craché, lequel aurait dû avoir sa place dans l'exposition), et les gamins en maillot rayé qui font des pâtes sur la plage peints par un Maurice Denis en vacances, oubliant, pour une fois, la peinture religieuse. Il n'empêche, l'exposition fait vieux jeu et, contre toute attente, peut-être parce qu'elle est mal accrochée, que les tableaux, souvent petits, n'y sont pas bien mis en valeur, est triste. Bien plus triste que la réunion, à Saint-Paul-de-Vence, des vieux travailleurs de la peinture.

SAINT-PAUL : LEÇONS CRÉPUSCULAIRES

Nous y voilà, à « L'œuvre ultime », l'exposition que Jean-Louis Prat a conçue pour célébrer les vingt-cinq ans de la fondation Maeght, et sans laquelle le programme de l'été sur la Côte manquerait de panache et d'éclat. Elle réunit des tableaux choisis en principe dans les dix dernières années de la vie de grands artistes ayant le plus souvent accompli une très longue trajectoire. Certaines peintures sont même les toutes dernières œuvres, des œuvres de très grands vieillards parfois – c'est connu, les peintres vivent longtemps. C'est une belle exposition, pleine de richesse, de contenus essentiels. Car les artistes, au soir de leur

vie, n'ont bien souvent plus de temps à perdre en fariboles et anecdotes, tant ils peuvent être insatisfaits d'eux-mêmes, et douter, et estimer qu'ils ont encore du chemin à faire pour mener à bien leur œuvre, tant ils craignent que celle-ci ne vieillisse avec eux. Au point d'être pris d'un irrésistible besoin de recommencer la peinture, de tout remettre en chantier. Pour finalement laisser un travail en cours, inachevé, et plein de promesses d'avenir.

« A partir de cinquante ans, j'ai exécuté un certain nombre de dessins, mais de tout ce que j'ai dessiné avant l'âge de soixante-dix ans, il n'y a rien qui soit véritablement de grande valeur. A soixante-treize ans, j'ai commencé à comprendre quelque chose à la véritable qualité des oiseaux, des animaux et des insectes, à la nature vitale des herbes et des arbres. A quatre-vingts ans, j'ai donc fait quelques progrès ; à quatre-vingt-dix ans, j'ai donc pénétré plus avant dans la signification profonde des choses ; à cent ans, je serai devenu vraiment merveilleux, et à cent dix ans, chaque point, chaque ligne de mes dessins possèdera une vie propre. » Ce que dit là Hokusai, qui mourut à quatre-vingt-neuf ans, donc sans avoir eu, selon lui, le bonheur d'être merveilleux, bien des peintres réunis dans l'exposition auraient pu le déclarer, à quelques nuances près, portant sur la différence de leur conception de la vérité de la peinture, de leur vérité. Un Cézanne, un Matisse, un Bonnard, pour qui la peinture est aussi une ascèse. Celui-là est mort avec la lumière, d'autres en se battant contre l'ombre, interpellant la mort, se jouant d'elle, triomphalement – Picasso, bien sûr –, entamant avec elle une partie de cache-cache. Chez Miro, chez Klee, chez Braque, on voit le noir emplir l'espace. C'est pourtant la vie qui l'emporte, la vie de la peinture, qui passe dans un langage concentré, dans une facture à l'emporte-pièce. Formes et formalités ne sont plus de rigueur.

On peut estimer faibles certaines œuvres présentées, mais ça ne fait rien. L'exposition n'est pas faite pour nous inciter à distribuer docilement des notes, mais pour nous inviter à revenir sur bon nombre d'idées reçues assimilant l'œuvre tardive des peintres à un déclin, comme si leur trajectoire suivait inmanquablement la courbe des âges de la vie telle qu'on la dessine dans l'imagerie populaire. Et à méditer justement sur ces trajectoires si différentes, si singulières, qui toutes s'achèvent autrement, pour finalement révéler l'homme, ses hauteurs de toujours, ses rêves, ses désirs, à travers de formidables leçons de liberté. Et cela nous concerne, et comment ! Et quoi qu'on puisse penser du dernier Renoir, du dernier Chagall, ou même du dernier Kandinsky, comment ne pas reconnaître l'or de leur dernier message.

NICE : GRANDS ET PETITS PAQUETS

A Nice même, il ne se passe pas grand-chose. Le musée Matisse est fermé pour travaux. Le Musée d'art moderne continue sa poussée inquiétante, et il vaut mieux greffer sur le monstre l'espoir d'y voir rassemblée bientôt une bonne collection d'art contemporain depuis les Nouveaux Réalistes, dont plusieurs étaient niçois (Klein, Arman, Rayssac), que des commentaires architecturaux. Pour le moment, en tout cas. A signaler toutefois deux choses sans grand rapport : une exposition Christo aux Ponchettes et à l'Enac, quai des Etats-Unis, où l'on peut voir, sous forme de maquettes, de dessins et de grandes photos, comment petits paquets ont pu devenir grands au fil d'une carrière déjà bien remplie. L'exposition est sans grande surprise – l'emballage du Pont-Neuf est connu –, mais elle est bien faite. L'autre chose, c'est le lifting du Musée des beaux-arts, dit musée Jules-Chéret avec, semble-t-il, moins de conviction que naguère, dont on visite désormais avec beaucoup plus de plaisir les salons décorés de l'ancienne villa d'une princesse ukrainienne, et les nombreux cabinets pleins de curiosités de « chers maîtres ». Où il faut aller voir au moins une fois les Mossa, un symboliste attardé niçois, d'une misogynie à couper au couteau, mais tellement drôle parfois qu'on peut rester, devant ses « Salomés », absolument désarmé.

GENEVIÈVE BREERETTE

- * Musée Picasso, château Grimaldi, Antibes. Tél. : 93-34-91-91. Exposition Le Brocqy, jusqu'au 15 septembre.
- * Château-Musée, Haut-de-Cagnes. Tél. : 93-20-85-57. Festival de la peinture, jusqu'au 30 septembre.
- * Musée Renoir « Les Collettes », Cagnes-sur-Mer. Tél. : 93-20-61-07.
- * Musée national Fernand Léger, Biot. Tél. : 93-65-63-61. Exposition « Hommages aux Loisirs », jusqu'au 20 octobre.
- * « L'œuvre ultime », fondation Maeght, Saint-Paul. Tél. : 93-81-63. Jusqu'au 4 octobre.
- * Christo, 59 et 77, quai des Etats-Unis, Nice. Tél. : 93-62-37-11 et 93-62-31-24. Jusqu'au 30 septembre.
- * Musée des beaux-arts, 33, avenue des Baumettes, Nice. Tél. : 93-44-50-72.